

enda

bâtitseur d'alternatives



rapport annuel 2003





enda tiers-monde

enda
bâtisseur d'alternatives

rapport annuel 2003

enda aujourd'hui dans le monde



● Accord diplomatique ou avec Ministère des affaires Etrangères

● Association locale

■ Secrétariat Exécutif et 21 entités / programmes d'enda

Table des Matières

	Page
<i>INTRODUCTION</i>	3
<i>CHAPITRE I : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE URBAINE ET DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF</i>	5
1. AMELIORATION DU CADRE DE VIE DANS LES QUARTIERS.....	5
2. FINANCEMENT ET APPUI A LA MICRO-ENTREPRISE EN MILIEU URBAIN.....	12
3. APPUI AUX INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT LOCAL.....	14
<i>CHAPITRE II : AGRICULTURE ALTERNATIVE ET DURABLE</i>	21
1. GESTION DES TERROIRS PAYSANS.....	21
2. ECONOMIE POPULAIRE RURALE.....	25
3. ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE.....	27
<i>CHAPITRE III : ENFANCE FEMMES ET QUESTIONS DE GENRE</i>	35
1. ACTIVITES ECONOMIQUES ET AUTO-ORGANISATION.....	35
2. ACCES EFFECTIF A L'EDUCATION ET A LA FORMATION.....	43
3. LUTTE CONTRE LA PRECARISATION SANITAIRE DES FEMMES.....	44
<i>CHAPITRE IV : ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE</i>	47
1. SANTE POPULAIRE ET SANTE COMMUNAUTAIRE.....	47
2. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT.....	53
3. GESTION ALTERNATIVE DES DECHETS.....	55
4. EDUCATION ALTERNATIVE (« PAR ET POUR TOUS »).....	59
<i>CHAPITRE V : VERS UNE COMMUNICATION PLUS DYNAMIQUE</i>	63
1. EDITION, DIFFUSION & DOCUMENTATION.....	63
2. NTIC & AUDIOVISUEL.....	64
3. ARTS & CULTURE.....	67
4. COMMUNICATION A LA BASE.....	69
<i>CHAPITRE VI : PROSPECTIVES ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</i>	71
1. PLAIDOYER ET DIALOGUE POLITIQUE.....	71
2. PROSPECTIVES ET INTEGRATION REGIONALE.....	75
3. PASSERELLES NORD – SUD ET SUD – SUD.....	77
<i>CHAPITRE VII : ENDA EN PERSPECTIVES</i>	81
1. UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES.....	81
2. RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL.....	83
3. RECHERCHE D'UN MODELE INSTITUTIONNEL MIEUX ADAPTE.....	84
<i>ANNEXES</i>	86

Introduction

L'originalité de l'organisation internationale **enda tiers-monde** réside dans le fait que son action à travers le monde est presque exclusivement tournée vers la recherche d'alternatives crédibles et durables aux situations de pauvreté dans les pays du Sud. Le but visé est que dans l'opinion commune, ces situations ne soient plus perçues comme un état de fait voire une fatalité. Une quête infatigable qui s'est poursuivie durant l'année 2003, comme pour conjurer les dangers de l'indifférence de la communauté internationale à l'égard des problèmes des pays pauvres. **Enda** s'est évertué à construire des liens de solidarité entre pays du Sud et entre pays du Nord et du Sud, à travers de nombreux partenariats noués entre ses entités d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, et les organismes du système des Nations Unies, les agences de coopération bilatérale, les Organisations non gouvernementales (Ong), et d'autres membres actifs de la communauté des partenaires au développement.

L'année 2003 a aussi été pour **enda** une année d'introspection, c'est-à-dire de réflexion interne de l'ensemble de ses composantes sur les voies et moyens d'aller encore plus loin dans la rationalisation du management de l'organisation, en lui trouvant de nouveaux modes de fonctionnement fédérateurs et consensuels. Le processus *Mouya Yara* ainsi poursuivi, a inauguré une approche novatrice de gouvernance participative au sein d'une organisation internationale, confirmant ainsi **enda** dans sa vocation d'organisation de convergences et de cadre de valorisation des différences. Une telle exigence de reconfiguration et de réorganisation était devenue incontournable, un an après la disparition de Jacques Bugnicourt qui a fondé l'organisation et œuvré sans relâche pour son expansion à travers le monde durant trente ans.

Le fait de lier la lutte contre la pauvreté et la préservation de l'environnement pour un développement durable dans les pays du Sud est une constante dans l'action d'**enda**. Mais ici, la notion de durabilité est à lier directement au *principe d'inclusion* des catégories sociales les plus fragilisées par les politiques néolibérales, c'est-à-dire à la lutte contre l'exclusion. Le développement des villes et des campagnes du Sud ne saurait être envisagé à partir de quelques îlots de richesse, mais plutôt en prenant en charge l'amélioration des zones défavorisées dans des ensembles territoriaux dynamiques et intégrés. Que ce soit dans la gestion urbaine comme dans le développement rural, la promotion féminine, la protection de l'enfance, l'accès aux services sociaux de base, la mise en place d'espaces de dialogue et de concertation, l'intégration sous-régionale, ou la défense des droits des « sans voix » à travers des stratégies efficaces de communication et de plaidoyer, le constat est le même : aucune politique ne peut être efficace et prétendre à la durabilité sans une approche intégrée et systémique des problèmes de développement.

La protection de l'environnement ainsi conçue, devient pour **enda** la porte d'entrée de son action globale. Elle ne se limite guère à de simples stratégies de préservation des ressources naturelles, mais intègre de plus en plus les principes d'une bonne gouvernance locale participative, liés à la mise en valeur rationnelle de celles-ci, à leur gestion concertée et à leur partage équitable entre toutes les composantes de l'espace social. Cela s'est alors traduit par un nombre considérable d'activités de *lutte contre la pauvreté pour l'environnement et la citoyenneté*, dans son acception la plus large, qui occupe d'amont en aval tout le champ du développement, comme on peut le constater en parcourant le présent rapport d'activités.

Chapitre I

Lutte contre la pauvreté urbaine et développement participatif

Enda cherche à promouvoir un modèle de développement urbain plus global, qui prend en compte les problématiques liées à l'ensemble des composantes de l'espace urbain. Que ce soit dans la restructuration des quartiers défavorisés, l'accès aux logements sociaux, la sécurité foncière, la création d'activités génératrices de revenus, le développement de l'agriculture urbaine ou l'appui aux municipalités, l'organisation internationale a continué à œuvrer pour rendre plus efficace son action de promotion des initiatives locales de lutte contre la pauvreté. Cette action s'est faite à travers un large éventail d'activités qui se présentent sous trois aspects. *L'appui à la micro-entreprise en milieu urbain* par l'encadrement des groupements de base pour la création d'activités génératrices de revenus, et *l'appui aux initiatives de développement local* pour diffuser les meilleures pratiques de gouvernance locale participative. Mais, il s'agit aussi et avant tout du de **l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers** défavorisés qui est une condition nécessaire de l'épanouissement psycho social des populations urbaines.

1. Amélioration du cadre de vie dans les quartiers

Une classification est forcément arbitraire, au sens où elle cherche à créer des rubriques et des classes là où il n'y a souvent que continuité, imbrication ou enchevêtrement. Celle consistant à traiter distinctement de *l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers*, comme si elle pouvait être dissociée des autres aspects de la **stratégie de développement urbain alternatif**, n'échappe pas à la règle. Les actions sur le terrain répondant à des soucis d'efficacité autrement plus cruciaux que la cohérence formelle, il est habituel de constater que la plupart des projets mis en œuvre par **enda** sortent aisément de leur cadre initial pour prendre en charge des préoccupations jugées incontournables par les populations elles-mêmes. Un projet de restructuration de l'habitat peut durant son exécution se voir contraint de prendre en charge des besoins liés à l'approvisionnement en eau potable, au nettoyage de la voie publique, à l'assainissement, à l'entretien des équipements communautaires, voire à l'encadrement des organisations communautaires de base (Ocb) travaillant en partenariat avec lui, car chacun de ces aspects participe de l'amélioration du cadre de vie et influe sur les autres tout en étant influencé par eux. Les activités des différentes entités d'**enda** ici présentées, que ce soit celles de ses entités au Sénégal ou de ses antennes à travers le monde, comporteront donc forcément des facettes se rapportant à des axes thématiques abordés plus loin dans ce rapport. Le *développement social des quartiers* traitera essentiellement de **la restructuration de l'habitat social** et de *l'entretien des équipements communautaires*.

1.1 La restructuration de l'habitat social

Rares sont les entités d'**enda** qui n'ont été, à un moment ou à un autre, préoccupées par l'épineux problème de la restructuration de l'habitat dans les quartiers défavorisés. Les cas désormais emblématiques de « Colobane », « Baraque » et « Quartier-Rail » à Dakar¹

2. Il s'agit de bidonvilles de Dakar où **enda** a mené avec succès, durant les années 90, une série d'actions d'accompagnement des populations dans leurs stratégies de lutte contre la précarité foncière, dans la création

sont là pour rappeler le caractère fondamental de cette préoccupation dans le mode opératoire de l'organisation internationale. Parce qu'il y a deux attitudes possibles face à la prolifération des bidonvilles dans les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine : une attitude d'indifférence et de mépris qui va de pair avec la politique du bulldozer, et une autre faite de lucidité et de responsabilité, consistant à œuvrer *hic et nunc* avec les moyens du bord, pour l'amélioration continue des conditions de vie de ces populations défavorisées.

Cette seconde attitude est celle qui a été de tous temps prônée par **enda**. Elle procède d'un raisonnement bien simple : en lieu et place d'une politique de fuite en avant préconisant systématiquement le déguerpissement des bidonvilles, toujours plus loin du centre-ville, ce qui ne fait que renforcer la précarité déjà grande des couches les plus fragiles de la population urbaine, pourquoi ne pas aider les habitants de ces quartiers très défavorisés à recouvrer une dignité sociale par la régularisation foncière, l'amélioration de leur habitat et l'accès aux services sociaux de base ?

Les succès qui sont venus confirmer la justesse de cette vision d'**enda** ont finalement fait de nombreux émules, tant au niveau des autorités gouvernementales qu'à celui des organisations non gouvernementales (Ong). En témoigne le cas de Dalifort, un ancien quartier irrégulier de Dakar dont les habitants ont pu accéder à la propriété foncière, au lotissement et à de nombreux services sociaux de base grâce à l'aide de l'Etat sénégalais et au concours de nombreux bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale. Une vision que plusieurs cas sont venus illustrer dans les activités d'**enda** en 2003 où l'on a pu noter, à Madagascar, au Vietnam et au Maroc, des projets tournés, entre autres, vers l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers défavorisés.

Enda océan indien, basé à Antananarivo, a ainsi réalisé un projet intitulé *Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée de Madagascar*² dont le volet *Habitat*³ vise à rapprocher le plus possible le cadre de vie des normes sanitaires en matière de logement. La démarche adoptée a été articulée en plusieurs paliers :

- 1) une campagne d'Information–Education–Sensibilisation (IEC),
- 2) un encadrement des ménages ciblés durant toute la durée du projet,
- 3) une série de formations ponctuelles en construction, entretien et bricolage,
- 4) un appui technique lors des travaux de réhabilitation des habitations.

Ces quatre paliers doivent fournir à ces populations un cadre propice à l'épargne qui, combinée au micro-financement, est seule à même de procurer à ces ménages les moyens matériels d'améliorer leur habitat. Une convention de partenariat a été conclue avec une caisse mutualiste de la place (OTIV), devant leur permettre d'accéder au crédit à des conditions assez avantageuses, grâce à un fonds de garantie, déposé par **enda** en 2003 au niveau de la caisse mutualiste, d'un montant égal au capital emprunté par les ménages.

Enda vietnam a également exécuté dans la ville de Danang un projet pilote de réhabilitation de l'habitat social et de relogement de populations déguerpies. Le projet qui réunit dans sa zone d'intervention les nouvelles aires d'implantation de ThuangPhuoc et ThanLocDan, devait durer environ deux ans (octobre 2001 – juin 2003). Dès sa conception, le projet a nourri l'ambition d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations partenaires et les activités à mener consistaient à :

- 1) appuyer les activités d'information en direction des couches vulnérables de la population urbaine, sur les politiques actuelles en matière de logement, en leur offrant en

d'activités génératrices de revenus et pour l'accès à un certain nombre de services sociaux de base (eau potable, soins de santé primaires, assainissement, éducation, etc.).

3. Grâce notamment à un financement obtenu auprès du Ministère français des Affaires étrangères (accordé dès le mois de septembre 2002) et en partenariat avec l'antenne d'**enda europe**, basée à Paris.

4. Ce projet comporte trois autres volets que sont : 1) l'éducation alternative, 2) le comité pour la formation des animateurs et éducateurs et 3) la gestion des ordures ménagères. Cf. **enda océan indien**, *rapport d'activités 2003*, pp. 5-9 et **enda europe**, *rapport d'activités 2003*, pp. 13-15.



Le bidonville du lac Dong Da à Qui Nhon (Vietnam)



Restructuration de l'habitat à Danang (Vietnam)



Habitation précaire de Vinh Tuy à Hanoi (Vietnam)

- plus une assistance technique visant à montrer les avantages qu'il y a à recourir aux technologies de construction à faible coût ;
- 2) créer un mécanisme d'épargne / crédit permettant aux bénéficiaires de construire leurs nouvelles habitations (un système de micro-crédit venant aussi en appoint pour leur donner la possibilité de créer des activités génératrices de revenus) ;
 - 3) assurer une assistance technique et une formation appropriée aux populations relogées pour qu'elles aient de nouvelles occupations professionnelles.

Le principal enseignement de ce projet pilote est à situer au niveau de l'impact très positif noté sur les autorités locales de Danang et sur la *City Women's Union*, car ces deux principaux partenaires d'enda dans cette entreprise d'aide au relogement, ont pu répliquer cette approche originale à 16 autres communautés.

L'ACCES DES FEMMES AU LOGEMENT : l'expérience du RECEC

Actuellement, ce sont plus de 7000 femmes sénégalaises, regroupées en Coopérative pour l'Habitat, qui épargnent pour ménager leur sécurité et leur autonomie au sein du Réseau des Femmes des Caisses d'Epargne et de Crédit (RECEC) de la région de Dakar. Près de 140 d'entre elles ont déjà bénéficié d'un logement et les femmes du RECEC travaillent non seulement à l'obtention de terrains mais elles accompagnent également les bénéficiaires parmi elles dans la construction de leur logement.

Elles entreprennent ainsi des achats regroupés de matériels de chantiers, informent les nouveaux propriétaires sur les démarches à suivre pour la construction et conseillent jusqu'à l'installation de l'eau potable. Les femmes du RECEC deviennent ainsi de véritables « entrepreneurs » ; elles développent des stratégies commerciales d'achat et d'investissement lourd, traitent directement avec les promoteurs et renforcent de ce fait leurs connaissances en législation et droit foncier.

Fort de son expérience et du renforcement de ses activités, le RECEC continue sa recherche d'appui et de soutien financier dans tous les domaines concernant l'économie des familles et des groupements. Il innove notamment dans la création du « Compte d'Epargne Habitat » qui permet aux femmes en situation précaire d'entreprendre une épargne avantageuse et à leur portée, en vue de l'obtention d'un terrain ou d'une parcelle où construire leur logement.

Source : enda graf⁵, rapport d'activités 2003, p. 6.

Enda maghreb, basé à Rabat, a procédé au montage d'un projet d'accompagnement social d'une opération de relogement de familles déguerpies, concernant les habitants du bidonville de Karyan el Oued situé à Salé (Maroc). Cette intervention a été rendue possible grâce à un partenariat avec le Secrétariat d'Etat marocain à l'Habitat et un soutien financier obtenu auprès du Service de Coopération et d'Action culturelle de l'Ambassade de France à Rabat.

Pour réussir cet accompagnement social, il fallait mener une série d'études de terrain en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, qu'il s'agisse de techniciens ou de populations cibles. Après cette phase d'étude-diagnostic, **enda** et ses partenaires ont pu procéder à la formulation d'un certain nombre de recommandations à restituer lors de l'atelier prévu pour le début de l'année 2004 et devant réunir l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet. Des recommandations qui, pour être complètes, ont intégré un outil supplémentaire consistant en une étude sur les possibilités de financement de ces ménages démunis, par les mécanismes habituels d'épargne et de micro-crédit.

5. Il s'agit de l'entité **enda** « groupes recherche action formation » Sahel et Afrique de l'Ouest, basée à Dakar.

PLAIDOYER POUR LA PRODUCTION SOCIALE DE L'HABITAT

Les Ong réunis dans le cadre du réseau de la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) ont lancé un projet d'étude et de plaidoyer sur la production sociale de l'Habitat.

Enda est un partenaire actif du projet HIC qui a été mis en place lors des dernières réunions de Porto Alègre et de Johannesburg sur le Développement Durable. C'est au cours de ces rencontres que In Went (une fondation allemande) et HIC ont décidé de développer ensemble un projet qui permet de travailler sur cette thématique.

Beaucoup d'initiatives intéressantes en matière d'amélioration de l'habitat ont été développées dans la sous région. Des initiatives qui sont une preuve que les populations sont capables de trouver des stratégies pour améliorer leur situation en créant des conditions adéquates qui répondent aux normes de l'espace, de l'accès à l'eau, au système d'assainissement, à l'électricité, à l'éducation, aux soins de santé et à l'habitat. Au niveau de l'Afrique Occidentale et Centrale, **enda**, en tant que Point Focal de HIC, assure la coordination des activités au niveau des 10 pays que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Mali, le Sénégal, le Togo, l'Ethiopie, le Ghana et le Nigéria. Le lancement effectif de ce programme a été fait en 2003 à Addis Abéba (en Ethiopie) en marge de la Pan-African Implementation and Partnership Conference on Water (PANAFCON).

Source : enda rup, rapport d'activités 2003, pp. 9-10.

Les cas susmentionnés se veulent des échantillons choisis, une illustration vivante de ce qu'il est possible de faire avec les plus démunis et ne constituent nullement une présentation exhaustive des activités de l'organisation internationale dans ce domaine en 2003. L'action d'**enda** en direction des nombreux bidonvilles ciblés dans le passé ne s'arrête pour ainsi dire jamais. Elle continue tant que les relais installés fonctionnent et que les réseaux permettent d'établir des ponts entre différentes communautés de bidonvillois à travers le monde, pour le renforcement des capacités à travers un échange de savoirs et un partage des expériences. Une présentation exhaustive inclurait donc forcément le travail qui est actuellement poursuivi dans ces quartiers très défavorisés par les différents relais d'**enda**.

Qui plus est, d'autres actions de restructuration de l'habitat social apparaissent en filigrane dans le travail des différentes entités à travers le monde, mais elles se trouvent intégrées à des programmes transversaux mettant parfois en synergie les efforts de plusieurs entités. C'est la raison pour laquelle d'autres formes d'intervention seront abordées plus loin, qu'elles soient menées pour favoriser l'accès aux services sociaux de base, comme pour assurer une amélioration continue de la qualité de ces services, en l'occurrence à travers ***l'entretien des équipements communautaires***.

1.2 L'entretien des équipements communautaires

L'un des principaux aspects de l'intervention d'**enda**, c'est qu'elle privilégie une approche communautaire fondée sur une appropriation de ces équipements par les populations avant, pendant et après leur mise en place. Le travail de mobilisation et de sensibilisation qui doit y préparer est la clef de voûte de cette forme d'intervention qui ne peut réussir sans une adhésion réelle des populations concernées.

L'entretien est encore plus difficile que la construction, surtout si elle doit être le fait des populations elles mêmes, toute forme de recours à des prestataires de services étant exclue parce que non viable. D'où la nécessité pour **enda** de mener l'action à trois niveaux :

- 1) l'encadrement des Ocb pour les amener à une prise en charge effective de l'entretien,
- 2) l'éducation environnementale qui doit amener les concernés à assimiler les normes en matière d'hygiène et de salubrité publique,
- 3) les formations techniques pour une utilisation efficiente du matériel d'entretien.

CONVENTION DES OBJECTIFS SUR L'URBAIN : *contrer la pauvreté, changer, gérer l'urbain avec le plus grand nombre dans les villes du Sud.*

La Convention d'Objectifs sur l'Urbain (COU) vise [depuis sa création] à dessiner des perspectives de changement dans les villes du Sud. A partir de la diversité des activités menées sur le terrain par 16 entités d'enda en Afrique, Asie et Amérique Latine, elle doit dégager un certain nombre d'orientations et de réflexions issues de la capitalisation des actions structurées autour de thématiques constituant la base de projections communes aux diverses entités d'enda. Mais, des thématiques rendant également compte des enjeux forts des autres acteurs de l'urbain (violence, organisation sociale et économique des pauvres, modes alternatifs de décision, etc.). Les projets, commencés depuis la première année de mise en œuvre du programme, ont été poursuivis sur les mêmes sites, en s'adaptant au contexte des quartiers, excepté quelques ajustements mineurs. Mais, en plus de la description des actions menées de manière isolée par chaque entité sur « son » terrain, qui se retrouve avec force détail dans les rapports narratifs de chaque entité, l'on insistera beaucoup cette année [2004] sur le processus de construction commune d'éléments de capitalisation et de convergence.

Le « relais pour le développement urbain participatif » (*enda rup*) a mis en place un nombre considérable d'initiatives tournées dans ce sens. Ainsi, dans le déroulement de ses activités en 2003, que l'on considère le *Programme d'amélioration durable de l'environnement (PADE)*, le *Projet d'approvisionnement en eau à long terme (PLT)* ou le projet *Production sociale de l'habitat*, ils comportent tous un volet consacré à l'entretien des équipements communautaires. Car, qu'il s'agisse d'infrastructures d'assainissement ou d'accès à l'eau potable, il faut bien qu'après leur construction elles fassent l'objet d'un entretien régulier. Mais, toutes ces initiatives feront l'objet d'une présentation plus détaillée dans le chapitre consacré à l'accès aux services sociaux de base.

L'entité « économies populaires urbaines » (*enda écopop*) est une entité rompue dans la pratique de la mobilisation sociale, de la formation, de l'animation et de la sensibilisation des acteurs du développement communautaire. C'est dans cette optique qu'elle a eu l'occasion de développer un large éventail d'activités consacrées à l'entretien des équipements communautaires, notamment à travers le Programme d'amélioration continue de la qualité des équipements communautaires (PACQUE). Ce programme qui met un accent tout particulier sur une gestion efficace, condition nécessaire pour garantir la durabilité du fonctionnement des équipements et l'accès à des services sociaux de qualité, comporte trois volets : 1) celui ayant trait à *L'éducation à l'hygiène et à la maintenance des infrastructures en milieu scolaire au Sénégal*, 2) celui consacré à la gestion du Centre Polyvalent de Yeumbeul (Dakar) et 3) celui consistant en la mise en place d'un système autonome d'assainissement à Ouakam (Dakar).

C'est toutefois le premier volet, consacré à la mise en place d'un système d'entretien et de maintenance des infrastructures scolaires, renforcé par un programme d'éducation environnementale en milieu scolaire, qui retient le plus l'attention. Le déroulement de ses activités a déclenché dans de nombreux quartiers des dynamiques communautaires assez intéressantes, telles que l'implication des associations de parents d'élèves et des associations féminines dans les actions d'entretien et dans la mobilisation des moyens financiers. En témoignent ces initiatives d'enda écopop visant à susciter l'émulation par la mise en place d'un système d'évaluation des activités d'entretien des infrastructures scolaires et d'une cérémonie de remise de prix, trophées ou décorations aux plus méritants, à travers l'organisation souhaitée d'une journée nationale de l'hygiène à l'école ; et également, par la création d'un fonds d'appui aux femmes intervenant dans le

6. Il s'agit de l'entité « prospectives dialogues politiques » d'enda, basée à Dakar.



Le lac Dong Da à Qui Nhon (Vietnam)



Barrio de La Paz (Bolivie), habitat en structuration d'un autre type

cadre général du PACQUE, constituées en groupements de promotion féminine (GPF), pour les aider à avoir des activités lucratives.

La plupart des actions susmentionnées débouchent sur des mécanismes de micro-crédit en direction des personnes démunies. La permanence d'une telle préoccupation montre, si besoin en est, qu'aucune action d'amélioration du quotidien des populations urbaines défavorisées n'est viable si l'on n'y adjoint pas un système d'aide à la création d'activités génératrices de revenus (AGR), conformément cette démarche spécifique qu'**enda** a contribué pour une large part à faire adopter. D'où les efforts qui y sont déployés de plus en plus pour asseoir des mécanismes efficaces d'**appui à la micro-entreprise en milieu urbain**, pour développer au sein des couches les plus vulnérables, des réflexes d'auto prise en charge et une plus grande créativité économique.

2. Financement et appui à la micro-entreprise

L'intitulé de cette rubrique permettrait d'y loger les activités de beaucoup d'entités d'**enda**, tant il est vrai qu'il se confond avec ce qui constitue l'une de leurs principales portes d'entrée dans leur stratégie de lutte contre la pauvreté urbaine. L'on peut se borner toutefois à donner l'exemple de quatre entités dans les activités d'appui en direction des populations urbaines pour l'amélioration de leur situation économique : **enda inter-arabe**, **enda graf**, **enda rup** et **enda vietnam**.

Le Programme de micro-crédit d'enda inter arabe –CRENDA– a pour objectif de soutenir les efforts des micro-entrepreneurs des zones urbaines défavorisées, surtout les femmes, pour améliorer leurs conditions économiques et sociales en leur donnant l'accès à des services financiers et non financiers durables et de qualité. Pour **enda inter arabe**, l'utilisation du micro-crédit comme porte d'entrée comporte plusieurs avantages.

- Le micro-crédit est un puissant levier d'atténuation de la pauvreté et de la vulnérabilité dans la dignité.
- Les micro-entreprises sont génératrices de revenus et créatrices d'emplois.
- Les entrepreneurs sont traités comme des clients et non comme des bénéficiaires.
- L'accès au crédit est un droit pour tous les entrepreneurs défavorisés.
- La méthodologie du groupe solidaire constitue un véritable apprentissage de la démocratie à la base.
- Un personnel administratif et de terrain professionnel et compétent au service es clients.
- La transparence dans l'administration des opérations.

Partant d'un noyau de 5 personnes et d'un capital de 20 000 DT (Dinars Tunisiens) il y a moins de dix ans, **enda inter arabe** avait déboursé plus de 50 377 prêts à près de 18 707 clients dont 90% de femmes, avec une valeur cumulée **20 millions de DT** au 31 janvier 2004. Son équipe est composée aujourd'hui de plus de 100 personnes travaillant comme permanents à plein temps..

Le programme compte 10 797 clients actifs et un portefeuille en cours de 3,2 millions de DT et enregistre des taux de remboursement supérieurs à 99%.

Enda travaille dans les zones péri-urbaines du nord ouest de Tunis dont la population est évaluée en 2003 à 750 000 habitants. Pour rapprocher les services des clients, **enda inter arabe** a ouvert 12 antennes couvrant 14 délégations (sous-préfectures).

L'ouverture d'antennes dans ces zones marque le début de la décentralisation du Programme qui évolue vers une gestion quotidienne autonome.

Source : **enda inter arabe**, site Web www.endarabe.org.tn

Enda graf mène depuis plusieurs années une lutte sans relâche pour appuyer les groupes les plus vulnérables de la population. Parce qu'elles font partie des catégories sociales les

plus fragilisées l'appui va en premier lieu aux femmes⁶ qui se regroupent autour d'activités sociales et économiques censées apporter une réponse aux difficultés nées de l'urbanisation accélérée. Les « actions collectives génératrices de revenus » qui ont progressivement fait leur apparition sous l'impulsion de cette entité, à travers la création de Groupements d'intérêt Economiques (Gie) sont :

- la collecte des ordures,
- le maraîchage en zones urbaine et périurbaine,
- la transformation des céréales et des produits locaux.

Dans ce mode d'action, favoriser le secteur des micro-entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire a été jugé axial dans la mesure où il alimente en denrées locales de qualité⁷ les couches à faibles revenus de la population urbaine.

Enda rup a pu, dans le cadre du Fonds communautaire pour l'assainissement des quartiers pauvres (FOCAUP), articuler ses activités vers un second pallier visant la création d'emplois durables à travers la micro-entreprise. A Rufisque, Yoff (Dakar), Pikine et Saint Louis (Sénégal), plusieurs Gie de jeunes et d'artisans locaux ont pu se spécialiser dans la prestation de services liés au micro-assainissement et au traitement des déchets, grâce notamment aux revenus générés par la contribution financière mensuelle des populations.

Enda rup : encourager l'initiative populaire par l'épargne et le crédit

Dix millions de Francs CFA ont été logés à l'UM Pamécas [une caisse mutualiste] comme fonds de garantie pour les populations de Rufisque, Yoff et Pikine, contre 4 000 000 FCFA pour Saint Louis. Le FOCAUP permettra de débloquer jusqu'à 40 millions de FCFA. A Rufisque, le mécanisme de crédit-assainissement a permis à des populations à revenus modestes d'amortir le crédit dans des conditions douces (une moyenne d'anuités de 8 000 sur une période allant de 12 à 24 mois). Ce système génère des revenus grâce à la contribution financière et mensuelle (entre 250 Fcfa et 1000 Fcfa selon les quartiers) des populations. L'extension du PADE entraîne la création d'emplois durables à travers la micro-entreprise à l'exemple du Gie CETOM (collecte, évacuation et traitement des ordures ménagères). La contractualisation avec les artisans locaux et les Gie de quartiers est devenue une réalité. Aujourd'hui, 30 concessions branchées sur le réseau d'assainissement ont déjà signé les contrats de crédit et la demande en équipements et en assainissement s'accroît.

Source : **enda rup**, rapport d'activités 2003, p.7.

Enda vietnam a, dans le cadre du *Projet de développement communautaire et d'appui aux populations défavorisées des localités de Hue et Danang (Vietnam)*, initié des actions en direction des jeunes et des femmes de ces localités. Les sommes allouées au micro-crédit pour la création d'activités génératrices de revenus (AGR), ont dépassé les 20 000 \$US et permis à des dizaines de micro-entreprises œuvrant dans le commerce ou la prestation de services techniques, d'être mises sur pied.

8. L'importance des actions d'appui en direction des femmes, menées par **enda** en milieux rural et urbain, fait qu'un chapitre entier leur est consacré plus loin dans le texte. Mais, l'on mentionnera succinctement de temps à autres certaines activités qui leur sont destinées, en fonction des différentes thématiques du rapport.

9. *Les micro et petites entreprises agroalimentaires peuvent-elles constituer une alternative durable pour l'approvisionnement des villes en produits alimentaires locaux, créant ainsi de nouveaux débouchés pour les productions des zones rurales ? La Maison des Associations et de la Micro-Entreprise d'enda graf à Guédiawaye (banlieue de Dakar) travaille sur cette problématique en instaurant un programme de recherche-action-formation sur la situation des micro et petites entreprises au Sénégal, en Guinée Bissau et au Cameroun.* Source : **enda graf**, rapport d'activités 2003, p. 7.

Il serait facile de multiplier ces exemples tant il est vrai que les actions des diverses entités d'**enda**, même lorsqu'elles sont consacrées à des domaines très différents du développement urbain, débouchent toujours sur cette forme de lutte contre la pauvreté tournée vers le micro-crédit et la création d'emplois. En témoignent les nombreuses activités d'**appui aux initiatives de développement local** qui, même dans le cadre de la planification participative, prévoient toujours dans les plans d'investissement locaux (PIL) d'importantes sommes pour la création d'AGR.

3. Appui aux initiatives de développement local

Les politiques de décentralisation initiées dans beaucoup de pays du Sud ont mis la composante développement local à l'ordre du jour dans la plupart des actions d'appui aux communautés de base. Plusieurs entités d'**enda** ont eu à mettre en œuvre en 2003 des projets comportant un volet spécifique consacré à des activités d'aide à la planification locale participative, de renforcement des capacités des élus locaux, de mobilisation des acteurs associatifs ou d'appui à la maîtrise d'œuvre sociale.

Enda graf a mené des activités visant à promouvoir la gouvernance citoyenne et la démocratie participative, notamment à travers trois axes d'intervention :

- 1) la participation citoyenne pour favoriser le développement à la base ;
- 2) l'appui à la décentralisation et au développement local ;
- 3) la participation populaire dans les affaires locales.

C'est dans cette vision que des Comités locaux de développement (CDL) ont été créés dans la région de Dakar et que le renforcement des capacités des leaders locaux a été opéré en diagnostic participatif, en gestion comptable et en planification locale.

Les Comités de Développement Local (CDL) : un cadre privilégié d'échange et de concertation

Au Sénégal, des citoyens ont mis en place des Comités de Développement Local (CDL) afin de répondre aux questions liées à l'organisation de leur localité dans la gestion des services de base.

Composés de représentants d'organisations communautaires de base, des collectivités locales, des services déconcentrés de l'État et du secteur privé, ces cadres de dialogue constituent des espaces d'interaction entre la société civile et les autorités locales et administratives, qui participent ensemble à la définition et à la mise en œuvre de leur politique de développement local.

Le fonctionnement de ces comités de concertation repose sur quelques principes majeurs :

- la recherche constante de dialogue avec les acteurs populaires, les élus et les acteurs associatifs,
- la confrontation de tous les acteurs de la localité au travers d'une concertation permanente pour arriver non pas à une confusion mais à une complémentarité,
- la recherche d'un équilibre nécessaire entre les différents protagonistes dans le processus de concertation.

Servant de cadre d'apprentissage de la gouvernance locale, les CDL permettent ainsi tant de développer la responsabilité des élus locaux vis à vis des électeurs que de renforcer la participation politique des acteurs populaires.

Source : enda graf, rapport d'activités 2003, p. 19.

Le partenariat noué avec des institutions comme la Direction des Collectivités Locales⁸(DCL) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a permis de mettre en place un fonds d'incitation à la réalisation de Plans locaux de développement (PLD) ; ceci faisant suite à la finalisation de programmes prioritaires pour

13. Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales du Sénégal.

28 collectivités locales de la région de Dakar. Des ateliers de planification stratégique pour 19 collectivités locales, ont également permis à douze d'entre elles de bénéficier d'une subvention du Programme d'appui au développement local urbain (PADELU) dans le but de renforcer leurs infrastructures locales. L'appui aux initiatives citoyennes des acteurs locaux a permis la création de 25 cadres de concertation, de renforcer les compétences de 600 leaders associatifs (en décentralisation et gestion foncière) et d'attribuer des bourses de recherche à 240 leaders locaux et associatifs.

Enda écopop a déjà une grande expérience dans les actions d'appui aux initiatives de développement local, au Sénégal et dans la sous-région ouest africaine. Le Programme d'appui à la gouvernance et au leadership local (PAGEL) et le Programme régional de formation et d'appui aux associations locales en milieu urbain (PREFAL), permettent depuis plusieurs années déjà⁹ de dérouler des processus novateurs de formation et de recherche-action.

Le PAGEL a été l'occasion de mener des actions originales de renforcement des capacités en direction des élus locaux. Il a aussi accompagné les initiatives locales de développement participatif, notamment par des processus de réflexion et d'actions collectives qui ont permis d'associer divers partenaires institutionnels et techniques comme l'UNESCO, le PNUD, l'ONU-Habitat et la National Democratic Institute (NDI). L'élaboration de PLD dans six localités du Sénégal et la formation pour le renforcement des capacités de leadership des autorités de plusieurs collectivités locales ont été les points d'orgue des activités menées dans le cadre de ce programme en 2003. Des formations en gestion locale ont été réalisées en direction des élus de cinq communes de la région de Diourbel (Sénégal) et des formations de formateurs (FdF) ont été menées pour le Sénégal, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Cameroun. Les PLD de cinq communautés rurales¹⁰ du département de Kébémér (Sénégal) ont pu être réalisées avec succès, grâce à un partenariat noué avec le PADMIR, un projet gouvernemental.

Le PREFAL, conçu pour renforcer les associations de la société civile, afin d'améliorer le dialogue social par la mise en place d'actions directes au profit des Ocb, a déjà mené une série de recherches au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Nigéria, en Mauritanie, au Bénin et au Sénégal. L'initiative a permis de promouvoir l'émergence d'un véritable leadership associatif local, qui soit en mesure de mettre en œuvre des projets durables et de servir d'interface entre la base, les bailleurs de fonds et les pouvoirs publics. Les principaux partenaires de ce programme sont l'Union Européenne et la Coopération Française, par le biais du Ministère français des Affaires Etrangères, à travers le financement de la Convention des objectifs sur l'urbain (COU).

Au Maroc, les entités **enda maghreb** et **enda europe**, dans le cadre du *Programme concerté Maroc*¹¹, ont été chargés de l'animation de la composante *Développement local*. Ces entités veillent donc à son bon déroulement pour le renforcement des mouvements associatifs locaux, en favorisant la mise en place de cadres de concertation. La seconde composante de ce programme, intitulée *Projet renforcement des capacités (RENFCAP)*, a permis d'appuyer **enda maghreb**¹² dans son action de promotion des initiatives citoyennes pour un développement local durable et concerté dans les zones de Tiflet, Oulmes et Essaouira (Maroc). Cette action s'est également étendue au renforcement des capacités des associations de la société civile sur des thèmes aux enjeux considérables, comme la citoyenneté active des jeunes ou l'agriculture durable. Aussi, dans le but d'appuyer les

14. Le PREFAL s'est déroulé de 1997 à 2003, dans six (6) pays ouest africains. Le PAGEL a démarré en 1998 et est toujours en phase de déploiement, car il opère actuellement un changement d'échelle pour atteindre une dimension régionale. Voir **enda écopop**, *rapport d'activités 2003*, pp. 3-4 ; 13-16.

15. Il s'agit des communautés rurales de Sagatta Gueth, Thiolum, Loro, Guéoul et Kanène Ndiop.

11. Il s'agit d'un programme multi acteurs d'appui aux antennes, notamment celle de **enda maghreb**, dans lequel **enda europe** est chargé de l'animation de la composante Développement local qui regroupe sept projets et six associations locales. Voir **enda europe**, *rapport d'activités 2003*, pp. 6-10.

12. Voir **enda maghreb**, *rapport d'activités 2003*, pp. 10-19.

efforts de planification locale, **enda** a-t-il opté pour l'établissement de Centres d'observation pour le développement local (CODEL) qui doivent servir de cadres de consultation, d'intermédiation et d'aide à la prise de décision.

Appui à la planification locale au Maroc : le Programme RENFCAP

Afin de soutenir la démarche CODEL **enda maghreb** propose, à travers le programme RENFCAP, un cursus de formations destiné à l'ensemble des acteurs et donnant des outils de planification et de renforcement de capacités des acteurs locaux.

Le programme RENFCAP est un programme de mise en relation de différents types d'acteurs locaux. Il est relié à la mise en place de cadres de concertation sur les sites d'intervention (espaces de type CODEL). Il s'adresse aux élus et techniciens communaux et aux associations locales.

- Sur la commune de Oulmès : une dizaine d'associations est impliquée dans le processus, ainsi que les techniciens municipaux, les élus locaux, certains jeunes diplômés chômeurs...
- Sur la municipalité d'Essaouira : une vingtaine d'associations intervenant en milieu urbain ou rural, et une dizaine d'amicales de quartier.
- Sur les communes de Salé : une vingtaine d'associations, deux centres polyfonctionnels, les trois communes (Tabriquet, Bab Lamrissa et Laâyayda) sont globalement impliquées.

Parallèlement aux formations, des ateliers de réflexion et de prospective ainsi que des groupes de travail thématiques ont été organisés, permettant d'accompagner les acteurs locaux dans un exercice d'analyse et de projection dans l'avenir. Par l'identification d'objectifs partagés et la définition d'axes stratégiques prioritaires, cette étape importante permet d'ajuster et de compléter les principaux constats établis, tout en facilitant l'émergence d'une vision partagée du développement local pour les années à venir.

Source : enda maghreb, rapport d'activités, pp. 12-13.

LES OBSERVATOIRES URBAINS EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Dans le cadre de l'évaluation des politiques urbaines de lutte contre la pauvreté, l'ONU-Habitat a initié les Observatoires Urbains mondiaux, pour qu'ils constituent un appui aux communes et aux populations dans l'élaboration des politiques urbaines. En étroite collaboration avec les Organisations communautaires de base, et certains partenaires institutionnels gouvernementaux et privés, **enda rup** apporte un accompagnement méthodologique et technique pour la mise en place d'un réseau d'*Observatoires des villes d'Afrique francophone*.

Les observatoires contribuent à favoriser l'émergence de nouvelles pratiques urbaines, permettant de dynamiser l'activité économique des quartiers défavorisés, de promouvoir la citoyenneté et de lutter contre la montée de la violence urbaine.

Les Observatoires Urbains en Afrique Francophone concernent six pays francophones (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Maroc, Sénégal). Au Sénégal **enda rup** a monté des observatoires nationaux et locaux, en apportant un appui à plusieurs communes qui sont impliquées dans le processus. Il s'agit des Municipalités de Rufisque, Dakar, Pikine, Guédiawaye, Thiés et Bignona, mais aussi des communes d'arrondissement de Rufisque Est, Médina, Guinaw Rail. Ce travail s'est fait en partenariat avec le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, la Direction des Collectivités Locales, l'association des Maires du Sénégal, et la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Source : enda rup, rapport d'activités 2003, p.5.

L'appui à la mise en place de cadres de concertation et d'élaboration de PLD est une constante dans l'action d'**enda** en direction des collectivités locales. En témoignent les nombreuses actions de la **coordination édition, diffusion, documentation, éducation au développement durable (enda eddoc)**, de l'entité « **prospectives, dialogues politiques** » (**enda diapol**), qui ont chacune initié d'importantes activités tournées vers le développement local.

Enda eddoc, parallèlement à ses activités orientées vers la mise en système d'une bonne partie de la communication de l'organisation internationale, a conçu des projets d'action de terrain visant à promouvoir l'Education au développement durable (EDD) et à la Gestion des ressources naturelles (GRN), l'Education pour Tous (EPT), notamment pour le bénéficiaire des adultes et des auditoires radiophoniques, ainsi que l'Education à la citoyenneté et à la culture de la paix en Afrique de l'Ouest. Cette dimension supplémentaire de la **coordination enda eddoc** lui confère tout naturellement une responsabilité accrue dans la réussite des actions de **développement local** au niveau des localités où elle intervient, notamment dans la région de Fatick (Sénégal). Elle a ainsi soutenu la Fédération intervillageoise des organisations pour un développement durable (FIOD) de l'Arrondissement de Fimela dans la mise en application des PLD réalisés auparavant grâce à son soutien.

Le Programme « en construisant des territorialités » d'enda Amérique latine colombie est la continuité d'un processus de Gestion Environnementale Urbaine au niveau communautaire. Il se déroule dans les localités de Suba (900 000 habitants) et de San Cristóbal (650 000 habitants) dont les populations vivent dans une situation de pauvreté extrême. A partir de la reconnaissance territoriale, les organisations et les personnes liées par un contexte social commun, travaillent ensemble pour la construction d'une meilleure qualité de vie, transforment les relations interpersonnelles et intracommunautaires, construisent des autonomies et réalisent une participation de qualité pour influencer en leur faveur sur les politiques publiques. Un élément important de ce programme est d'impulser l'équité entre les genres.

La démarche de travail dans ces quartiers a été couronnée par un Cours de Gestion Environnementale Communautaire, mis en œuvre de façon conjointe par enda colombie et l'Institut Habitat, Ville et Territoire de l'Université Nationale de Colombie, le plus grand établissement d'éducation publique du pays. *Le programme éducatif est le résultat d'un processus d'apprentissage et de construction collective de connaissances, entre le travail de Enda et les apports des diverses communautés, ainsi que d'activistes et dirigeants sociaux de la ville.* Des personnes avec de très hautes compétences en matière environnementale et qui ont beaucoup travaillé avec des communautés apportent leurs conseils, une équipe de professeurs a été ainsi créée avec une très grande expérience avec les organisations communautaires.

Participent à la formation, 400 leaders communautaires de 3 municipalités (Soacha, Chia, Cajicà) et 11 localités de la ville (Ciudad Bolívar, Bosa, Usaquén, San Cristóbal, Suba, Usme, Kennedy, Engativà, Barrios Unidos). *Les participants travaillent sur leurs territoires respectifs et amplifient leur vision de la ville, construisent des propositions de projets dans des domaines socio-environnementaux et gagnent ainsi en termes de potentialité d'empowerment et de participation.* Durant l'administration actuelle du District Capital, qui a pris effet en janvier en 2004, **enda colombie** compte proposer d'étendre ce cours à des organisations et des dirigeants de 6 localités supplémentaires.

Celle-ci constitue la première expérience qui se présente à Bogota dans le domaine de l'Education Environnementale qui construit une perspective environnementale, écologique et socioculturelle de la ville-région, à partir des communautés même et par le biais de la mise en œuvre de la méthodologie de Cartographie Sociale.

Source : enda colombie, rapport d'activités 2003, pp.8-9.

Enda diapol a déroulé une série d'activités de développement communautaire prévues dans le cadre du *Programme PPU MOST / UNESCO (2002-2003)*. Cette initiative comporte une dizaine de volets allant de l'appui à la co-production d'un plan directeur de développement local de Thiaroye-sur-mer (une zone défavorisée de la banlieue de Dakar) au soutien apporté aux Ocb, en passant par une panoplie très variée d'actions prioritaires, cruciales pour la réussite des actions de développement communautaire dans la commune d'arrondissement.

QUELQUES ACTIVITES DU PROGRAMME PPU MOST / UNESCO 2002-2003

Appui à la co-production d'un plan directeur de développement local de Thiaroye-sur-mer; restitution et validation - Le programme a soutenu l'initiative, notamment la restitution et la validation du plan directeur et apporté son soutien technique et organisationnel au Comité d'Appui pour le Développement Local (CADEL) qui a été mis en place à l'issue de la rencontre de restitution / validation.

Soutien aux dynamiques associatives, communautaires et professionnelles des acteurs locaux - (...) Ces activités de dialogue politique ont permis d'organiser tous les groupements et associations du quartier en secteurs d'activités (maraîchage – pêche – transformation etc.) (...)

Appui aux activités d'éducation à Thiaroye-sur-mer - Le programme soutient les initiatives d'appui scolaire et des activités de loisir et d'éveil des enfants. Dans ce cadre, le Comité de Développement Intégré de *Santhiaba* (CODIS) a élaboré, avec l'appui d'**enda diapol**, un projet dénommé « Bloc d'Initiatives en Faveur des Enfants en situation difficile » (BIFED) (...)

Soutien au projet de collecte des ordures ménagères - (...) Ce travail a démarré depuis le mois de février 2002. La contractualisation du projet charrette (...) se fera entre le CODIS, le Comité de Salubrité, **enda** et la municipalité de *Thiaroye-sur-mer*.

L'appui aux filières a pour objectif de contribuer au développement de la commune de *Thiaroye-sur-mer*, de faciliter le dialogue entre les élus et la population par le biais de la formation, l'information, la communication (...)

Diagnostic des dynamiques organisationnelles - (...) Une recherche-action qui a permis de mieux appréhender les dynamiques organisationnelles émergentes dans le quartier de *Santhiaba* (...)

Relance du processus de mise en place d'une mutuelle de Santé à Thiaroye-sur-mer - Un programme de rencontres et de discussions avec tous les acteurs impliqués dans cette initiative a été mis en place (...)

Soutien aux associations de jeunes de Thiaroye-sur-mer - **Enda diapol** a également apporté son appui à l'Association des Jeunes de la Cité de *Thiaroye-sur-mer* (AJCT) au cours d'une journée de travail. L'objectif était l'élaboration d'un plan d'action pour le quartier *Mandiaye Diop*.

Source : enda diapol, rapport d'activités 2003, pp. 9-12.

Enda vietnam a également mené de nombreuses actions de développement local, dans le cadre de son programme intitulé *Développement urbain et éducation environnementale au Vietnam* et du projet collectif inter entités d'**enda** dénommé COU. Ces deux champs d'intervention ont été un cadre propice à la promotion des efforts de développement communautaire dans les zones défavorisées et d'un renforcement des capacités en gestion environnementale et locale des associations de jeunes de la ville de Danang¹³.

Toutes ces interventions suivent un fil directeur qui est, faut-il le rappeler, la mise en exergue d'alternatives crédibles et efficaces pour pallier la situation sociale d'extrême précarité de certaines communautés urbaines et périurbaines fragilisées par la crise économique actuelle. Elles rentrent donc logiquement dans une vision globale et

16. Voir **enda vietnam**, rapport d'activités 2003, pp. 16-24.

dynamique qui est celle d'une autre conception de l'Economie, entendue non seulement comme discipline mais également comme philosophie d'action. D'où, les efforts soutenus de promotion d'une économie sociale et solidaire, vers lesquels convergent les énergies de toutes les entités d'**enda** depuis de longues années déjà. Ces entreprises de reconstruction ne concernent pas uniquement les sphères urbaines des pays du Sud, car quelle que soit la place prépondérante qu'elles occupent actuellement dans les politiques de développement, elles n'égalent pas encore en importance l'immense chantier que constituent les défis de l'**agriculture alternative et durable** dans le monde rural.



Aménagements agricoles pour la lutte contre l'érosion dans la zone de Taza (Maroc)

Chapitre II

Agriculture alternative et durable

Les questions agricoles revêtent une importance toute particulière, soulevant plusieurs enjeux tels que la maîtrise des facteurs de production, l'amélioration de la productivité, les questions d'autosuffisance et de souveraineté alimentaire, mais aussi de commerce international et donc de rémunération des producteurs. Longtemps privée de ressources conséquentes à cause de la politique de deux poids deux mesures, qui tolère la subvention des systèmes agricoles du Nord et interdit les mêmes pratiques à ceux du Sud, l'agriculture des pays pauvres est aujourd'hui dans une situation plus difficile que jamais. Le rétrécissement des surfaces cultivables dû à la salinisation, la dégradation des terres arables causée par la monoculture de rente, le réchauffement climatique qui fait alterner sécheresse et inondations, la déstructuration des sociétés paysannes du fait des mouvements migratoires et la destruction de la biodiversité due à la surexploitation forestière, ne recourent que quelques-uns des malheurs qui affectent le monde rural au quotidien dans ces pays.

L'action d'**enda** en direction des populations rurales est donc une recherche permanente d'opportunités pour instaurer une agriculture de type nouveau, caractérisée par le respect de l'environnement, la défense des intérêts des paysannes et des paysans, l'amélioration des techniques culturales... En d'autres termes, il s'agit de promouvoir une **agriculture alternative et durable** dans les pays en développement, conformément aux recommandations issues du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 « Rio + 10 ». Dans ce domaine, les activités menées par les différentes entités d'**enda** en 2003 se sont déroulées à travers trois axes stratégiques. L'*économie populaire paysanne* par l'encadrement des Ocb et le micro-crédit. La mise en œuvre de stratégies efficaces pour concilier respect de l'*environnement et agriculture durable*. Sans oublier la **gestion des terroirs paysans** par la concertation et le renforcement des capacités.

1. Gestion des terroirs paysans

Conformément à cette vision d'**enda** qui veut que l'on se soucie d'abord de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, avant de songer à une modernisation vaille que vaille de l'agriculture des pays pauvres, plusieurs entités se sont lancées dans l'appui aux organisations paysannes pour une gestion concertée des terroirs.

Enda graf a un mode d'action qui privilégie la mise en place d'espaces de concertation en prélude à toute intervention efficace en direction du monde rural. Cette entité a lancé le Cercle d'intérêt sur le développement rural (CIDR) qui réunit nombre d'acteurs du développement, partageant une motivation certaine à constituer un groupe de réflexion et d'action pour la production et la défense d'une pensée alternative sur les problématiques agricoles actuelles aux enjeux considérables. Des rencontres thématiques bi mensuelles ont été organisées à partir du 2^e trimestre 2003, durant lesquelles représentants des Ong, des Ocb, des instituts de recherche et des pouvoirs publics ont pu réfléchir sur un thème précis, ce qui leur a permis d'élaborer une vision partagée sur les enjeux fondamentaux du développement rural et de faire des recommandations politiques.

Une telle démarche n'occulte pas toutefois les activités menées sur le terrain où **enda graf** se soucie beaucoup de la préservation des terroirs, comme dans la région de Thiès (Sénégal) où certaines activités agricoles sont menacées par l'extension urbaine. Des problèmes récurrents mettant aux prises les populations de la ville de Thiès à celles des

cing communautés rurales qui l'encerclent, ont conduit à la conception d'un *Plan d'aménagement de l'environnement et de gestion des terroirs villageois*. L'occasion ainsi offerte à **enda** lui a permis de mener une campagne de sensibilisation et d'information sur les textes relatifs à la décentralisation et à la législation foncière, qui a touché plus de 7000 personnes. Parallèlement, un fonds d'investissement mis à la disposition de chaque communauté rurale a permis à environ 600 exploitations familiales d'améliorer leur productivité agricole et leurs revenus, et a rendu possible la restauration de plus de 60 hectares de terres dégradées.

La préservation des espaces agricoles : une collaboration nécessaire entre tous les acteurs autour de pépinières communautaires.

La mise en place de pépinières communautaires, dans les communautés rurales en périphérie de Thiès, répond au souci d'impulser une dynamique de reboisement, de protection des terres de culture, de régénération de terres dégradées et de renouvellement des espèces. Il s'agit en outre de développer au niveau des populations rurales une conscience écologique favorable à une bonne gestion de leur environnement. Ces pépinières communautaires ont en outre permis de rapprocher des acteurs du monde rural (agriculteurs, éleveurs, peulhs, sérères, wolofs...) qui travaillaient séparément et semblaient être en [situation permanente de] conflit. Ces derniers ont pu apprendre ensemble à connaître leur environnement et à passer progressivement d'une exploitation abusive à une utilisation constructive des espaces. Enfin, tout en s'orientant vers la satisfaction des populations pour un bon reboisement et une gestion efficace de l'environnement, elles [les pépinières] s'inscrivent dans une logique de rentabilité économique, en développant des tarifs communautaires (pour l'approvisionnement en plants et produits en phase avec l'environnement) qui facilitent la commercialisation des différentes variétés produites.

Source : enda graf, rapport d'activités 2003, p. 4.

L'entité « action en casamance » basée à Ziguinchor (**enda acas**) a développé un certain nombre d'actions prioritaires à travers le *Projet d'appui à la communauté rurale d'Enampor*. Le but de ce projet est, entre autres¹⁴, de protéger les rizières contre la salinisation des terres et de renforcer les capacités des acteurs à la base. Prévu pour durer deux ans (2002-2003) cette intervention a permis de construire 2750 mètres de digues anti-sel, préservant ainsi plus de 220 hectares de rizières contre l'avancée de la langue salée.

Les villages de Médina, Badiate et Kamobeul qui en ont bénéficié ont même vu leurs digues, en latérite compactée, renforcées et sécurisées par la construction de huit ouvrages de régularisation en béton armé, destinés à leur assurer une bonne maîtrise de l'eau. Les travaux ont été réalisés grâce à l'appui technique et opérationnel d'**enda acas** et à un partenariat que ce dernier a noué à deux niveaux. Le Comité inter villageois de développement durable (CIVDD) a fourni la main d'œuvre et créé une véritable mobilisation populaire autour du projet. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a offert une importante contribution en vivres destinée aux populations impliquées bénévolement dans la réalisation des chantiers d'aménagement hydro agricoles.

Enda madesahel¹⁵ a développé des activités de terrain destinées à appuyer les populations en milieu rural, notamment dans l'accompagnement de périmètres maraîchers à Malicounda Bambara, dans le département de Mbour (Sénégal). Cet appui consiste à fournir aux femmes de ces zones rurales des conseils techniques en hydraulique et

18. Le projet comporte également deux autres volets consacrés à l'amélioration des conditions sanitaires et nutritionnelles et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable.

19. Il s'agit de l'entité « **méthodes appliquées au développement du sahel** » d' **enda**, basée à Dakar.



Travaux de construction de digues en Casamance (Sénégal)



Ferme pilote de Mérina Diop (Sénégal)



Station de conditionnement de Sébikotane



La piste de Sébikotane (Sénégal) avant sa réalisation (les deux photos)



La piste de Sébikotane (Sénégal) après sa réalisation

en pratiques culturelles, des moyens d'avoir accès à l'eau par le creusage de puits, et des rudiments de gestion-comptable (tenue de livres des comptes). Des ateliers de formation mensuels ont permis d'élever progressivement le niveau des populations en connaissance des techniques culturelles. La vente des produits agricoles a donné aux femmes l'occasion de se constituer en Gie, ce qui leur permet d'avoir des revenus non négligeables.

L'entité « système et perspectives 1 » d'enda¹⁶ (**enda syspro 1**) a mené des actions spécifiques tournées vers la réalisation d'équipements et d'infrastructures dans les zones rurales. Ces interventions sont axées sur plusieurs aspects incontournables du développement des terroirs.

- La réalisation de maisons communautaires, grâce à un partenariat avec l'AGETIP, pour abriter le siège des Conseils ruraux et ainsi renforcer leurs capacités de gouvernance locale. Ces réalisations ont profité aux communautés rurales de Baba Garage dans la région de Diourbel, de Thiolom Fall et de Syer dans la région de Louga (Sénégal).
- La réalisation d'une ferme pilote destinée aux producteurs agricoles à Mérina Diop (Sénégal) grâce à un partenariat avec le PNUD.
- L'équipement de la station de conditionnement des fruits et légumes de Sébikotane (Sénégal) et la finalisation de sa chambre froide d'une capacité de 135 m3.
- Le désenclavement des zones de culture, par la construction d'une piste de production de huit kilomètres à Sébikotane (Sénégal) grâce au concours de l'Union Européenne. Cette piste permet aujourd'hui de mettre en valeur de 5000 à 8000 hectares de terre cultivable, qui auparavant étaient inaccessibles en saison des pluies, et l'acheminement de 80% de la production de la région en fruits et légumes, destinée à l'exportation.

Ces réalisations ne doivent pas occulter toutefois les activités d'accompagnement de la filière agricole, mises en œuvre par **enda syspro 1** au niveau des périmètres maraîchers de sébikotane et du département de Mbour. Des superficies considérables de plusieurs centaines d'hectares de cultures sont ainsi mises en valeur par de très nombreux producteurs, contribuant de ce fait à la création de milliers d'emplois directs. Des faits qui participent directement au renforcement, longtemps voulu par **enda**, de ce que l'on peut appeler dorénavant l'**économie populaire rurale**.

2. Economie populaire rurale

La lutte contre la pauvreté concerne également le monde rural et met en œuvre un certain nombre d'instruments comme l'accompagnement aux producteurs ruraux et l'accès au micro-crédit, qui sont des mécanismes privilégiés pour améliorer les conditions de vie des populations.

Enda graf développe dans les régions à fortes potentialités agricoles de Kaolack, Kolda et Tambacounda (Sénégal) un programme orienté vers la prise en charge de deux composantes essentielles du développement rural :

- 1) le soutien aux initiatives locales de diversification de la production agricole ;
- 2) l'accompagnement des processus de gouvernance locale concertée.

Cette intervention a permis à **enda** de garantir aux paysans une plus grande facilité d'accès aux semences, en partie grâce à la création d'un fonds de crédit et avec en appont une assistance technique pour le renforcement des capacités des petits producteurs agricoles. Ce travail d'accompagnement a également résolu des problèmes cruciaux grâce à l'organisation de formations sur les techniques culturelles d'ensemencement, de fertilisation des sols, de protection des cultures et d'augmentation de la productivité. Le partenariat établi avec la Direction de l'expansion rurale (DER) et

20. Il existe deux (2) entités autonomes d'enda nommées « système et prospective » (**enda syspro**). Toutes deux basées à Dakar, l'entité **enda syspro 1** est orientée vers la production d'alternatives efficaces aux problèmes agricoles et de développement rural ; alors que l'entité **enda syspro 2** s'est plutôt spécialisée dans la recherche d'alternatives aux politiques agricoles et commerciales actuelles, dans la poursuite des objectifs de développement durable des pays africains et leur intégration au commerce mondial.

l'Institut supérieur de recherche agricole (ISRA) a aussi permis de constituer des banques de semences, avec comme souci permanent l'amélioration sensible de leur qualité variétale.

ACCOMPAGNEMENT DES PRODUCTEURS AGRICOLES ET INITIATIVES COMMERCIALES

L'accompagnement [par **enda syspro 1**] des producteurs dans la nouvelle station de conditionnement de Sébikotane a permis l'exportation, dans le cadre des activités de *Niayes Export (NEX)*, de 70 tonnes de haricot-vert filet et de 100 tonnes de tomate cerise, vers la France. [Ceci a coïncidé] au niveau de la station de conditionnement, avec le démarrage effectif des activités du *Groupement d'intérêt Economique Femmes Face au Développement (F.F.D.) de Sébikotane*. NEX est une Corporative agricole d'Exportation qui regroupe plusieurs centaines de producteurs venant de 8 Communautés Rurales des Régions du Cap Vert et de Thiès [Sénégal].

Pour la première fois et depuis plus de 20 ans, le prix du haricot-vert a connu une hausse grâce à la stratégie mise en place par NEX. Produire individuellement et vendre collectivement. Ainsi, les petits producteurs bénéficient des avantages de l'exportation. Ils vendent leur haricot-vert brut filet à 400 FCFA/kg au lieu de 300 FCFA/kg.

Dans le Département de MBour, **enda syspro 1** continue à appuyer les Mutuelles d'Epargne et Crédit Agricoles créées en 2002, ce qui a permis à la Mutuelle de Diass de recevoir un second financement de la Banque africaine de développement (BAD) pour appuyer les activités de production sur 200 ha au niveau du périmètre de Kirène. Le premier volet a consisté en la réalisation d'une piste de production, la réhabilitation des ouvrages hydrauliques (réseau d'irrigation et équipement hydro-électrique d'un montant de 400 millions FCFA).

Dans le domaine du reboisement, comme en 2002, **enda syspro 1** a encore appuyé les Communautés Rurales de Toubacouta, Saloum Diané, Niore Alassane TALL, et Keur Samba GUEYE toutes situées dans le Département de Foundiougne (Région de Fatick) à reboiser plus de mille (1000) hectares de champs d'anacardier.

Source : enda syspro 1, rapport d'activités 2003, pp. 13-14.

L'une des particularités de la lutte contre la pauvreté en milieu rural, c'est qu'ici les populations paysannes sont parfois si démunies que le crédit peut se révéler peu efficace. D'où la préférence affichée par certaines entités d'**enda** pour l'appui financier direct comme formule permettant, grâce à un suivi régulier des comptes et des résultats obtenus, de créer durablement des AGR.

C'est le choix qui a été fait par **enda bombay** (Inde) dans le cadre de ses activités d'accompagnement des exploitants agricoles regroupés au sein de la Coordination des industries villageoises de Khadi (KVIC). Grâce à un partenariat établi entre cette entité et un organisme d'appui aux populations rurales, les paysans de cette localité peuvent bénéficier d'un système de subvention très avantageux pour produire du compost, un aspect fondamental de l'amélioration de la productivité dans l'agriculture biologique. Des subventions offertes par d'autres institutions financières nationales permettront à 600 paysans (hommes et femmes) de développer dans le courant de l'année 2004, des AGR, **enda** jouant dans ce cadre un rôle de formation et d'encadrement technique.

L'approche par l'appui financier direct a également été préférée par **enda eddoc**, en marge de ses activités d'alphabétisation rurale¹⁷. Cela a permis de financer 374 personnes réparties dans sept villages des communautés rurales de Fimela, Palmarin et Loul Sessène dans la région de Fatick (Sénégal).

21. C'est au cours de ses activités d'alphabétisation dans la région de Fatick (Sénégal) que le coordinateur d'**enda eddoc**, devant l'état de pauvreté extrême des populations rurales et fidèle à la vision pragmatique d'**enda** qui privilégie l'efficacité avant tout, a jugé incontournable la mise en œuvre d'un programme de création d'activités génératrices de revenus, pour garantir l'adhésion des populations au projet initial.

L'accompagnement par **enda madesahel** d'un système d'épargne / crédit (ou tontine) à Malicounda Bambara (région de Thiès) participe également du même souci de doter les populations rurales de moyens financiers conséquents, sans les enfermer dans l'engrenage d'un système de prêt classique. Les résultats atteints par les Gie ne sont pas toujours à la hauteur des espoirs placés en eux, mais certains s'en sortent de façon remarquable. Le plus important est que le mécanisme est d'ores et déjà enclenché, qu'il est de mieux en mieux assimilé par les populations et que les efforts d'**enda** dans ce sens vont certainement redoubler dans l'avenir.

Ces différentes démarches développent des approches spécifiques, mais ont toutes une préoccupation fondamentale : une vie meilleure pour les populations rurales, non seulement aujourd'hui, mais à moyen et long termes. Elles montrent donc un souci constant pour une réelle prise de conscience de la part de ces dernières, en ce qui concerne l'importance la relation qui lie respect de **l'environnement et agriculture durable**.

3. Environnement et agriculture durable

La protection de l'environnement est une donnée permanente de l'action d'**enda**. Elle constitue l'un des principes fondateurs de l'organisation internationale et sous-tend les missions que s'assignent ses différentes entités à travers le monde depuis plus de trente ans. Cela permet de comprendre pourquoi nombre de ses entités ont consacré, à un niveau ou à un autre, une partie de leurs activités à cette préoccupation essentielle.

Enda maghreb a développé, sur ses zones d'intervention traditionnelles que sont Tiflet, Oulmes, Salé, Essaouira et Taza (Maroc), quatre projets importants qui recourent un large éventail d'actions spécifiques de terrain ayant pour objectif la protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité¹⁸.

- *Le Projet d'appui aux initiatives participatives locales de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la désertification et le déboisement (région de Taza).*
- *Le Projet de conservation et gestion des sites sensibles en matière de biodiversité (Essaouira).*
- *Les interventions liées à la mise en place d'unités de tri et de compostage des villes de Tiflet, Missouri et Oulmes.*
- *Le Projet de protection de la biodiversité et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya (PBREM).*

Après avoir procédé méthodiquement au diagnostic concerté des besoins auprès des populations cibles, **enda maghreb** a pris le soin de nouer un certain nombre de partenariats, avec des institutions comme l'Union Européenne, le WWF, la Coopération espagnole, les collectivités locales concernées et d'autres acteurs à la base. Cela a permis à ces projets d'intervenir sur des questions aussi diverses que l'utilisation des énergies renouvelables, la gestion forestière et pastorale, la restauration des sols dégradés, l'aménagement de pépinières villageoises, le développement de l'écotourisme, la production de compost pour l'agriculture, le développement de l'irrigation, le règlement des conflits liés au partage de l'eau, les problèmes de pollution, etc.

Enda plantes médicinales, basé à Dakar, a initié un programme triennal (2002-2004) intitulé *Importance économique et conservation des plantes médicinales au Sénégal*, en partenariat avec l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le groupe de recherche pour les plantes médicinales de l'Université de Dakar. Le caractère incontournable de l'utilisation des plantes médicinales dans les activités d'automédication des populations défavorisées¹⁹, a élevé la question de la conservation de ces ressources naturelles à la dimension d'un problème de santé publique. D'où l'importance qu'il convient d'accorder à l'identification des facteurs socioéconomiques et biophysiques qui concourent à leur

23. Voir **enda maghreb**, rapport d'activités 2003, pp. 19-24.

24. Voir le chapitre consacré à l'**accès aux services sociaux de base** et notamment la section intitulée « santé populaire et santé communautaire ».



Cultures de plantes médicinales réalisée par les groupements féminins de la zone de Nganda (Sénégal)



Cultures réalisées sous la supervision des formatrices venues du village de Kaymor (région de Kaolack)

raréfaction, c'est-à-dire à la dégradation des écosystèmes qui les recèlent. Un travail qui n'exclut pas l'appui en direction des herboristes, des tradipraticiens et des pouvoirs publics, pour leur permettre de créer un cadre juridique et réglementaire concernant à la fois l'utilisation des plantes médicinales et la médecine traditionnelle.

Parmi les solutions qui ont été fortement préconisées par **enda plantes médicinales**, figure en bonne place l'agriculture tournée vers la production de certaines des essences les plus utilisées. La culture des plantes médicinales ainsi réalisée et la formation aux techniques culturales les plus recommandées, permettent à la fois d'empêcher leur raréfaction et d'offrir aux femmes rurales qui les ont prises en charge les moyens de gagner des revenus assez substantiels.

Le Programme d'appui à l'aménagement et à la gestion concertée et durable des Niayes¹ (PACN) est un de ces programmes transversaux d'enda, qui mettent en synergie les efforts de plusieurs entités au service l'aménagement des espaces ruraux et périurbains, et de la Gestion des ressources naturelles GRN. Le travail de coordination de ce programme bien qu'étant autonome¹, repose sur une collaboration étroite avec cinq entités (**enda graf, enda diapol, enda rup, enda pronat et enda écopop**) et avec deux des directions du Ministère sénégalais de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Grâce à l'appui technique et financier de la Coopération helvétique et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le PACN a réalisé en 2003 d'importantes activités tournées vers la réalisation d'une *Etude d'identification des acteurs et des dynamiques de concertation dans les Niayes*. Ce fut le prélude de la mise en place d'un « noyau dur » de la concertation, composé par les autorités administratives, les services déconcentrés de l'Etat et les Ong, le but visé étant de créer un cadre général de concertation à l'échelle des Niayes. L'appui au *Programme d'actions pour la sauvegarde et le développement urbain des Niayes et des zones vertes de la région de Dakar (PADSUNE)*, suite à une demande de collaboration formulée par la Direction des espaces-verts urbains (DEVU), est également un aspect de l'action du PACN. Un accompagnement réalisé notamment à travers la mise en œuvre d'un plan d'IEC sur la conservation des Niayes et d'un dispositif de gestion et suivi du PADSUNE.

Source : PACN, rapport d'activités 2003.

Enda graf a également déployé son action dans le domaine de la pêche, notamment pour aider les populations vivant de l'exploitation artisanale des produits de la mer, à pérenniser leur activité professionnelle en rendant plus efficaces leurs moyens de production. La raréfaction des ressources halieutiques est due en grande partie aux mauvaises pratiques de pêche dont les effets, combinés à ceux de la pollution, font craindre le pire à la plupart des spécialistes si rien n'est fait pour y mettre fin. C'est ce qui justifie les actions entreprises dans des localités du littoral sénégalais comme Mbao, visant à y créer une dynamique de gestion rationnelle des ressources, qui prenne en charge des questions aussi cruciales que le renforcement des capacités organisationnelles des pêcheurs, le respect des normes d'exploitation et de maillage des filets, l'instauration de cadres favorables à la conservation et à la transformation des produits de la pêche, et la bonne gestion des déchets provenant de cette transformation.

Les actions d'accompagnement de la filière agricole menées par **enda graf** dans les régions de Kaolack, Kolda et Tambacounda (présentées plus haut) comportent également un important volet consacré à la préservation de l'environnement. Cela a permis de réhabiliter des terres arables dans des zones entières, grâce aux activités de lutte contre l'érosion et d'aménagement de bassins de rétention d'eau.

ECOCITE : une recherche sur la gestion partagée et durable des espaces naturels et agricoles à la périphérie des centres urbains.

« Ecocité » est un programme de recherche, réalisé en partenariat avec l'Union Européenne au Sénégal et au Bénin, qui contribue à une concertation entre acteurs du milieu rural et urbain pour l'émergence de villes plus respectueuses de l'environnement et plus intégratrices, offrant un cadre et des conditions de vie meilleures à tous les habitants. Ce programme prospectif vise à produire des connaissances scientifiques sur les dynamiques et les enjeux de ces espaces [liés] à l'interface rural/urbain, ainsi qu'une réflexion sur les politiques locales de développement durable concerté. Il contribue également à renforcer la collaboration entre des instituts de recherche européens et africains, dotés d'expériences et de savoir-faire complémentaires. Dans le cadre de ce programme sous régional, des diagnostics techniques et socio-économiques sur les dynamiques foncières, les filières agricoles, les impacts environnementaux des activités agricoles et urbaines sont actuellement réalisés dans des communautés de Thiès et de Mboro au Sénégal. L'objectif de cette recherche est ainsi de proposer des méthodes et des outils de concertation entre acteurs pour faciliter la planification urbaine et permettre une gestion durable de ces écosystèmes par une meilleure articulation entre processus d'extension de la ville et préservation des espaces agricoles et naturels ayant un enjeu économique ou environnemental important.

Source : **enda graf**, rapport d'activités 2003, pp. 4-5.

L'une des spécificités d'**enda syspro 1** en matière de développement durable, c'est d'articuler constamment ses activités entre la *réflexion prospective* et l'*action prospective*, ce qui lui permet de mener des activités pionnières de recherche-action sur l'amélioration des techniques culturales. C'est ainsi que l'entité a pu nouer un partenariat fructueux avec l'Université de Minnesota et le Gouvernement du Sénégal, qui a facilité le lancement de trois études d'évaluation des ravageurs associés à la culture du melon, de l'asperge et du gombo. Ces recherches sont hautement stratégiques parce que ces essences ouvrent des perspectives fort intéressantes en matière de possibilités d'exportation vers les Etats Unis. Parallèlement, dans le centre de formation et d'expérimentation de Sébikotane, la recherche s'est orientée vers la production de certaines variétés nouvelles comme le maïs doux qui, consommé comme un légume frais, devrait contribuer à enrichir notablement l'alimentation des populations locales dans un avenir proche.

L'entité « **protection naturelle des cultures** » d'**enda (enda pronat)**, basée à Dakar, est née du souci de protéger l'agriculture contre les dangers de l'utilisation abusive des pesticides et autres produits d'amendement agrochimiques. Ses activités de terrain sont consacrées à des processus d'expérimentation sur les alternatives aux intrants synthétiques, avec le dessein manifeste d'arriver à créer une agriculture entièrement « biologique ». Actuellement menées en direction de la zone des Niayes (communauté rurale de Diander), de la région de Tambacounda (communauté rurale de Koussanar) et de la vallée du fleuve Sénégal, ces actions conjuguent l'assistance technique agricole, la sensibilisation environnementale, l'information sur la législation foncière et l'appui aux femmes rurales pour la création d'AGR par le système de micro-crédit et d'épargne. En effet, une mutuelle d'épargne et de crédit, gérée par les populations elles-mêmes, a été créée dans la zone des Niayes.

Appuyée par **enda pronat** et le PPMEH (Programme de Promotion des Petites et Moyennes entreprises en Horticulture) de Mboro, cette mutuelle mobilise fortement l'épargne locale et facilite aux producteurs l'accès aux semences, aux intrants organiques et au matériel agricole. Elle finance aussi les femmes qui s'adonnent à la commercialisation des fruits et légumes, et des autres sous-produits agricoles de la zone. Ces initiatives ont ainsi facilité l'application, par les producteurs, des recommandations les plus communément admises en matière de développement durable, dans les domaines du maraîchage, de la riziculture et de la culture du coton.



Parcelle de maïs doux au centre de formation de Sébikotane & le résultat de cette expérimentation d'enda



Récolte du haricot vert à Sébikotane



Conditionnement du haricot vert à Sébikotane



Mission de l'Université de Minnesota à Sébikotane



Visite à Sébikotane d'une délégation du PNUD



Agriculture biologique : enda accompagne la réintroduction du riz dans les *Niayes* (Sénégal)



Agriculture biologique : enda appuie les femmes dans la création de périmètres horticoles au Sénégal

Enda pronat a en outre initié un important programme de recherche-action, doublé d'un volet de sensibilisation et de plaidoyer en direction des décideurs, sur l'introduction des Ogm dans les systèmes agricoles du Sénégal et des pays ouest africains. L'entame de ce nouveau chantier a été sanctionnée en mai 2003 par un Atelier régional qui a réuni les responsables des Ministères de l'agriculture, des instituts de recherche, des organisations paysannes et des institutions parlementaires, en provenance de nombreux pays africains. Ce fut la première étape vers la constitution d'un vrai dialogue politique sur la nécessaire mise en place de stratégies d'évaluation et de contrôle se rapportant à l'introduction et à l'utilisation des Ogm en Afrique de l'Ouest.

PROGRAMME GEF: REDUIRE LA DEPENDANCE DANS L'UTILISATION DES PESTICIDES

Le GEF (Global Environmental Facility) ou FEM (fonds pour l'environnement mondial) est un fonds géré par le bureau régional du PNUE à Nairobi (Kenya) qui finance un important programme sur la « réduction de la dépendance dans l'utilisation des pesticides agricoles dans les bassins des fleuves Sénégal et Niger, à travers la Gestion intégrée de la production, la lutte contre les déprédateurs des cultures et un système de prévention de la pollution ».

En général, tous les programmes ou projets financés par le GEF, sont précédés d'une phase pilote d'un an, consacrée aux réflexions et aux expérimentations de processus, qui doivent conduire à la formulation du « grand projet » (*full project*). Cette phase pilote a été conduite en 2003 au Sénégal.

L'agence d'exécution du Programme est la FAO et les partenaires à l'exécution sont : **Enda pronat**, le Centre de recherche en Ecotoxicologie au Sahel (Ceres-Locustox) devenu depuis 2001 une Fondation dont **enda** est co-fondateur, et la SAED (Société d'aménagement et d'exploitation du delta du fleuve Sénégal).

Durant cette Phase pilote le but visé était de contribuer à la protection de la santé humaine et de l'environnement contre l'utilisation excessive des pesticides, en mettant en place un programme de gestion intégrée de la production et des déprédateurs ; et un système communautaire de suivi environnemental et de prévention de la pollution. Ceci devrait permettre de diffuser les résultats de la Phase pilote au niveau des producteurs, des politiciens locaux et des décideurs des pays riverains, et de formuler une proposition de programme sous régional incluant 6 pays riverains du fleuve Sénégal et du Niger (Bénin, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal)

Source : enda pronat rapport d'activités 2003.

Les actions de lutte pour une gestion rationnelle des ressources naturelles s'étendant dorénavant à tous les domaines de l'activité économique et sociale, du fait de la dimension holistique de l'environnement, d'autres activités de formation ou d'accompagnement des acteurs à la base comporteront également d'importants aspects consacrés à cette thématique. Il est aisé de le constater à travers les initiatives de développement communautaire menées en direction des catégories sociales défavorisées, pour trouver des solutions aux problèmes des couches les plus fragiles de la population. Cela renvoie bien entendu à toutes les pesanteurs sociales et conjonctures défavorables que l'on rencontre dans les pays du Sud, et qui constituent autant de facteurs de blocage dans le combat pour **l'enfance, les femmes et les questions de genre** en général.

Chapitre III

Enfance, femmes et questions de genre

Lorsque le sous-développement et l'absence de moyens matériels et financiers se manifestent dans une société, ils frappent en premier lieu les couches les plus fragiles de la population. Œuvrer pour mettre fin à la marginalisation des personnes défavorisées est une mission qui ne saurait donc rester indifférente au sort des femmes et des enfants dans les pays pauvres. Un travail de protection de l'enfance, de défense des droits des femmes et de renforcement de leurs capacités, devrait nécessairement être tourné vers l'organisation de ces deux catégories sociales, à tous les niveaux de l'action de développement communautaire. Une telle préoccupation est conforme à l'esprit d'**enda** qui a toujours œuvré pour une prise en compte des droits des femmes et des enfants, exigé que les cadres de concertations et de prise de décision soient caractérisés par la mixité et préconisé une approche par le genre dans toutes les tentatives de résolution des problèmes socioéconomiques.

Ces formes d'interventions sont visibles dans les activités de l'ensemble des entités ; même si l'on peut noter parmi celles-ci certaines dont la raison d'être est de s'occuper quasi-exclusivement de ces questions²⁰. La présentation des activités d'**enda** orientées dans ce sens ne saurait donc passer sous silence cette double particularité. Elle abordera successivement les questions relatives à l'*accès effectif des femmes et des enfants à l'éducation et à la formation*, et à l'action menée contre la *précarisation sanitaire des femmes*. Ces deux problématiques feront naturellement suite à celle concernant les **activités économiques et d'auto-organisation**.

1. Activités économiques et auto-organisation

Appui à l'auto-organisation des femmes

L'appui aux groupements féminins offert par **enda** procède du constat selon lequel les femmes ont de remarquables capacités de mobilisation, de concertation et d'organisation, qu'il serait inacceptable d'ignorer dans les actions de développement communautaire. Lutter contre la pauvreté signifie alors dans la plupart des situations, lutter contre la précarité économique des femmes, dans la mesure où les conclusions de nombre d'études menées sur l'économie des ménages en milieux urbain et rural, ont montré qu'elles étaient les principales pourvoyeuses de revenus dans un très grand nombre de familles.

Enda écopop n'a pas manqué de prendre en considération cette dimension essentielle, car l'entité a mené dans les localités de Thiès, Louga et Kolda un *Programme d'appui aux initiatives populaires des femmes*. Cette intervention vise l'amélioration des conditions de vie des populations cibles par le développement de l'esprit d'entreprise et de volontariat dans la gente féminine en général et par l'augmentation de leurs capacités d'auto-organisation et de gestion. Un programme qui n'en est qu'à sa phase-test (d'une durée d'un an), ce qui ne l'a pas empêché de créer une véritable mobilisation communautaire autour d'elle, grâce notamment à un partenariat entre les Ocb de femmes bénéficiaires,

25. L'entité « **synergie, genre et développement** » d'**enda** (**enda synfev**) basée à Dakar, s'occupe spécialement des questions de genre et de promotion des femmes.

L'entité « **jeunesse action** » d'**enda** (**enda jeuda**) basée à Dakar, s'est orientée vers les questions de protection de l'enfance en difficulté et d'encadrement des enfants et jeunes travailleurs (EJT).



Groupements féminins encadrés par enda dans le cadre de la création d'AGR, au Sénégal



Femme de Danang (Vietnam) menant des AGR grâce à l'appui d'enda

les collectivités locales hôtes et **enda écopop**. Cela a permis de préparer plusieurs axes d'intervention comme :

- la conduite de sessions de renforcement des capacités en gestion comptable simplifiée et en alphabétisation ;
- l'accompagnement d'un processus de formation à l'auto-financement par le crédit-épargne.
- le recadrage des crédits à allouer autour des activités d'intérêt communautaire ;
- la consolidation des initiatives économiques communautaires par le raffermissement de l'esprit de solidarité et de groupe.

Considérant la situation difficile des femmes du Maghreb et les nombreux écueils qu'elles rencontrent dans leur combat pour la reconnaissance de leurs droits, **enda maghreb** leur a consacré un volet spécial dans le cadre du projet COU. Cette initiative est tournée vers la création d'activités génératrices de revenus, avec la dotation de machines à coudre à deux associations féminines de Salé (Maroc). Cela a permis la mise sur pied d'un centre où plus de trente filles et femmes sans qualification professionnelle, reçoivent une formation doublée d'une activité rémunérée. Les chances d'intégration de ces femmes dans les filières économiques classiques s'en trouvent ainsi augmentées, ce qui permettra à terme de renforcer l'entrepreneuriat féminin dans le domaine des Pme de broderie et de couture.

Enda graf considère certains domaines de production comme l'agriculture urbaine et la chaîne transformation-conditionnement-commercialisation de produits agroalimentaires, comme des moyens sûrs et efficaces d'amélioration de la situation économique des femmes. Ces deux domaines permettent aussi à celles-ci d'assurer leur sécurité alimentaire et celle d'un grand nombre de personnes aux revenus modestes vivant en zones urbaines et périurbaines, qui ne consomment pratiquement que les produits locaux issus de ces activités.



Activités de micro maraîchage menées par des femmes encadrées par enda au Sénégal

Un programme d'accompagnement des femmes dans les secteurs du maraîchage et de la transformation des produits halieutiques a parallèlement été mis sur pied. Il a permis de les aider à renforcer leurs capacités d'auto-organisation sur le plan du développement communautaire, par la valorisation de leurs savoirs et savoir-faire.

Pour compléter le tableau, le renforcement des capacités techniques de ces dernières a été réalisé par le biais de plusieurs dons de matériels (moulins, charrettes hippomobiles, motopompes, etc.) et de l'organisation de formations ponctuelles en gestion comptable simplifiée et en techniques de transformation et de diversification.

APROVAL : UN LABEL LOCAL POUR LES FEMMES ŒUVRANT DANS L'AGROALIMENTAIRE

Enda Graf a renforcé le dispositif organisationnel des femmes travaillant en milieu urbain par la mise en place d'une organisation faîtière : un réseau national nommé Association des Professionnels de l'Alimentation et de la Valorisation des Produits Locaux (APROVAL).

Par ses démembrements dans les différents quartiers urbains de la région dakaraise, cette APROVAL a permis aux femmes de s'inscrire dans une démarche de construction de la qualité.

Sous l'impulsion d'**enda graf**, des tables de concertation ont été organisées entre les groupes de base, les autorités locales et les structures de l'Etat. Elles ont permis aux groupements de mieux négocier les taxes et l'attribution de certains espaces de vente et ainsi de développer leurs activités à une échelle plus conséquente.

Enda graf a également facilité la mise en place d'un dispositif d'appui aux femmes formatrices pour le renforcement des activités de crédit, de formations et d'amélioration des conditions de vente avec la mise en place de tables de protection et d'un label de qualité de leur produit

Source : enda graf, rapport d'activités 2003, pp. 4.

Enda vietnam a réalisé la majeure partie de ses activités en collaboration avec les associations de femmes en direction desquelles beaucoup de réalisations ont été faites dans les localités de Danang et Hue. Plusieurs fonds de crédit pour la création de micro-entreprises féminines ont injecté des dizaines de milliers de dollars dans les actions de développement communautaire entre octobre 2001 et juin 2003, donnant ainsi à des centaines de femmes la possibilité de créer leur propre emploi et souvent, par la même occasion, d'en procurer à d'autres dans leur entourage.

Une série d'interventions comparables ont été le fait d'**enda bombay** au profit de la Fédération des associations de femmes (FWA) qu'il a accompagnée en conseils juridiques et en informations techniques lors des négociations avec les institutions financières d'appui aux Ocb. Les prêts obtenus ont permis à des femmes du village de Khadi (Inde) de créer des micro-entreprises spécialisées dans l'agriculture biologique, ce qui leur permet de créer des revenus substantiels, grâce notamment à la production de compost.

Enda brésil, basé à Rio de Janeiro, a œuvré suivant la même démarche pour le renforcement des liens de solidarité au sein des groupements de femmes des *favélas* de Rio das Pedras (70000 habitants) et Maré (130000 habitants). Le but visé est de les aider à élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté, contre les violences conjugales et contre la marginalisation sociale. Des mécanismes de micro-crédit et d'épargne ont été mis sur pied, ce qui a permis à un noyau de 52 femmes de développer des initiatives tournées vers la création d'AGR, voire d'organiser des foires hebdomadaires pour la commercialisation des produits issus de leurs micro-entreprises de confection et de distribution.



Economie populaire urbaine et création d'AGR à Rio de Janeiro (Brésil)

PROJET DIMITRA : POUR RENFORCER LE POUVOIR DES FEMMES RURALES

Le but de DIMITRA est de renforcer les pouvoirs des femmes rurales, d'améliorer leurs conditions de vie et de valoriser leur statut social en soulignant l'importance de leurs contributions. Le projet fournit aux organisations communautaires de base un outil pour faire entendre leurs voix au niveau international et fonctionne selon trois grands principes. 1) Le partenariat : DIMITRA met en valeur les connaissances locales et travaille en étroite collaboration avec des partenaires locaux. 2) La participation : le Réseau DIMITRA ne peut fonctionner sans la participation active des organisations de la Société Civile. 3) La mise en réseau : DIMITRA encourage et soutient l'échange de bonnes pratiques, d'idées et d'expériences.

La deuxième phase du Projet DIMITRA (2002 –2004) qui est en cours d'exécution, va aider au renforcement des acquis de la première phase (1998-2001). Les objectifs principaux y sont la consolidation et l'élargissement du Réseau en Afrique et au Proche-Orient, la promotion de l'échange d'information par le renforcement des capacités en communication, ainsi que la mise à jour et la diffusion de l'information sur le genre et le développement rural.

Le Projet a collecté des informations détaillées sur des organisations et projets concernant les femmes rurales en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. DIMITRA a ainsi travaillé en étroite collaboration avec dix (10) institutions–partenaires locales situées en Afrique au Proche–Orient, au nombre desquels l'on compte **enda pronat** qui couvre une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie et Sénégal).

Source : enda pronat, rapport d'activités 2003.

Appui à l'auto-organisation des enfants et des jeunes

Le travail réalisé en direction des femmes ne doit pas occulter l'importance de celui réalisé avec les enfants défavorisés. L'entité « **jeunesse action** » d'enda (**enda jeuda**) a notamment initié un programme quinquennal (2000-2004) d'appui et d'encadrement des enfants en situation difficile (EDS) au Sénégal, baptisé *Xaley ca kanam*²⁷, en direction des enfants travailleurs (petites bonnes, vendeuses, petits cireurs, apprentis, etc.), les enfants *talibés* des écoles coraniques, les enfants en rupture familiale, les enfants et les groupes de « mamans » des quartiers défavorisés. Leur trouver les moyens d'avoir des AGR a très tôt été perçu comme l'un des moyens les plus sûrs d'améliorer leurs conditions de vie.

C'est pourquoi, en dehors des formations organisées dans le but de les aider à identifier les filières porteuses, le programme a mis en place des caisses d'épargne et de micro-crédit qui ont permis de créer 194 AGR individuelles ou collectives dans huit régions du Sénégal²⁸. La plupart de ces micro-entreprises d'enfants (filles et garçons) sont spécialisées dans la confection et la vente de pagnes, brassières, écharpes, gilets, robes, bonnets, etc. ; le programme mettant un accent tout particulier sur le renforcement du nombre et de moyens des AGR que mènent les jeunes filles.

Parallèlement à la mise en œuvre de ce programme au Sénégal, **enda jeuda** exécute le *Programme Calao* qui vise l'accompagnement des associations d'enfants et de jeunes travailleurs (EJT), ainsi que les institutions qui les soutiennent, dans la structuration de leur mode d'organisation et l'affinement de leurs méthodes d'intervention. Cet appui induit des efforts soutenus dans le but d'asseoir une stratégie de lobbying et de plaider pour le

27. Expression signifiant en langue *wolof* du Sénégal « les enfants vont de l'avant ». Ce programme fait suite à de nombreuses actions mises en œuvre lors de programmes antérieurs par **enda jeuda**, **enda acas** et Claire Action (St. Louis). Il est mis en œuvre par **enda jeuda** dans sa majeure partie et par **enda acas** à Ziguinchor.

28. Il s'agit de Dakar, Fatick, Kaolack, Louga, St. Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.



Activités pédagogiques menées par enda avec des enfants de Malika (banlieue de Dakar)



Enfants et jeunes travailleurs (EJT) œuvrant dans l'artisanat d'art, encadrés par enda à Dakar

respect des droits de l'enfant et un accès des associations de treize pays²³ aux instances de prise de décision.

Programme CALAO – Organisation de la 6^e Rencontre africaine des EJT à Thiès (Sénégal) du 7 au 19 avril 2003 – Co-financement : BIT (Bureau d'Abidjan) / COU (Ministère français des affaires Etrangères) / Plan International (Dakar) / SKN (Hollande) / UNICEF (Bureau de Dakar).

Des ateliers « tournants » de formation ont été organisés sur des thèmes, comme la création d'AGR, la gestion-comptable (tenue d'un cahier emploi-ressources), l'élaboration d'un plan d'action national, la recherche-action, la page Web, etc. Par ailleurs, un atelier permanent de radio s'est déroulé sur des modalités comparables.

Des orientations pour la période 2003- 2005 ont porté sur le renforcement du Mouvement aux niveaux national et sous régional, l'amélioration des missions d'appui technique, la concrétisation des droits, les AGR, l'exploitation du travail des enfants, les relations avec les institutions internationales et avec les autorités d'une manière générale.

Un panel a regroupé les délégués des Associations du mouvement EJT, les représentants du Réseau régional des organisations paysannes (ROPPA), du Réseau DIMITRA des femmes, des OPNGS africaines (CONAFE), une représentation diplomatique du Cameroun, l'Unicef, Plan International et Save the Children.

Les participants ont reconnu l'intérêt de l'auto organisation des EJT, comme une expression de la participation, et montré les différentes formes de collaboration nouées avec les Associations du mouvement EJT dans leurs pays respectifs.

La rencontre a reçu de nombreux visiteurs, parmi lesquels le coordinateur international du Mouvement Mondial en faveur de l'Enfance (GMC), et un représentant de l'Union Européenne à Dakar.

Source : enda jeuda, rapport calao du 1^{er} trimestre 2003, pp. 17-18.

Enda bolivie poursuit les mêmes objectifs de lutte contre la marginalisation des enfants issus de milieux sociaux défavorisés. A travers son *Programme de réinsertion familiale, d'assistance et de suivi social des enfants des rues*, cette entité a organisé régulièrement des repas populaires gratuits appelés pour la circonstance « *EN DINANT ET EN DEJEUNANT AVEC enda* ». Dans la gestion 2003, environ 243'055 repas ont ainsi été servis, dont 40% correspondent à des déjeuners et 25% à des dîners, pour une moyenne de 600 enfants passant quotidiennement par les salles à manger mis en place par cette entité dans plusieurs localités.

Ces initiatives ont été l'occasion d'attirer un maximum d'enfants (filles et garçons) vivant et travaillant dans la rue comme cireurs de chaussures, vendeurs à la sauvette, rabatteurs de clients pour minibus, laveurs de voitures, etc., dans le but de les orienter vers des centres d'assistance sociale. Il s'agit de « maisons d'accueil » créées par **enda** au niveau des localités de El Alto, Trinidad, Riberalta et Guayaramerín, où l'on a pu procéder à leur prise en charge psychopédagogique, pour à la fois un appui social et un suivi professionnel. Une fois sensibilisés sur l'utilité de prendre part aux différentes réunions organisées à leur attention, les enfants intéressés par le programme ont été l'objet d'une série d'entrevues qui ont permis de dresser le profil social de chacun d'entre-eux dans un document où ont été notées toutes les informations utiles les concernant.

29. Il s'agit d'associations d'enfants jeunes travailleurs (EJT) et d'institutions de soutien de près de quarante villes : Luanda (Angola), Abomey, Cotonou, Lokossa (Bénin), Koudougou, Orodara, Ouagadougou (Burkina Faso), Yaoundé (Cameroun), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bisau, Ganchungo, Mansoa (Guinée Bisau), Conakry, Coyah, Kindia, Mamou (Guinée Conakry), Antananarivo (Madagascar), Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou, Sikasso (Mali), Nouakchott, Rosso (Mauritanie), Niamey (Niger), Kinshassa (RDC), Dakar, Fatick, Louga, Saint Louis, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor (Sénégal) et Njaména (Tchad).

C'est sur cette base que les principales causes de leur situation de rupture familiale ont pu être identifiées (indigence, abandon, violence parentale, désintégration familiale, etc.) et que l'on a pu à chaque fois tenter une réintégration sociale en contactant les parents (si l'enfant en a), en invitant ces derniers à participer à des réunions d'échanges et en les amenant à s'intéresser davantage à la situation de leur enfant. C'est ainsi qu'en 2003, 1766 entrevues structurées et 1131 visites familiales ont permis à l'entité d'organiser 235 réunions familiales et de réussir 73 réinsertions domiciliaires effectives d'enfants en situation difficile.

Parallèlement, des dortoirs communautaires d'urgence, mis en place par **enda bolivie**, ont permis à des centaines d'enfants sans famille de ne plus dormir dans la rue. Cela a facilité leur encadrement aux plans juridique, médical, psychosocial et professionnel, pour le respect de leurs droits face à la violence policière, la prévention de certaines maladies courantes, la sensibilisation sur les méfaits de la drogue, le renforcement de l'estime de soi grâce à (entre autres) une meilleure hygiène corporelle, le renforcement de leurs capacités à travers l'éducation alternative, etc.

Enda mali, basé à Bamako, a mis en œuvre dans la même optique le *Programme NYETA d'appui aux enfants et jeunes en situation difficile (2000–2004)* pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette entité s'est proposée de faciliter l'auto-organisation des enfants et jeunes travailleurs, à travers un véritable processus de renforcement du protagonisme social de ces derniers et d'appui aux Ocb travaillant dans ce sens. La création d'AGR a été identifiée comme une priorité dans le travail d'insertion des enfants *talibés* provenant des écoles coraniques et de ceux qui sont en rupture sociale. **Enda mali** a également pu réaliser d'autres actions spécifiques, dans les villes de Bamako, Mopti et Kayes, contribuant ainsi à :

- l'amélioration des conditions d'apprentissage du Coran pour les *talibés*,
- l'élargissement des enfants privés de liberté (en situation carcérale),
- l'amélioration des conditions de détention des très jeunes détenus,
- la réintégration socio-économique des enfants élargis,
- la mise en œuvre des douze (12) droits prioritaires des enfants et jeunes en situation difficile.

L'on voit aisément à travers ceci que certaines entités d'**enda** se sont assigné un rôle d'anticipation, voire de prospective, en ce qui concerne les questions de genre et de protection de l'enfance. Elles se sont fixé comme objectif d'identifier les principaux blocages qui minent les processus de développement afin d'agir sur eux pour changer le futur, dans une démarche résolument proactive. Il ressort de tout cela que nombre d'actions visant à casser le cercle vicieux de la marginalisation des couches sociales fragiles, devraient être menées dans le but de faciliter **l'accès effectif des femmes et des enfants à l'éducation et à la formation**.

2. Accès effectif à l'éducation et à la formation

Intégrer cette préoccupation dans les actions de lutte contre la pauvreté est nécessaire pour que les femmes (et les enfants) disposent de l'enseignement de base qui leur fait souvent défaut. Ce sera également l'occasion de leur permettre d'accéder à des savoirs nouveaux qui faciliteront l'utilisation d'outils comme les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), combattant ainsi de nouvelles formes de marginalité comme la fracture numérique de genre²⁴.

L'entité « **synergie, genre et développement** » d'**enda (enda synfev)** a fait de ce travail de réduction de la fracture numérique de genre le point d'ancrage de ses activités en 2003, conformément à sa vision qui privilégie le travail d'anticipation sur les enjeux émergents et qui prend en considération les besoins stratégiques des femmes. C'est ainsi qu'elle s'est proposée de contribuer à la création d'espaces de rencontre et de formation,

31. Voir le chapitre 5, section 2.

destinés à favoriser l'accès de la population féminine aux secteurs des NTIC dans les thématiques suivantes.

- « *Appropriation des logiciels libres et contenus ouverts par les organisations de femmes d'Afrique francophone* » est un thème qui a été traité lors de l'Atelier "Free and Open Source Software (FOSS) - The potential power and possibilities for women's organisations and networks", organisé par APC-Femmes-Afrique le 10 décembre 2003, lors du Sommet Mondial sur la Société de l'Information à Genève.
- « *Dimensions de genre des politiques de TIC en Afrique francophone* » est un thème qui sera notamment engagé en partenariat avec APC-Femmes-Afrique lors de l'atelier de formation "WENT Afrique francophone".
- « *Mécanismes institutionnels pour l'accès des femmes au secteur des TIC : prélude à l'action* » est un thème qui sera abordé en deux étapes dont la première sera la tenue d'un Atelier de restitution du Sommet Mondial sur la Société de l'Information aux organisations de femmes sénégalaises, avec l'appui de UNIFEM / Dakar.

L'écopole ouest-africaine d'enda (enda écopole) a coordonné les activités de la 2^e phase du Programme intégré d'éducation des adultes (PIEA) qui vise à alphabétiser plus de 600 femmes des GPF des quartiers défavorisés de Dakar. Cette initiative, issue d'un partenariat entre le Ministère sénégalais de l'éducation nationale, le Programme d'alphabétisation priorité femmes (PAPF), l'Agence d'exécution des travaux d'intérêt public (AGETIP) et **enda écopole**, a permis à cette entité de poursuivre la mise en œuvre des apprentissages instrumentaux dans une vingtaine de classes réparties dans les quartiers de Dalifort, Captage et Khar Yalla. Le programme a également pu renforcer les capacités des animateurs, des relais communautaires, des leaders des GPF et des comités de gestion, notamment en AGR, en gestion comptable simplifiée, en appui organisationnel, en réseautage, etc.

Enda maghreb, parmi les actions entreprises dans le cadre du projet COU à Salé (Maroc), a développé une campagne de lutte contre l'analphabétisme des femmes. C'est ainsi que deux associations locales ont été impliquées pour servir de relais, dans le cadre d'un accord commun avec l'équipe locale d'**enda maghreb**. Cela a permis d'alphabétiser 125 filles des quartiers défavorisés, grâce à un effort permanent fourni par cinq animateurs-alphabétiseurs recrutés par le projet.

Enda vietnam a pu réaliser les volets du *Projet de développement communautaire et d'appui aux populations des zones défavorisées de Danang et Hue*, relatifs à l'éducation des femmes et des enfants. Cela a pu se faire par des actions spécifiques comme l'offre de bourses d'études à des élèves issus de familles pauvres, pour leur permettre de poursuivre une scolarité normale dans l'enseignement moyen et secondaire. Mais par ailleurs, cela a été rendu effectif grâce à l'organisation de sessions de formation en direction des femmes, pour les alphabétiser et élever par la même occasion leur niveau de connaissance sur les questions de genre, les AGR, les problèmes environnementaux et de santé primaire, etc. C'est ainsi que plusieurs centaines de femmes démunies (400 dans la seule localité de Danang) ont pu suivre des cours de formation en santé reproductive, en nutrition et en connaissance des maladies les plus fréquentes chez la mère et l'enfant. Ce dernier aspect montre que les actions menées par **enda** se déroulent dans une continuité telle qu'il est difficile de les compartimenter. La frontière entre la formation des femmes et la sensibilisation sur les problèmes récurrents de leurs situations de pauvreté, comme les soins de santé primaires, est très ténue, car ces deux aspects sont souvent confondus lors des campagnes d'IEC. D'où le lien établi par la plupart des entités à travers le monde, entre l'amélioration des conditions de vie et les activités de **lutte contre la précarisation sanitaire des femmes**.

3. lutte contre la précarisation sanitaire des femmes

Cette préoccupation entre dans le cadre général des activités de prévention, d'information et de sensibilisation menées par **enda** sur les questions relatives aux infections sexuellement transmissibles (IST / Sida), à la santé reproductive des femmes et à la nutrition communautaire.

Enda mali permet de faire aisément cette transition, car ses activités d'alphabétisation au niveau des Centres d'écoute communautaire (CEC) et du centre REPERE situé à son siège de Bamako, ont permis de mener une campagne d'IEC sur l'allaitement, la nutrition, les grossesses non désirées, le suivi obstétrical des grossesses, le calendrier vaccinal des mères et des bébés, les IST / SIDA, la planification familiale, etc. Au demeurant, 168 séances d'IEC ont été organisées et ont concerné l'ensemble des femmes et des aides-familiales qui ont suivi les cours d'alphabétisation dans les CEC et le centre REPERE.

L'exécution par **enda mali** de la 2^e Phase du *Projet actions santé femme et enfant (ASFE)*, est arrivée à son terme en décembre 2003, après trois années d'activité. Cette initiative a été menée dans les communes rurales de Markala, Togou, Boussin, Dougabougou, Sansanding et Sibila. Elle a ainsi focalisé une population totale de 83'283 habitants, soit un total de 95 villages, et a permis d'atteindre plusieurs objectifs prioritaires dont l'accès à l'information et aux services de santé reproductive, et la lutte contre la mortalité infantile (vaccination, soins primaires et nutrition). Le projet a cherché, dans les villages concernés, à améliorer la qualité des services de santé de la reproduction et de survie de l'enfant, ainsi qu'à réduire la progression des IST / Sida.

Enda eddoc, a pu opérer un glissement de la sensibilisation environnementale des femmes de la région de Fatick (Sénégal) vers la résolution pratique des problèmes de santé. Il faut ici préciser qu'**enda eddoc** utilise toujours une porte d'entrée en adéquation avec l'une de ses principales vocations, qui est l'éducation au développement. Lors de la première phase du *Programme Local Development (LOD)*, durant la période juin-décembre 2000, les séances d'animation avaient mis en exergue des problèmes de santé publique d'ampleur insoupçonnée. Touchée par la gravité et l'ampleur de ces problèmes, la coordination d'**enda eddoc** avait pris la décision de faire appel aux services d'un gynécologue-obstétricien pour atténuer les souffrances de ces femmes rurales. Cela a valu à ces dernières le privilège d'avoir des consultations et soins médicaux gratuits durant toute la durée de la 2^e Phase du programme.

L'on voit aisément qu'à travers les nombreuses difficultés rencontrées dans la prise en charge sanitaire de la mère et de l'enfant, c'est le problème récurrent de l'insuffisance des services sanitaires de la plupart des pays du Sud qui est ici posé. Une carence qui n'est pas limitée aux soins de santé, car elle s'étend à d'autres domaines et se fait sentir à travers des questions telles que l'eau potable, l'assainissement collectif, la collecte des ordures ou l'éducation scolaire, ce qui pose l'épineux problème de l'**accès aux services sociaux de base**.

Chapitre IV

Accès aux services sociaux de base

La thématique ainsi désignée pourrait regrouper la majeure partie des actions entreprises par **enda**, tant sa prise en charge est restée cruciale dans les pays où intervient l'organisation internationale. Les différents rapports sur le développement humain dans les pays du Sud peuvent différer sur les chiffres et sur les interprétations de ceux-ci. Mais, ils se rencontrent sur l'essentiel, c'est-à-dire le constat accablant de pays où les services sociaux de base sont de plus en plus inaccessibles à la majorité de la population. Que penser alors d'une communauté d'êtres humains dans laquelle l'eau est rare, l'hygiène difficile, la santé hors de portée et l'éducation hors de prix, sinon que son avenir est sérieusement compromis ? C'est la raison pour laquelle ce domaine a été souvent investi par les différentes entités à travers le monde, car il résume parfaitement l'essentiel des tâches que doivent s'assigner les programmes de lutte contre la pauvreté. Ici comme partout ailleurs, la recherche d'alternatives aux systèmes formels dans lesquels les populations démunies n'ont pas leur place est une permanente. Et c'est ce qui permet comprendre l'irruption, à côté du concept classique de santé publique, de notions telles que « **santé populaire** » et « **santé communautaire** ».

1. Santé populaire et santé communautaire

La recherche de systèmes alternatifs de santé pouvant prendre le relais de systèmes officiels devenus inaccessibles au plus grand nombre, explore actuellement des champs très diversifiés. L'on constate que de la phytothérapie populaire aux systèmes communautaires de santé, en passant par le développement scientifique de la pharmacopée et la réhabilitation de la médecine traditionnelle, les processus exploratoires sont nombreux, le champ de recherche très vaste et les possibilités quasi infinies.

Enda plantes médicinales est l'un des exemples les plus caractéristiques de ce processus, car cette entité développe des initiatives très originales à deux niveaux. D'une part, comme présenté plus haut²⁵, dans des efforts de création d'une filière de culture de plantes médicinales pouvant contrer la raréfaction de certaines essences sur le marché national. Et d'autre part, à travers le *Programme d'amélioration des conditions de vente des plantes médicinales dans les marchés de Dakar*.

Ce programme dont la raison d'être réside dans l'appui et l'encadrement des herboristes vendeurs de plantes médicinales à améliorer les conditions d'hygiène, de conservation, de conditionnement et de présentation de leurs produits, s'est fixé plusieurs tâches spécifiques.

- L'amélioration du rangement et de la présentation des produits sur les étals, est un travail qui intègre le réaménagement des cantines existantes dans les marchés et la construction de kiosques très fonctionnels qui contribuent à donner à ces points de vente l'aspect de véritables officines populaires.
- L'amélioration des conditions d'hygiène dans les cantines, par l'organisation d'ateliers de réflexion et d'échanges sur l'importance de cette dimension dans le développement de la filière et pour l'élaboration d'un plan d'actions et de suivi-évaluation des réalisations.

33. Voir le chapitre 2, section 3.



Cantine de vente de plantes médicinales établie dans le quartier de Grand-Yoff (Dakar) avant (photo de gauche) et après son aménagement (photo de droite)



Cantine tenue par un herboriste (par ailleurs conseiller municipal) au marché de Liberté VI (Dakar) avant (photo de gauche) et après son aménagement (photo de droite).

- L'introduction de nouvelles formes de conditionnement des produits grâce à l'appui, donné aux herboristes, en divers matériels d'emballage et d'entretien des cantines (sachets en plastique, bocaux, seaux, balais, brosses, etc.).
- L'appui aux herboristes dans la mise en place d'un cadre de concertation de tous les professionnels associés au programme d'enda.

Les résultats de ces efforts soutenus ne se sont pas fait attendre, car il a été noté dans les cinquante (50) cantines et kiosques aménagés par **enda plantes médicinales** dans les marchés de Dakar et sa banlieue, une augmentation notable des recettes durant les six derniers mois. Ce fut la preuve que les prémisses de ce programme étaient valides et qu'en améliorant les conditions de vente (hygiène et conditionnement) l'on influe forcément sur l'efficacité thérapeutique des produits et sur l'efficacité économique des activités professionnelles associées.

Le programme TRAMIL à Cuba, en partenariat avec la Faculté de Médecine de l'Université de La Havanne

Il existe dans l'ensemble de la Caraïbe, des traditions thérapeutiques populaires se basant sur l'usage de plantes médicinales. La population connaît en général une bonne partie de ces remèdes et les emploie couramment. Mais ce savoir accumulé par de nombreuses générations se trouve de plus en plus en danger, du fait de la pénétration de cultures différentes qui perturbent les structures sociales et font régresser les traditions orales. Le projet veut donc contribuer à l'amélioration des pratiques traditionnelles à travers une recherche-action participative qui pourra être en outre un outil de formation pour les médecins, les pharmaciens et le personnel de santé en général, dans les programmes de santé de base. Il est apparu important de valider ces traditions thérapeutiques populaires en s'appuyant sur des études scientifiques (activité biologique, toxicité, phytochimie) réalisées à travers un réseau de collaboration européen et latino-américain. Les objectifs ainsi visés sont de divers ordres.

1. Renforcement de la formation universitaire et post universitaire des professionnels de santé cubains en matière de phytothérapie par les plantes locales validées par TRAMIL
2. Réalisation de mini-ateliers TRADIF à Cuba.
3. Réalisation et autogestion de la part des populations de petits jardins de plantes médicinales appelés « *Jardines para la salud* » (Jardins pour la santé).
4. Compléter la recherche agro écologique aboutissant à un guide technique pour la production d'une sélection de plantes médicinales cubaines.
5. Appui à la coopération dominico haïtiano cubaine en matière de soins de santé primaires incluant les plantes médicinales comme ressource thérapeutique

Source : **enda europe**, rapport d'activités 2003, pp. 12-13.

Enda europe a développé le **Programme inter-associatif Santé Cuba** qui insiste sur la nécessité d'élaborer des réponses alternatives en matière de santé, par l'établissement de liens entre les services de soins et les thérapies traditionnelles scientifiquement validées, comme la phytothérapie et l'utilisation des plantes médicinales. Cette initiative est le fait du Groupe inter-associatif qui réunit en son sein Médecins du Monde, AIDES et **enda europe**.

Elle vise, par la recherche d'une meilleure réponse thérapeutique reliant la prévention et les soins de santé primaires, à rendre moins lancinante la douloureuse situation sanitaire des cubains soumis à d'inacceptables pénuries en produits de santé du fait du blocus américain. Le programme s'est en outre fixé comme but de créer un lien entre ces actions à Cuba et les réseaux d'appui internationaux susceptibles d'apporter une aide non négligeable en possibilités de formation, en matériel médical et en médicaments anti-rétroviraux pour combattre le VIH-Sida.

Enda madesahel a également investi le domaine du perfectionnement des modes alternatifs de médication. Son intervention s'est fait notamment dans le développement de la culture de certaines essences et dans la confection galénique de plantes médicinales et de tisanes. Les activités de confection galénique de plantes médicinales permettent non seulement la connaissance précise des propriétés chimiques de chaque essence, grâce à l'analyse de laboratoire préalable, mais elles facilitent également l'approvisionnement de certaines structures de santé en produits stérilisés et parfaitement conditionnés.

Mais, l'une des plus grandes prouesses de cette entité réside dans l'organisation, en partenariat avec l'ISED²⁶, d'un Certificat d'études spécialisées (CES) de santé publique

34. Il s'agit de l'Institut Santé et Développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

unique en son genre en Afrique francophone et lusophone, intégrant des sessions de formation en plantes médicinales destinées à l'ensemble de la sous-région ouest africaine.

Enda mali a réalisé une bonne partie des objectifs de son *Programme Santé* à travers cinq volets principalement.

- Le *Projet NYETA Santé (2000–2004)*, qui se propose de rendre les populations moins vulnérables aux principales maladies infectieuses qui les affectent et de leur faciliter un accès durable aux soins de santé primaires. Ce projet intervient dans plusieurs localités du pays dans les actions d'IEC et par le biais d'une collaboration fructueuse avec des Centres de santé communautaire (CSCOM) de Bamako et Mopti.
- Le *Projet ASFE (Actions santé femme et enfant) (2000–2003)* présenté plus haut²⁷.
- Le *Projet de supervision des Ong soutenues par PLAN–Mali dans la région de Sikasso (2003–2004)*, pour l'exécution d'activités de conseil et de dépistage volontaire du VIH / Sida. Il s'agit de quatre Ong situées dans les localités de Sikasso, Kalana, Zégoua et Koutiala, dont les actions combinées ont conduit à une amélioration dans la tenue des outils, la mobilisation autour des centres de dépistage, la qualité des services rendus et les rapports entre ces Ong et leurs partenaires.
- Le *Projet « Un cercle une Ong »*, qui est une initiative du Gouvernement malien à travers son Programme National de Lutte contre le Sida, dans laquelle **enda mali** a été désigné comme Organisme chargé de la facilitation (OCF) dans le District de Bamako, par le Groupe Pivot Santé Population, selon les termes de la convention de prestation de services signée en janvier 2002.
- La *Mise en Réseau Sida*, dans laquelle cette entité assure le secrétariat sous régional des Ong de lutte contre le Sida en Afrique de l'Ouest WANASO. C'est ce qui lui a permis d'organiser, en avril 2003, en partenariat avec AfriCASO, un Atelier sous régional pour le renforcement des capacités de l'ensemble des Ong et Ocb de lutte contre le Sida appartenant à ce réseau ouest africain.

L'entité « santé–action contre le sida » (enda santé) basée à Dakar, a développé en 2003 des actions stratégiques qui se déclinent en quatre volets principaux.

- 1) Le *Programme de renforcement des réponses communautaires face au VIH / Sida (RRCS)*.
- 2) Le *Projet Sida Vulnérabilité et prostitution clandestine dans les banlieues populaires de Dakar et Mbour (Sénégal)*²⁸.
- 3) Le *Projet [sida@jeunes](#)*.
- 4) L'appui aux programmes de lutte contre le Sida.

Le RRCS est mis en œuvre depuis bientôt deux ans grâce à l'appui du PNUD et permet à douze associations locales d'élaborer des réponses communautaires efficaces alliant la prévention, l'accompagnement et le soutien. Il s'agit d'une démarche fondée sur des dynamiques d'animation communautaire, mises en action à travers des cadres de concertation et d'échanges sur les facteurs socioéconomiques concourant à la propagation de la maladie. Cela permet de procéder à l'identification des changements individuels et collectifs propres à renforcer l'efficacité des actions de lutte, et de créer par ce truchement l'environnement psychosocial favorable au respect des droits des personnes vivant avec le VIH.

35. Voir le chapitre 3, section 3.

36. Deux autres entités qui se sont au fil des années détachées d'**enda santé** dans son ancienne formule, interviennent également dans ce projet. Il s'agit d'**enda plantes médicinales** et **enda santé communautaire**.

Enda santé- Quelques chiffres pour l'exercice 2003 des Projets Sida Vulnérabilité & prostitution clandestine / Sida-Jeunes

- 134 lieux de prostitution clandestine repérés à Dakar et Mbour.
- 660 prostituées clandestines rencontrées et sensibilisées sur les IST / Sida.
- 21 ans est l'âge moyen des prostituées clandestines rencontrées.
- 48 % d'analphabètes et 21 % ayant le niveau de l'école primaire, parmi les prostituées clandestines.
- 68 % des prostituées clandestines rencontrées ont 02 enfants au moins.
- 84 % des prostituées clandestines rencontrées ne sont pas originaires de leur localité d'exercice.
- 78 % des prostituées clandestines rencontrées n'ont aucun suivi médical.
- 15 Ateliers de formation et d'échanges ont été organisés dans les sites d'intervention du projet.
- 198 femmes leaders ont été formées.
- 407 prostituées ont reçu une prise en charge et un suivi médical réguliers.
- 700 prostituées présentant des infections sexuellement transmissibles ont été traitées avec succès.
- 92 interventions nocturnes ont été réalisées à Dakar et Mbour.
- 67 sites de prostitution ont bénéficié des interventions de l'équipe médico sociale.
- 15 000 préservatifs avec lubrifiants ont été distribués gratuitement aux prostituées.
- 05 structures sanitaires spécialisées ont régulièrement collaboré avec **enda santé**
- 27 ateliers de formation et de sensibilisation ont été organisés pour les jeunes de Dakar et de Mbour
- 675 pairs-éducateurs ont été formés dont 61 % de filles âgées de 15 à 21 ans.
- 2281 jeunes ont participé aux sessions et constitué des équipes de sensibilisation.
- 35 *Activités grand public* ont été organisées en collaboration avec la Croix Rouge sénégalaise.
- 57 localités du pays ont bénéficié de ces actions de sensibilisation de la cible « Jeunes ».
- 10 000 jeunes de ces localités ont assisté à l'ensemble des activités.
- 26 000 préservatifs ont été gratuitement distribués lors des différentes interventions.

Source : **enda santé**, rapport d'activités 2003, pp. 4-5.

Enda graf, a investi le domaine de la valorisation des systèmes alternatifs de santé à travers trois (3) formes d'intervention.

- 1) La santé communautaire où la démarche la plus communément admise consiste à influencer sur la qualité des soins sanitaires par une action d'adaptation de ceux-ci à l'environnement économique et social. La construction d'une vingtaine de cases de santé villageoises, la formation de plus de soixante travailleurs de santé dans les départements de Tambacounda, Linguère et Kaffrine (Sénégal), et les campagnes d'IEC-Prévention sur les IST / Sida, qui ont touché plus de 32 000 personnes dans les régions de Dakar, Thiès et Kaolack (Sénégal), sont la preuve que le mode opératoire et les performances de l'entité sont très concluants.
- 2) La santé nutritionnelle est un second axe par lequel **enda graf** se propose de lutter contre la malnutrition de l'enfant et de la mère dans les quartiers défavorisés. La porte d'entrée est le développement des activités curatives grâce au dépistage précoce des cas de malnutrition décelés lors des campagnes de vaccination. Suivent alors la prévention de la malnutrition et la formation sur des modes nutritionnels alternatifs. Et enfin, la mise en réseau des acteurs sociaux et sanitaires par la formation de relais communautaires, pour animer des conférences sur la valorisation des produits alimentaires locaux ayant une grande valeur nutritive, comme le *niébé*.
- 3) Le Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Mutualistes (GRAIM) est un outil découlant du Programme de promotion des mutuelles de santé de la région de Thiès d'**enda graf**. Sa raison d'être fondamentale est de renforcer le réseau des mutuelles de santé, en vue d'améliorer le recouvrement des cotisations, et de contribuer efficacement à la garantie une grande qualité de gestion des services de santé.

Enda bolivie a mis en œuvre, dans le même ordre d'idées, un programme-santé qui tente de systématiser une prise en charge communautaire en faveur des plus démunis, dans le domaine des soins primaires (médecine générale, chirurgie dentaire, infirmerie, pharmacie, etc.), de la santé préventive et de la santé nutritionnelle. Pour ce faire, l'entité a mis en place et équipé des cabinets médicaux et dentaires à buts non lucratifs, et établi des conventions de partenariat avec des hôpitaux publics où sont acheminés les cas difficiles. Malgré les écueils rencontrés au niveau des villes de El Alto, Trinidad, Riberalta et Guayamerín, dus à l'insuffisance du personnel de santé, **enda** a pu mobiliser des infirmiers au niveau de chaque localité, voire un médecin généraliste et un chirurgien-dentiste travaillant bénévolement au niveau de El Alto. C'est ainsi qu'en 2003, 385 enfants et adolescents ont reçu des soins dentaires, 462 patients ont été traités en médecine générale, 107 interventions ont été réalisées en externe et 12 urgences ont trouvé une issue heureuse, grâce aux interventions des différentes équipes locales. Les campagnes de prévention menées concomitamment ont ciblé principalement les femmes et les jeunes dans les domaines des IST / Sida, de la planification familiale, de la nutrition et de l'hygiène alimentaire.

La nutrition communautaire est un domaine qui a été pris en considération par d'autres entités, comme la coordination d'**enda écopole** à travers son *Programme de renforcement de la nutrition (PRN)* qui est actuellement mis en œuvre dans la région de Dakar. C'est dire que la place qu'occupe la santé infantile est considérable dans le dispositif d'**enda** et l'on s'en rend compte assez facilement lorsque l'on contemple le panorama de ses activités annuelles.

Le *Programme Xaley ca kanam*, conçu et mis en œuvre (dans sa majeure partie) par **enda jeuda**, n'a pas perdu de vue cette dimension essentielle, au sens exact où il a intégré dès le départ un volet consacré à l'accès aux services de santé. Ces activités sont de cinq ordres.

- L'organisation de (724) séances d'animation à la base, sur les affections les plus fréquentes dans l'épidémiologie infantile au Sénégal (paludisme, fièvre jaune, gale, IST / Sida, etc.) et sur les dangers menaçant les enfants en général, tels que les agressions sexuelles, les méfaits de la drogue, le péril fécal, les problèmes d'hygiène dus au manque d'eau potable, etc.
- La facilitation de l'accès des plus jeunes à des soins de qualité, grâce à la signature de (51) protocoles avec différentes structures sanitaires qui acceptent de ce fait le principe d'une forte réduction, voire d'une totale gratuité des consultations faites aux enfants malades issus de milieux défavorisés.
- La création de (47) Caisses de santé –sortes de mutuelles des enfants– qui doivent contribuer à la prise en charge des frais médicaux ou à l'achat des médicaments.
- L'aménagement d'un espace de soins pour enfants (à Saint Louis) et l'organisation de descentes d'animateurs-soignants au niveau des points de chute des enfants en situation difficile (à Dakar) pour leur prodiguer des soins de santé primaire (désinfection des plaies, nivaquinisation, etc.).
- L'organisation d'opérations d'investissement humain de nettoyage et de désinsectisation des lieux de travail et d'habitation des enfants en situation difficile.

Toutes ces réalisations ont permis à ce programme de faciliter l'accès aux soins à plusieurs milliers d'enfants en situation difficile, dont 1928 *talibés*, 215 enfants en rupture familiale et 92 groupes d'enfants travailleurs de Dakar, Saint Louis et Ziguinchor.

Lors de chacune de ces interventions d'**enda**, il a été facile de faire le lien entre cette problématique sanitaire et la question de la propreté des personnes, des lieux d'habitation et des denrées alimentaires. C'est pourquoi certaines entités se sont focalisées sur le triptyque **eau-hygiène-assainissement**, montrant ainsi la place incontournable qu'il occupe dans la réalisation des objectifs de santé pour tous et dans la réussite des actions de développement communautaire en général.

2. Eau, hygiène et assainissement

L'importance accordée par **enda** à l'accès des plus démunis à l'eau potable, a motivé la création en 1994 d'une entité, basée à Dakar, à l'appellation sans équivoque : « **eau populaire** » (**enda eau populaire**). Une initiative née du souci d'approvisionner en eau le *Quartier Rail*, un bidonville situé en plein cœur de la capitale sénégalaise, dont les habitants, parce qu'irréguliers, n'avaient pas accès au réseau d'eau courante de la Société nationale des eaux (SONES). Cela devait aboutir à la création d'un projet-test d'implantation d'une dizaine de bornes-fontaines dans plusieurs bidonvilles de Dakar.

Depuis lors, la borne fontaine est considérée comme la clé d'entrée de la plupart des interventions d'**enda eau populaire** sur le terrain du développement communautaire. La démarche est fondée sur un partenariat que l'entité a pu établir avec la SONES / SDE²⁹ et les collectivités locales, ce qui lui permet de faire profiter les populations des quartiers défavorisés de programmes de branchements sociaux fort avantageux. L'année 2003 a été l'occasion pour **enda eau populaire** de prendre trois orientations dans le développement de ses activités.

- 1) L'édition d'un ouvrage de référence, de sensibilisation et de plaidoyer en direction des acteurs, des décideurs et de la communauté des bailleurs de fonds, à l'intitulé très évocateur : *Que les « sans pains » ne soient pas sans eau !*
- 2) La présentation des indicateurs de référence sur la situation de l'eau au Sénégal, incluant la capitalisation des acquis de l'entité et leur diffusion la plus large à l'ensemble des acteurs, pour une prise en charge plus effective de l'accès des populations défavorisées à l'eau potable dans la définition des politiques.
- 3) L'appui donné aux opérateurs à la base porteurs de projets novateurs, pour leur permettre d'identifier les différents guichets de financement d'initiatives de cette nature au niveau de trois pays (Mali, Mauritanie et Sénégal).

En outre, une réflexion a été d'ores et déjà engagée par **enda eau populaire** sur la possibilité de répliquer la démarche ainsi adoptée à d'autres services de base, tels que l'assainissement et l'électricité. Le type de partenariat décrit plus haut semble se prêter à la réussite de telles initiatives, dans les domaines de l'assainissement (avec l'ONAS) et de la distribution d'électricité, avec la Société nationale d'exploitation de l'énergie électrique (SENELEC). Même s'il faut préciser que l'expérience sera plus difficile à réaliser en ce qui concerne cette dernière, du fait de la spécificité du mode de distribution de l'énergie électrique qui ne permet pas un accès collectif du style borne-fontaine. Toutefois, un espoir subsiste de pouvoir explorer ces nouvelles voies au cas par cas, en fonction de la particularité de chaque quartier défavorisé à desservir.

Enda rup a été mandaté pour mettre en œuvre la composante *Ingénierie sociale et assistance technique* autour du *Projet d'approvisionnement en eau à long terme (PLT)*. Cette initiative du gouvernement du Sénégal, finalisée grâce au concours financier de la Banque Mondiale, se propose de réaliser, par delà la question de l'approvisionnement des populations en eau courante, un plan d'amélioration de l'assainissement de certains quartiers de la ceinture périurbaine de Dakar. Pour ce faire, l'ONAS a été tout naturellement désigné comme maître d'ouvrage et l'AGETIP comme maître d'ouvrage délégué, pour prendre en charge les deux volets du projet.

- 1) La construction de 60 000 ouvrages d'assainissement individuel, de 160 systèmes semi collectifs, d'une dizaine d'édicules publics, de 70 blocs sanitaires en milieu scolaire et d'un réseau d'assainissement collectif pour environ 50 000 habitants, dans les communes d'arrondissement de Ngor, et Ouakam.
- 2) L'amélioration des systèmes et des conditions de vidange de fosses septiques, grâce au renforcement des capacités techniques des acteurs dans ce secteur en expansion.

37. Après sa privatisation il y a une dizaine d'années, l'ancienne Société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal (SONEES) a été scindée en trois entités. Une première, privée, chargée de l'exploitation des eaux, la Société des Eaux (SDE), une seconde, parapublique, chargée de la gestion de la ressource au niveau national, la SONES et une troisième, parapublique, l'Office nationale d'assainissement (ONAS).

Enda rup développe aussi des expérimentations relatives aux systèmes d'assainissement alternatifs, pour pallier l'insuffisance ou l'inexistence de systèmes collectifs classiques. Les résultats positifs obtenus au niveau des villages traditionnels de la région de Dakar, confrontés à d'énormes problèmes d'accès aux services urbains de base, parce que non lotis et non connectés aux réseaux d'assainissement, sont l'illustration la plus marquante de l'efficacité de sa démarche.

Reconnue pour son expérience dans le domaine de l'assainissement alternatif, l'entité **enda rup** a d'ailleurs été mandatée pour assurer la livraison du module *REUTILISATION DES EAUX USEES MENAGERES* dans le cadre d'un Programme de formation en agriculture urbaine qui était en préparation dans dernier trimestre 2003. La zone d'intervention de ce cours est l'Afrique anglophone et l'institution chargée de la coordination est Patato Centers, basée à Nairobi. La vingtaine d'acteurs (décideurs et autres) issue des villes associées à ce programme, qui doit en bénéficier, a été sélectionnée pour promouvoir une meilleure intégration de l'agriculture dans la gestion et l'aménagement urbains.

Assainissement alternatif et technologie adaptée à moindre coût

Avec l'urbanisation, les villages traditionnels *lébous*, Diokoul (Rufisque) et Tonghor (Yoff), non lotis, sont confrontés à la déficience des services urbains. L'analyse différentielle selon les zones d'habitation confirme une mauvaise fonctionnalité des ouvrages existants du fait de l'âge et une fréquence élevée du nombre de vidanges, ce qui est un casse-tête pour ces populations. Les eaux usées ménagères sont généralement déversées sur les aires libres non loin des maisons. Au niveau des écoles publiques il n'y a que 84 cabines fonctionnelles pour plus de 5553 enfants.

Jusqu'en 2001, seulement 180 maisons étaient branchées à Castors et Arafat et 75 concessions à Diokoul (Rufisque). En 2003, à Yoff [...] la gestion des eaux usées intéresse 71 concessions. A Baraka [Quartier Baraque] 28 maisons sont branchées au réseau, en plus d'un édicule public destiné à l'école et à la crèche. A Saint Louis, 30 concessions sont raccordées au réseau d'évacuation des eaux usées. Aujourd'hui, les demandes croissantes émanant de nouvelles municipalités et des cités émergentes, justifient l'intérêt particulier que les populations accordent aux ouvrages d'assainissement.

[...] Le projet a prouvé la possibilité d'une optimisation des coûts de réalisation grâce à une technologie qui prend en compte les réalités du milieu (modes de consommation, paramètres physiques, etc.). A titre comparatif, une unité de branchement à un égout faible diamètre est en moyenne cinq fois moins chère [par rapport] au branchement à l'égout classique géré par l'ONAS. Concernant les contraintes géomorphologiques de la localité [Rufisque], le réseau d'évacuation des eaux usées par des tuyaux petit diamètre et des fosses en condominium a permis de joindre plusieurs maisons et d'éviter de contaminer la nappe phréatique.

Source : **enda rup**, rapport d'activités 2003, pp.3-4.

Enda graf a été mandaté (de la même manière qu'**enda rup**) pour s'occuper de la composante *Ingénierie sociale et assistance technique* du *Projet d'approvisionnement en eau à long terme*, pour la commune d'arrondissement de Diameguene–Sicap Mbao. C'est sur la base d'un travail préalable d'IEC sur la salubrité, mené auprès d'un millier de personnes, que l'entité est arrivée à évaluer les besoins des populations en matière d'assainissement. La mise en place de Comités locaux de projet a permis par la suite de réaliser 60 ouvrages collectifs et individuels, destinés autant aux espaces publics qu'aux concessions familiales. La campagne d'IEC a été parachevée par des visites guidées qui font partie d'une stratégie de proximité efficace, informant les populations sur les différents types d'ouvrages d'assainissement et sur les particularités de leur utilisation et de leur maintenance. La célébration de la Quinzaine de l'hygiène et de la propreté, a offert à **enda graf** l'occasion de créer une mobilisation sociale d'envergure, le 16 avril 2003 à Médine Fass Mbao, en collaboration avec l'ONAS, l'AGETIP et le Service national d'hygiène. Ces manifestations ont été l'occasion de sensibiliser les populations venues participer en

masse, sur l'importance de l'assainissement et du respect des normes d'hygiène, pour le succès des actions de développement communautaire et d'amélioration de leurs conditions de vie.



Eau potable : technologie à moindre coût à Danang (Vietnam)

Mais, ce qu'il y a de significatif dans ces activités, c'est qu'elles confondent dans un même souci de pragmatisme et d'efficacité, les stratégies alternatives d'assainissement et les nouvelles formes de prise en charge communautaire du nettoyage de la voie publique et de la collecte des ordures ménagères. De telle sorte que l'on a été obligé d'associer à la majeure partie des projets élaborés en fonction du triptyque eau-hygiène-assainissement, des volets spéciaux consacrés à la **gestion alternative des déchets**.

3. Gestion alternative des déchets

Le problème qui illustre de la meilleure manière la situation d'impasse dans laquelle se trouve la quasi-totalité des grandes villes du Sud, surprises qu'elles ont été par les charges financières faramineuses qui les incombent de plus en plus du fait de l'explosion urbaine, est sans conteste celui de la gestion des déchets. Et lorsqu'une situation de difficulté frappe un ensemble urbain, il affecte en premier lieu et de la manière la plus dure les couches défavorisées de la population. Voilà pourquoi **enda** s'est depuis de longues années soucie de soutenir le maximum d'initiatives communautaires de prise en charge de la collecte, de l'évacuation et du traitement des déchets, dans les quartiers défavorisés et enclavés.

Enda océan indien, dans le cadre de son programme de gestion des ordures ménagères, a ciblé les « bas quartiers » d'Antananarivo où les populations excédées ont pour habitude de jeter leurs déchets sur des dépôts sauvages, de les brûler lorsqu'ils sont trop abondants ou de les utiliser comme matériau de remblai des terrains inondables en saison des pluies. De telles pratiques sont, l'on s'en doute, extrêmement nocives à la santé des populations et annihilent tous les efforts entrepris pour améliorer la qualité de vie dans ces quartiers. C'est ce qui a valu à ce programme de mener une action à deux niveaux.

- 1) La campagne d'IEC visant à imprégner les habitants des quartiers de FAAMI et d'Andranomanalina 1, du caractère néfaste de ces pratiques, des risques qu'elles recèlent au plan sanitaire et environnemental, et de la nécessité de changer les comportements pour garantir la salubrité publique.

- 2) La réalisation de systèmes autonomes de collecte et d'évacuation des ordures ménagères dans la majeure partie des « bas quartiers ».

Ce système alternatif de gestion des déchets est en fait un système de précollecte des ordures ménagères qui sont ensuite reversées dans les bacs communaux du système de collecte de la ville. Il a permis à d'anciens chômeurs d'exercer une activité professionnelle qui leur permet de gagner presque l'équivalent du salaire minimum officiel, pour trente-cinq heures de travail par semaine. Ces émoluments leur sont payés grâce à une contribution mensuelle versée obligatoirement et contrôlée sur la base d'une carte de redevances détenue par chaque ménage et sur laquelle les versements sont régulièrement notés.

La preuve que le projet a rencontré une véritable adhésion populaire est que le processus d'appropriation est déjà lancé, et qu'un Comité d'Hygiène et de santé (CHS) intégré au Conseil local de FAAMI, s'évertue à reprendre petit à petit le flambeau d'**enda océan indien**. Toutefois, l'entité continue à assurer la fourniture de la majeure partie du matériel de collecte et de nettoyage. Au niveau d'Andranomanalina, une innovation a permis d'ouvrir un compte individuel à chaque éboueur dans une caisse d'épargne mutualiste (OTIV), où les fonds provenant de la redevance sont régulièrement versés. Une partie des sommes versées est destinée au compte individuel, une autre partie à un compte d'assurance-maladie et une dernière partie à un compte commun pour l'entretien et l'achat du matériel. Une enquête, réalisée en début 2003, a révélé que la moitié des ménages situés dans cette zone d'habitation utilisent ce service collectif alternatif et en sont très satisfaits, du fait de la relative propreté de ruelles.

Enda rup a accompagné des actions de précollecte et d'évacuation des ordures ménagères du même type, qui se poursuivent encore de nos jours dans les localités de Rufisque, Saint Louis, Yoff et Pikine (Sénégal). L'originalité de cette démarche réside (entre autres) dans l'utilisation de la traction animale au travers de charrettes hippomobiles mises à la disposition de certains jeunes de ces localités, regroupés en Gie pour rentabiliser au maximum ces AGR³⁰.

Enda Amérique latine, basé à Bogota (**enda colombie**), a développé un projet de gestion alternative des déchets, dans les localités colombiennes de Suba (900 000 habitants) et Usaquén (600 000 habitants). Financé par le Fonds d'action pour l'environnement, ce projet se propose d'accompagner les AGR tournées vers la récupération des déchets, des exercices réservés le plus souvent aux populations les plus défavorisées d'entre celles des bidonvilles. Ce travail d'accompagnement recoupe plusieurs aspects qui vont de l'éducation environnementale, pour le respect de l'équilibre des écosystèmes, à la formation sur les méthodes de tri, d'exploitation et de recyclage, en passant par une sensibilisation sur les problèmes de violence parmi la population jeune et une information juridique sur leurs droits et devoirs de citoyens. Les actions de récupération et de recyclage sont d'une grande importance dans l'économie sociale et solidaire. Non seulement elles constituent l'une des étapes les plus essentielles dans la gestion alternative des déchets urbains, mais elles sont aussi à la base d'un ensemble très diversifié d'activités de création artistique et artisanale qui constituent autant d'AGR.

Les activités susmentionnées ne sont pas sans évoquer celles que mène **enda écopole**, depuis plusieurs années déjà, en partenariat avec l'organisation locale ACDEV, en faveur de plus de 500 récupérateurs de la décharge de Mbeubeusse (près de Dakar), dans le but de les aider à s'organiser pour valoriser leur travail et défendre leurs intérêts. Ceci d'autant que les pratiques de récupération alimentent de nombreuses activités de recyclage par l'artisanat d'art, pratiquées au niveau de l'Ecopole ouest africaine.

Enda maghreb s'est penché sur la question du recyclage des déchets, à travers *les Interventions liées à la mise en place d'unités de tri et de compostage dans les villes de Tiflet, Missouri et Oulmès (Maroc)*. Ces activités qui ont débuté en 2001 à Tiflet et en 2002 à Missouri, ont été sanctionnées par la production mensuelle de plusieurs dizaines de

38. Voir le chapitre 1, section 2.



Maison communautaire destinée au développement des activités de recyclage à La Paz (Bolivie)



Traitement des déchets et production de compost à Missour (Maroc)

tonnes de compost d'assez bonne qualité, faisant ainsi baisser le volume de mise en décharge des déchets de 40% et 20% respectivement.. Une production qui devrait probablement augmenter par la suite, tant le potentiel des unités de compostage est important et la matière première abondante.

Les succès de l'agriculture biologique, aux immenses besoins en compost, combinés à l'impact écologique désastreux des décharges non aménagées et non contrôlées, ont fini de faire l'unanimité sur les possibilités infinies des phénomènes économiques alternatifs liés au tri, à la récupération et au recyclage des déchets. C'est ce qui a renforcé, au niveau des autorités locales d'Oulmès, la motivation de créer, en partenariat avec **enda maghreb**, une unité de tri et de compostage dont le travail d'exploitation a démarré en décembre 2003.

A travers les précédents exemples, l'on constate que la question de la mise en place de services alternatifs de base pose le problème du renforcement des capacités de mobilisation et d'organisation des populations, en vue de dégager des solutions endogènes aux problèmes qu'elles rencontrent au quotidien. La réussite des processus de développement communautaire suppose certes la valorisation des savoirs populaires et des savoir-faire traditionnels, mais elle exige de plus en plus des membres d'Ocb qu'ils soient au diapason des formes modernes de connaissance et de technicité. Créer des stratégies d'**éducation alternative (« par et pour tous »)** devient par conséquent aussi axial que le souci permanent de faciliter l'accès des enfants pauvres à l'enseignement académique.

4. Education alternative (« par et pour tous »)

Jouer le rôle d'éducateur présuppose que l'on est à la fois détenteur de connaissances avérées, capable de les transmettre à autrui et reconnu comme tel. Lorsque l'on suppose par ailleurs, conformément à la vision d'**enda**, que ce rôle peut être tenu à divers niveaux « par tous et pour tous », c'est que l'on quitte la relation classique enseignant-élève, pour arriver au binôme « apprenant-apprenant ». Autrement dit, tout le monde détient des connaissances utiles et doit pouvoir en faire bénéficier à tout le monde, dans des cadres d'échange et d'enrichissement mutuel, mais nullement de transmission unidirectionnelle du savoir.



Formation alternative en direction des jeunes filles du Centre *Siggi* d'enda à Dakar

Enda océan indien a initié deux programmes tournés, d'une part, vers l'éducation alternative et d'autre part, vers la formation des animateurs-éducateurs.

- 1) Le Programme d'éducation alternative est destiné aux enfants en situation difficile d'Antananarivo, communément appelés « enfants des rues » ; et de ce fait il exige une méthode d'approche qui se doit d'être originale et adaptée. Quatre aspects ont été dégagés pour y faire face :
 - Les séances d'animation hebdomadaires dans les centres partenaires qui accueillent les enfants en situation difficile, pour des échanges et un transfert de compétences entre animateurs.
 - Le travail de recherche pour l'élaboration d'une méthode d'alphabétisation mieux adaptée à la situation de l'enfance en difficulté, à partir de la méthode *REFLECT*.
 - La formation des animateurs et éducateurs dans les centres partenaires à l'utilisation du conte comme porte d'entrée pédagogique.
 - L'animation d'une « salle d'écoute » des jeunes des rues, par la mise en œuvre d'activités ludiques d'accompagnement psychopédagogique.
- 2) Le comité pour la formation des animateurs éducateurs a pour objectif de former des acteurs sociaux pour travailler auprès des jeunes en situation difficile. Cette initiative permet aux associations qui interviennent dans ce sens de rendre leurs animateurs plus professionnels et d'en faire des sortes d'assistants sociaux informels.

Le Programme *Xaley ca kanam* piloté par **enda jeuda** a réservé une bonne partie de ses activités à l'éducation alternative. Il a pu créer 148 espaces éducatifs fonctionnels qui permettent à des enfants jeunes travailleurs, distingués en trois niveaux (allant de « 0 » à « 2 » pour ceux qui ont une petite base), de suivre des cours méthodiques d'alphabétisation, dispensés par 6 moniteurs. Des séances d'éducation à la citoyenneté (instruction civique populaire) et des activités de soutien en direction d'enfants scolarisés issus de familles très démunies, ont parachevé ce programme d'activités qui a permis à 7425 enfants des milieux défavorisés de huit localités du Sénégal, de continuer à bénéficier d'une instruction de base.

Enda graf a développé dans cette optique un ensemble d'activités de formation et de recherche, articulées autour de trois axes principaux.

- 1) Le *Programme d'éducation alternative (PEA-Educal)* « PAR ET POUR TOUS » à la démocratie participative et à un développement environnemental harmonieux au Sénégal, qui a pris en charge plusieurs aspects lors de son exécution.
 - L'appui en direction des associations de quartiers et des réseaux d'Ocb œuvrant pour une éducation de base et des écoles populaires de qualité.
 - La valorisation de l'apprentissage des femmes membres des groupements féminins, par le biais de systèmes internes d'épargne et de crédit.
 - Le développement des activités de formation des membres d'organisations paysannes, par l'information et la sensibilisation sur les questions environnementales.
 - L'approfondissement des expériences de concertation entre les acteurs sociaux à la base.
 - L'encadrement des dynamiques populaires d'insertion socioprofessionnelle de jeunes en situation difficile.
- 2) Les Programmes d'Alphabétisation qui visent à diversifier les publics-cibles et les parlers locaux enseignés, en faisant de la formation des femmes et du travail de recherche linguistique de codification des langues nationales³¹ des priorités absolues.
- 3) La valorisation d'une éducation et d'une formation professionnelle alternatives, grâce à l'appui en direction de deux types de cadres de rencontre et d'échange. Les Centres d'entraide scolaire dont 28 ont été créés dans la seule région de Dakar, qui offrent un

39. A l'exemple du programme d'alphabétisation en langue *noon*, mis en œuvre dans la région de Thiès.

enseignement destiné à favoriser une insertion socioprofessionnelle à des enfants en situation d'exclusion sociale. Le Centre d'accueil et d'appui-conseil aux jeunes femmes employées de maison, où celles-ci peuvent recevoir des formations en alphabétisation, en plus des services de médiation socio juridique en cas de conflit avec leurs employeurs, d'information et de prévention des violences faites aux femmes, et de création d'AGR par la mise en place de systèmes d'épargne-crédit.

Le CEPAS œuvre sur la capacité à entreprendre

Le Centre d'Échange et de Perfectionnement des Artisans et Apprentis (CEPAS) a été créé de la volonté des membres de la Coopérative des Artisans de Grand-Yoff, quartier périphérique de Dakar, d'améliorer les conditions de vie et de travail des artisans et de permettre à chacun de participer pleinement au développement de l'artisanat au Sénégal.

Parce que les apprentis d'aujourd'hui représentent les artisans de demain, le CEPAS veut pallier le manque de structure classique de formation et le fait que le secteur artisanal souffre encore aujourd'hui d'une situation de marginalisation, en se développant dans le système informel.

Il se présente dès lors comme un carrefour d'échanges, d'expériences, d'animations et de services.

L'originalité de son enseignement repose sur la valorisation des initiatives et la capacité à entreprendre. Outre des formations dites qualifiantes (menuiserie bois, menuiserie métallique, mécanique automobile), il propose un enseignement d'appoint qui, corrélé à l'environnement social, contribue à renforcer les compétences tant techniques que sociales et à stimuler l'innovation.

En relation avec le *Programme Educal*, l'alphabétisation, la formation et l'éducation artistique développées dans le cadre de cet enseignement ont ainsi pour objectif de :

- favoriser l'émergence d'une formation qualifiante, gage d'une insertion socio-économique durable des apprentis,
- doter les maîtres-artisans de compétences susceptibles de les propulser dans le domaine de l'innovation en matière de production et d'enseignement.

Enfin, les membres de la Coopérative, dans leur souci constant d'innover et d'entreprendre ont interpellé l'État en créant pour la première fois une manifestation nationale : la Fête annuelle des Artisans. Tenue trois jours durant en novembre 2003 à Dakar, elle a été l'occasion de faire sortir de l'ombre et de valoriser les artisans autour d'expositions et d'ateliers d'échange sur la politique publique de l'artisanat.

Source : enda graf, rapport d'activités 2003, p. 16.

Enda Brésil a investi le domaine de l'éducation alternative pour prendre en charge la situation difficile de l'enfance dans les *favélas*. Les interventions des pouvoirs publics dans ces quartiers défavorisés étant soit insuffisantes, soit inexistantes, il a bien fallu combattre l'atmosphère délétère qui y accroît l'insécurité et les tentations de toutes sortes, créant ainsi une désaffection de plus en plus importante des enfants pour l'école.

Afin de recréer une volonté de s'instruire, seul moyen pour ces enfants pauvres d'avoir un avenir meilleur, il a fallu imaginer un projet alternatif intitulé *Redonner sens à la scolarisation : art et culture sur le chemin de l'école*. Cela a permis aux élèves de deux établissements publics d'environ 2500 élèves chacune, de bénéficier d'une série d'ateliers ludiques d'expression artistique (musique, chants, danse, théâtre, etc.), animée par six éducateurs et six artistes bénévoles, destinée à leur redonner le goût d'aller à l'école.

Ces ateliers ont été l'occasion de former 95 adolescents (filles et garçons) comme futurs animateurs, dans le cadre d'un programme d'éducation environnementale axé sur les problèmes de santé dus à la mauvaise hygiène corporelle et alimentaire, ainsi que sur les méthodes de prévention des maladies les plus fréquentes.



Enda Brésil – Redonner sens à la scolarisation : art et culture sur le chemin de l'école

Enda écopole a déroulé son action, tournée vers la mise en pratique des principes de l'éducation alternative, à travers cinq axes programmatiques.

- 1) La coordination des activités de la 2^e phase du *Programme intégré d'éducation des adultes (PIEA)*, qui se propose d'alphabétiser plus de 600 femmes membres des groupements de promotion féminine des quartiers populaires³².
- 2) L'association au *Programme d'éducation alternative (PEA-Educal)* qui est le fruit d'un partenariat entre le NOVIB³³, les Ocb et **enda graf** qui le pilote au profit des enfants en situation difficile et des groupes marginalisés de la population urbaine.
- 3) Les *Activités d'accompagnement des Formations Coins de Rue (FCR)* qui ont consisté en une étude, réalisée en mars 2003, sur l'état des lieux des initiatives populaires de formation du type FCR, et en la mise en œuvre du Projet de formation pédagogique des « appreneurs », nés du partenariat UNICEF / **enda**.
- 4) Les activités de la *Coalition nationale Education pour Tous* dont **enda écopole** a contribué activement à la mise sur pied, en avril 2003, et qui ont regroupé de nombreuses composantes de la société civile sénégalaise œuvrant dans le domaine de l'éducation, dont des syndicats d'enseignants, des Ocb, des Ong, des associations de parents d'élèves, des associations d'enseignants retraités et des représentants de la Coordination nationale des opérateurs en alphabétisation du Sénégal (CNOAS).
- 5) Les activités de la *Table de concertation des partenaires de l'éducation de base* où l'entité a piloté le Groupe de travail sur les modèles alternatifs, qui regroupe des partenaires-membres actifs du réseau des acteurs de l'éducation, comme Aide Action, Plan international, Enfance et Paix, Education Solidaire, ADEF Afrique, etc.

Des efforts comparables permettent aujourd'hui à des milliers de personnes à travers le monde de jouir de leur droit fondamental à l'éducation et à la reconnaissance sociale qu'elle confère. Une exigence d'instruction qui n'est pas fondamentalement différente du droit à l'information, étant donné la relation très étroite qui lie depuis toujours la connaissance d'une manière générale et la communication. C'est la raison pour laquelle les efforts d'**enda** se dirigent **vers une communication plus dynamique**, pour soutenir son action très diversifiée en faveur des moins nantis.

40. Voir le chapitre 3, section 2.

41. Agence néerlandaise pour la coopération internationale.

Chapitre V

Vers une communication plus dynamique

La multiplicité des actions et des échelles d'intervention dans une organisation comme **enda** exige une communication particulièrement dynamique. De plus, l'orientation de son action de développement en faveur des plus pauvres, exige de lui qu'il fasse un va-et-vient permanent entre prospective et rétrospective, entre capitalisation et mise en réseau, entre recherche-action et plaidoyer.

Une telle exigence a conduit, au fil des ans, à la construction d'un véritable système transversal qui a facilité l'exploration de toutes les dimensions de la communication dans son acception la plus large et mis en exergue les acquis de l'ensemble des entités. Car, dans la vision d'**enda**, de la presse aux NTIC, en passant par la littérature, l'audiovisuel, l'art plastique, la musique, le théâtre, l'exposition, **l'édition, la diffusion, la documentation** et les rencontres, toutes les possibilités doivent être exploitées pour relayer le message de solidarité en faveur des pauvres du Sud.

1. Edition, diffusion et documentation

L'importance de ces trois domaines a justifié la mise sur pied en 1999, d'une coordination chargée de les regrouper et de les mettre en système. La **coordination eddoc** ainsi créée, a comme mission de développer les activités de production livresque, de diffusion et de gestion du centre de documentation.

Le programme éditorial de l'année 2003 a permis de publier cinq ouvrages de référence dans les séries Etude et recherches d'**enda**.

- *Que les « sans-pains » ne soient pas des « sans-eau »*, ET n° 230, 120 pages.
- *Education : alternatives africaines*, ET n° 222-223, 274 pages.
- *Le terroir école : recherche paysanne collective pour la lutte contre la pauvreté*, ET n° 228-229, 210 pages.
- *Enda, une organisation en mouvement, Rapport d'activités 2002*, 61 pages.
- *Le Catalogue des publications 2003*, 76 pages (publié à l'initiative des équipes éditoriale et diffusion).

Un partenariat avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (GCAP) de la Banque Mondiale a été l'occasion pour **enda eddoc** de publier une série de Notes intitulée *Focus*, pour servir de support à la vulgarisation des meilleures pratiques en matière de micro-finance. C'est ainsi que 13 numéros ont été conçus, édités et tirés à 1000 exemplaires chacun, à partir d'une base de données sur l'ensemble des organismes engagés dans la micro-finance en Afrique et dans le monde⁴². Cette collaboration avec le GCAP a également permis la publication de numéros spéciaux plus enrichis en informations sur la micro-finance, tirés à 1000 exemplaires chacun.

42. Il s'agit des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Comores, Côte d'Ivoire, Egypte, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, Palestine, RD Congo, Rwanda, Sénégal, Soudan, Swaziland, Syrie, Yémen, Zambie, Zimbabwe, Togo, Tunisie.

La coordination appuie aussi la plupart des entités dans leurs activités spécifiques d'édition et de diffusion, ainsi que d'autres Ong qui n'ont pas encore les moyens logistiques et techniques d'avoir leur propre activité éditoriale. C'est le cas de la FRAO (Fondation Rurale pour l'Afrique de l'Ouest) avec qui **enda eddoc** a réalisé quatre publications, de petites maisons d'édition telles que Papyrus et de IDEA (Initiatives pour le Développement de l'Education en Afrique), une institution agréée par le Ministère de l'Education du Sénégal, spécialisée dans l'édition et la diffusion de périodiques parascolaires.

Le centre de documentation, en dehors de ses activités régulières d'appui aux entités dans le travail d'archivage et d'ordonnement de leur fonds documentaire, a facilité l'accès à la base de données contenant l'ensemble de la bibliographie d'**enda**, sur le site Internet de ce dernier. Tout internaute peut par conséquent faire des recherches directement sous CDS-ISIS et constater par lui-même la grande richesse de la documentation que l'organisation internationale met à la disposition du public. Cela permet par la même occasion à **enda**, de réaffirmer l'intérêt particulier qu'il porte aux **NTIC** et à l'**audiovisuel** d'une manière générale, dans sa stratégie de communication.

2. NTIC et Audiovisuel

Désireux de tirer profit des potentialités que recèlent les technologies de l'information et de la communication (TIC), le **Programme Lead Afrique Francophone (enda lead afrique)** a développé des démarches de valorisation de ces technologies qui s'appuient sur l'organisation de sessions virtuelles de formation et de conférences électroniques, le lancement de forums de discussions, etc. En 2003, des sessions virtuelles de discussions ont été organisées en prélude aux sessions de formation de LEAD International (Mexico en avril/mai 2003). D'autres conférences virtuelles ont eu lieu marge du Sommet sur la société de l'information.

Enda lead afrique a, dans le même temps, aménagé un espace de dialogue impliquant les Gradués, les Associés et diverses personnes ressources. En réalité, ce forum électronique constitue, depuis plusieurs années, un mécanisme efficient et pérenne d'échange et de circulation des informations entre les leaders formé(e)s par le programme. Au cours de la période considérée, les échanges ont porté sur des questions critiques qui reflètent les préoccupations essentielles de l'ensemble des acteurs interpellés par la problématique de l'environnement et du développement dans l'espace francophone de l'Afrique. Les principaux thèmes abordés ont concerné principalement : 1) la culture comme levier pour la paix et le développement ; 2) le NEPAD, une nouvelle opportunité pour le développement de l'Afrique dans un contexte de globalisation.

Ces discussions en ligne sur des thèmes fédérateurs ont permis aux leaders de mieux appréhender les enjeux des processus en cours et les défis à relever pour impulser une dynamique de développement durable.

dakar-banlieue.com : la valorisation de techniciens populaires

Permettre aux acteurs populaires de produire eux-mêmes leur propre information et d'en assurer le suivi, telle est l'originalité de dakar-banlieue.com.

Ce programme se charge de fournir aux acteurs populaires du matériel et des formations en informatique et en maintenance informatique.

Dix personnes, toutes issues de quartiers différents, ont été formées au Centre de Maintenance Informatique Populaire, ouvert à cet effet à Bopp, un quartier populaire de Dakar.

Ces « techniciens populaires » assurent personnellement et dans leur localité respective le suivi des formations en informatique ainsi qu'un appui, en terme de maintenance, aux organisations de base.

Egalement, ces structures populaires s'équipent progressivement grâce à un système de recyclage d'ordinateurs géré par l'association CF2000. Ce centre de formation professionnelle [qui se trouve] en Belgique collecte des machines défectueuses et **enda graf** assure leur acheminement par containers. Les techniciens populaires récupèrent ainsi le matériel, le réparent et l'installent dans les locaux des organisations populaires.

*Source : **enda graf**, rapport d'activités 2003, p. 18.*

L'entité « **cyberpop bombolong** » d'enda (**enda cyberpop**) est née dans le cadre de l'initiative *Acacia « Communauté et société de l'information en Afrique »* qui a permis l'établissement d'un partenariat entre **enda** et le CRDI. Avant d'être une entité, **enda cyberpop** s'est d'abord manifesté en tant que *Programme d'appui aux dynamiques populaires*, dans le but de favoriser un accès des populations les moins nanties aux NTIC, d'utiliser ce support multimédia pour diffuser les initiatives de développement communautaire à la base, et de constituer une base de données informatives utilisable à des fins de développement endogène par les populations défavorisées. La démarche préconisée et mise en œuvre est une appropriation progressive des NTIC par la formation des membres d'Ocb, par la formation de formateurs chargés de la démultiplication, par l'implication des leaders associatifs dans la définition de services à offrir et par l'IEC d'accompagnement. La collaboration avec les Ocb de certains quartiers populaires, chargés de créer une mobilisation autour du programme, a abouti à la



Les huit sites de CRC dans Dakar et sa banlieue



Formation aux NTIC au CRP d'enda cyberpop

constitution de huit (8) sites devant accueillir les activités. Constitués en centres de ressources communautaires (CRC) ces sites fonctionnent grâce à l'appui technique d'un Centre de ressources principal (CRP) situé au Centre culturel Blaise Senghor de Dakar, qui est un laboratoire pour la production, le développement et l'expérimentation d'outils destinés à la formation, à l'IEC et au changement d'échelle.

Les Centres de Ressources Communautaires (CRC) représentent les communautés de base auxquelles s'applique l'expérience de l'usage des NTIC dans les activités socioéconomiques. Ils sont directement gérés par les responsables des Organisations populaires et des jeunes (gestionnaires) formés et suivis par l'Equipe du Centre de Ressources Principal. Les CRC sont constitués de groupes socioéconomiques situés dans des zones défavorisées en milieu urbain et périurbain, menant des activités qui rentrent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, pour un développement durable et la sauvegarde de l'environnement. Leur réussite tient à la fois à leur dynamisme, au regard des activités qu'ils mènent, et à leur diversité aux plans social, ethnique, religieux, économique, etc. En somme, le dynamisme et la diversité de ces groupes socio économiques sont à la base de leur confrontation, de leur négociation, de leur rassemblement en vue du partage des ressources qu'ils possèdent. C'est pourquoi, un groupe porteur est désigné, de même une thématique définie pour chaque CRC. C'est une clé de répartition des responsabilités entre les groupes et un ancrage de la recherche-action sur un terrain lié à l'activité principale du groupe porteur. La diversité des résultats et des expériences de leurs applications constitue une ressource disponible pour tous les sites. Elle est le socle de la dynamique de constitution des sites en réseau interactif. Les CRC sont [chacun] dotés d'ordinateurs multimédia, d'une imprimante, d'un modem et d'un Télécentre.

Source : **enda cyberpop**, <http://www.enda.sn/cyberpop>

L'importance actuelle des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) a justifié la mise en œuvre, par **enda synfev**, d'un programme de formation en direction des femmes fondé sur cette question, dans le but de réduire la fracture numérique de genre³⁵. Le *Programme Communication pour les femmes* a ainsi réalisé des outils et supports électroniques de diffusion sur l'Internet, visant à mettre différents réseaux d'associations féminines au fait des dernières évolutions conceptuelles et stratégiques dans les questions de genre.

- Le bulletin électronique mensuel *La toile d'elles* du site *Famafrique*, en était déjà à sa onzième (11^e) parution en décembre 2003, permettant à plus de 600 abonnées de recevoir des informations sur le combat des femmes.
- La conférence électronique privée des organisations de promotion féminine actives en Afrique francophone *Femmes–afrique*, a montré son utilité en matière de mobilisation des femmes autour des objectifs de développement durable, grâce à la communication interactive qu'elle a créée entre une centaine d'abonnées (vers juin 2003), potentiels leaders d'opinion.
- Le service électronique d'information francophone sur les femmes africaines, bien que volontairement limité à cause de la diversité actuelle des services comparables sur l'Internet, a tout de même pu diffuser régulièrement des messages importants à 433 adresses électroniques.
- Le Réseau Genre et TIC a mis sur pied, en février 2003, un organe de liaison intitulé *Régentic–Info* qui permet à des abonnées du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal d'échanger régulièrement sur des thèmes d'actualité et de recherche.

LE PLAN D'ACTION 2003-2005 DU RESEAU GENRE ET TIC

1. « **Prendre le genre en compte dans les politiques de TIC : plaidoyer** » devra être réalisé entre décembre 2003 et novembre 2004 avec l'appui de *Open Society Initiative West Africa* et l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne.
2. « **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs** », à réaliser en 2004-2005, est en cours d'approbation par le Centre de Recherches sur le Développement International du Canada (CRDI).
3. « **Politiques de télécommunication, genre et service universel : rôle des professionnels des médias** » est soumis, pour réalisation en 2005, à l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne.
4. « **Appropriation des logiciels libres et contenus ouverts par les organisations de femmes d'Afrique francophone** » a été engagé lors de l'Atelier "*Free and Open Source Software (FOSS) - The potential power and possibilities for women's organisations and networks*", APC-Femmes-Afrique, 10 décembre 2003, Sommet Mondial sur la Société de l'Information, Genève.
5. « **Dimensions de genre des politiques de TIC en Afrique francophone** » sera notamment réalisé en partenariat avec APC-Femmes-Afrique lors de l'atelier de formation *WENT Afrique francophone* en 2004.
6. « **Mécanismes institutionnels pour l'accès des femmes au secteur des TIC : prélude à l'action** » : une première étape sera la tenue d'un atelier de restitution du Sommet Mondial sur la Société de l'Information aux organisations de femmes sénégalaises, début 2004, avec l'appui de UNIFEM/Dakar.

Source : **enda synfev**, *rapport d'activités 2003*, pp. 3-4.

44. Voir le chapitre 3, section 2.

Ce réseau Genre et TIC est le fruit d'un partenariat entre **enda**, Osiris et ART³⁶, dont la convention pose comme objectif principal la réalisation d'un Plan d'action pour la période janvier 2003-décembre 2005. D'ailleurs, il a produit un dépliant de présentation, un site Web et trois bulletins d'information en français, et est actuellement relié par la liste électronique *Regentic-Info*, ce qui permet à ses activités de prendre depuis peu une dimension sous régionale.

Enda écopole a développé, dans un registre assez proche, une approche fondée sur l'utilisation des outils de communication pour la promotion d'une économie solidaire en faveur des plus démunis. C'est dans cette perspective que cette entité avait mis en place l'Atelier audiovisuel « Nino Magdalena » qui, régulièrement depuis plus d'une dizaine d'années, travaille en étroite collaboration, dans des formules de production ou de co-production, avec l'ensemble des entités d'**enda** et avec de nombreuses autres institutions partenaires. Cela a permis la réalisation de documents audiovisuels de haute facture, sur les activités phares réalisées en faveur de la lutte contre la pauvreté, et qui sont autant d'outils de capitalisation des expériences acquises sur le terrain, d'animation des rencontres de concertation et de diffusion des idées de l'organisation internationale à travers les médias.

Les activités menées par **enda écopole** ne se limitent pas, loin s'en faut, à ces réalisations audiovisuelles. L'entité a un mode d'action qui privilégie une approche communautaire d'ensemble qui met **art et culture** au service des populations défavorisées, pour leur épanouissement psychosocial et pour la création d'AGR.

3. Art et culture

Il n'y a aucune activité menée par **enda** à travers le monde, qui ne soit accompagnée d'une manière ou une autre par une manifestation artistique ou culturelle. Les actions de sensibilisation, de concertation sociale et de mobilisation populaire tiennent souvent une bonne partie de leur efficacité de la pertinence et de la qualité des supports dont l'essentiel est culturel. L'importance de ces aspects est d'ailleurs apparue à maintes reprises dans les activités d'éducation alternative, de prévention de la violence urbaine ou de lutte contre les IST / Sida, par exemple.

C'est la raison pour laquelle **enda écopole** a monté, à côté de son travail soutenu en faveur d'un théâtre populaire créatif et dynamique, un véritable Atelier d'artisanat d'art où sont menées, depuis une dizaine d'années, des actions très originales de création artistique. L'essentiel des œuvres y est réalisé à partir de matériaux hétéroclites de récupération qui s'en trouvent ainsi recyclés de la meilleure manière. La débrouillardise technique est le leitmotiv de cette conception de l'art qui produit des créations originales, sur des thèmes aux contenus civique et éducatif remarquables, offrant l'occasion à leurs auteurs d'en faire des AGR.

Cet Atelier d'artisanat d'art abrite une série de petits ateliers permanents agissant dans des domaines aussi variés que :

- la couture, la teinture et le tricotage,
- les arts culinaires locaux,
- la poterie et la céramique,
- la confection de jouets en plaques et tôles métalliques,
- la confection de jouets en fils et boîtes métalliques,
- la fabrication de poupées et le modelage,
- les techniques de tricotage des sachets plastiques récupérés,
- la menuiserie et la fabrication de mallettes « cot-cot ».

45. Cf. **enda synfev**, *rapport d'activités 2003*.

L'exposition itinérante « Ingénieuse Afrique » réalisée avec le concours du Musée de la Civilisation au Québec, ainsi que ceux du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal et **enda tiers-monde**, a trouvé sa place **permanente** au sein de l'Ecopole ouest-africaine. Composée d'objets utilitaires, décoratifs ou artistiques créés à partir d'éléments recyclés ou récupérés, cette exposition est une vitrine de ce secteur, péjorativement nommé « informel », auquel ont recours un nombre de plus en plus important de gens qui ont peine à « s'en sortir » par les voies plus classiques du développement économique et social en Afrique de l'Ouest. Pneus métamorphosés en outres, en pissettes ou en sandales, culasse d'automobile devenue casserole, boîtes de conserve converties en lampes à l'huile, fils électriques transformés en napperons ou en parures de toutes sortes, les objets de récupération facilitent, égayent et embellissent la vie quotidienne. Non pas des déchets, mais des rejets, revus et transformés par les artisans d'une nouvelle culture urbaine, ces objets parlent d'usages anciens et de besoins nouveaux, d'alliances et d'échanges, mais aussi de différence et de développement. Ils révèlent des artistes et des artisans qui font surgir vie, formes et pensée à partir de fragments abandonnés. Puissance de l'art, du jeu, de la critique sociale par l'humour, les objets de récupération, chante l'Afrique ingénieuse, celle des défis et de la survivance, celle du métissage et de la création.

Source : **enda ecopole**, <http://www.enda.sn/ecopole>

La création musicale est également une dimension importante de cet art au service de la lutte contre la pauvreté. C'est ce qui a motivé la création de l'entité **siggi enda art**³⁷, basée à Dakar, sur la base d'un véritable programme culturel qui entend jouer sa partition dans l'économie populaire urbaine. Cette heureuse initiative, unique dans le milieu des Ong acteurs de développement au Sénégal, permet aux artistes démunis qui n'ont pas les moyens de se produire ou de jouer avec des instruments de musiques performants, de vivre pleinement leur vocation artistique. Parce que de nos jours la pauvreté frappe durement les artistes africains. Coincés entre les exigences financières de plus en plus grandes d'une carrière professionnelle rentable, l'étroitesse du marché musical national et l'irrégularité, voire l'aspect sporadique de leurs revenus, ces milliers de jeunes musiciens, anciens élèves en situation d'échec scolaire ou chômeurs ayant jeté leur dévolu sur de nouvelles tendances musicales à la technicité plus accessible³⁸, trouvent ainsi en ce programme culturel une occasion inespérée de se produire à moindre frais.

Parallèlement à ces activités, **siggi enda art** a une certaine envergure internationale que lui confèrent ses participations très remarquées, dans le cadre du mouvement alter mondialiste, à la campagne *Drop The Debt*, pour l'annulation de la dette des pays pauvres³⁹. Cela a facilité la sortie mondiale d'une compilation musicale sur ce thème, assortie d'un vidéo-clip qui a déjà été traduit en quinze (15) langues, ce qui lui a valu un vif succès. Ces actions posent, par la justesse de leur cause et l'utilité de leurs desseins, la nécessité de créer de plus en plus des modes et des systèmes de communication alternatifs qui permettent aux populations démunies de faire passer leur message en direction des catégories sociales et des Etats qui détiennent le pouvoir de décision. Une manière de relayer la voix des « sans-voix » qui ne pourra trouver son efficacité réelle que par la mise sur pied de véritables systèmes de **communication par et pour les moins nantis**.

46. *Siggi* est un mot qui signifie « relever la tête » en langue wolof du Sénégal et traduit toute la volonté d'aider les populations défavorisées à recouvrer reconnaissance et dignité sociale.

47. Le nombre de groupes de Rap existant au Sénégal dépasse aujourd'hui le chiffre hallucinant de 5000, ce qui fait tourner le nombre de jeunes qui s'adonnent à la pratique de ce genre musical à plus de trente mille (30 000).

48. L'entité **siggi enda art** a pour Coordinateur Elhadj NDIAYE, par ailleurs célèbre artiste compositeur sénégalais menant une brillante carrière internationale sous le label *SIGGI ENDA MUSIQUE*.

4. Communication à la base

Parmi les actions qui ont été entreprises pour instaurer une bonne communication populaire, figurent les initiatives d'**enda graf** visant à mettre en place des radios communautaires. C'est dans cette optique que l'entité a appuyé les activités de l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) et celles de l'Association des radios associatives, rurales et communautaires du Sénégal (ARPAC).

Avec le processus de libéralisation des ondes radiophoniques en Afrique de l'Ouest, les radios communautaires ont été perçues comme des outils incontournables pour accompagner les actions de développement, en permettant aux membres d'un même groupe de communiquer entre eux dans une langue commune. Cela permet de véhiculer les messages de mobilisation, d'éducation et de sensibilisation avec plus d'efficacité, et par la même occasion de donner la possibilité à des thèmes spécifiques à la communauté d'être traités de manière plus exhaustive.

Afia : l'épanouissement de la société par la reconnaissance de tous

La radio communautaire Afia FM est née de la conscience de nombreux groupes de personnes de la nécessité d'interagir ouvertement et ensemble.

Créée par le Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit des femmes de la région de Dakar, *Afia* qui signifie *paix* et *épanouissement* (en arabe), se met au service de tous les groupes sociaux en valorisant l'ingéniosité et les initiatives de la population.

Elle considère en effet que seule la participation de tous dans le partage des expériences et de nos savoirs permet d'améliorer la société, de la rendre plus conviviale et plus pacifiée.

En accord avec la logique de sa mission première, elle est appuyée par **enda graf** qui la loge dans ses locaux [de Grand Yoff à Dakar] et renforce les capacités techniques et organisationnelles des animateurs et journalistes communautaires.

Source : enda graf, rapport d'activités 2003, p. 18.

Enda graf a également contribué à la mise en marche de radios communautaires dans la sous-région ouest africaine, notamment en Guinée-Conakry. La Radio Tinguisso des zones rurales de la Haute Guinée ouest ainsi créée, favorise les échanges entre différentes communautés paysannes et constitue le relais privilégié pour porter de nombreuses initiatives de développement local.

Cette tendance, notée chez de nombreuses entités, à traverser les frontières de leur pays de base pour intervenir à un niveau international, traduit leur volonté d'opérer à chaque fois un changement d'échelle pour créer une démultiplication des expériences réussies. La pauvreté ignore les frontières, la solidarité aussi. D'où la nécessité, maintes fois réaffirmée par **enda**, d'éviter l'enfermement et le cloisonnement, en intégrant les réseaux internationaux des acteurs de développement, en participant aux grandes rencontres internationales et en nouant des relations de partenariat à tous les niveaux de la lutte contre la pauvreté. Cela a permis à différentes entités de mettre en synergie recherches **prospectives et plaidoyer international**, afin de défendre les intérêts des pays pauvres dans les négociations engageant leur avenir, qui se mènent au niveau global.

Chapitre VI

Prospectives et plaidoyer international

Les relations Nord–Sud font l’objet de nombreux débats et recèlent plusieurs enjeux comme la réglementation du commerce international, les rapports de force politiques et la redéfinition du droit international, les rapports culturels qui mettent en jeu exception et diversité culturelles, etc. Ainsi, la contestation de plus en plus véhémente de la légitimité du Sommet du G8 des pays les plus industrialisés de la planète, les « contre-sommets » organisés d’abord à Porto Allègre (Brésil) et ensuite sur tous les continents, le mouvement alter-mondialiste qui prend de plus en plus une tournure idéologique, la jonction qui est en train de s’opérer entre ce mouvement et les associations écologistes sur la question des Ogm, et les alliances stratégiques entre pays du Sud lors des négociations de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), sont autant de nouvelles données qu’il faut maintenant prendre en considération. C’est conscient de ces enjeux qu’**enda** a jugé important de participer activement à ce processus de défense des intérêts des pays pauvres, par la mise en place d’un cadre stratégique propice au **plaidoyer et au dialogue politique**.

1. Plaidoyer et dialogue politique

Enda syspro 2 a initié dans cette perspective un important *Programme commerce* qui se veut une contribution effective à l’émergence d’un nouveau type d’acteurs de développement dans les pays du Sud, informés, critiques, mis en réseaux et très au fait des nouvelles opportunités que recèlent les négociations actuelles sur le commerce international. Dans une entreprise de lobbying et de plaidoyer où la communication est d’une importance capitale, procéder à la diffusion de l’information par la publication a été très tôt perçu comme un axe majeur. C’est pourquoi, **enda syspro 2** a jugé important de poursuivre le projet *Passerelles*, mis en œuvre depuis plusieurs années déjà, en partenariat avec le Centre international sur le développement durable (ICTSD) de Genève et dans le cadre duquel toute une série de publications a été faite.

- La revue bimestrielle d’information et d’analyse sur le commerce international *PASSERELLES ENTRE LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* a été publiée à cinq (5) reprises en 2003. Tirée à 2000 exemplaires, cette revue est distribuée en Afrique et dans le monde entier selon le partage suivant : 60% pour les acteurs de la société civile, 21 % pour les acteurs gouvernementaux et 19% pour les organisations internationales et régionales. La distribution géographique est de 15% pour l’Afrique du Nord et le Sahara, 48% pour Afrique Subsaharienne, 32.5% pour l’Europe, 3.7% pour les Amériques et 0.3% pour l’Asie.
- Le bulletin électronique *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT*, a été publié à dix (10) reprises et envoyé à plus de 2000 lecteurs, dont nombre de négociateurs à l’OMC.
- Le bulletin d’information publié quotidiennement à Cancun durant la conférence ministérielle de l’OMC, du 10 au 14 septembre 2003

Ces publications jalonnent une série d’activités menées par **enda syspro 2** en 2003, à travers des rencontres organisées aux plans national, régional et international. Le but visé est la défense d’un certain nombre de positions de principe concernant des domaines où se manifeste de la manière la plus criante l’iniquité des relations commerciales internationales, comme le coton, les produits pharmaceutiques, la propriété intellectuelle, etc. D’ailleurs, le dynamisme de cette équipe a abouti à la mise sur pied, à la suite de l’Accord de partenariat entre le Groupe Afrique Caraïbe Pacifique (ACP) et l’Union Européenne (UE) ou Accord de Cotonou, d’un programme spécifique d’**enda syspro 2**

nommé **Programme Cotonou**. Cette initiative est focalisée sur la promotion de relations structurées entre les organisations de la société civile ACP et les autorités étatiques de ces pays du Sud. Cela devrait permettre à ces organisations d'influer sur les processus d'élaboration des politiques et sur la définition de programmes de coopération UE / ACP (pays ouest africains) plus profitables à la base. Chargé d'assurer le Secrétariat de la *Plate-forme ouest africaine des organisations de la société civile*, **enda** coordonne les activités de mise en réseau et de renforcement des capacités, mène une prospection sans relâche pour obtenir des appuis financiers, et organise régulièrement des cadres de réflexion pour capitaliser les expériences.

RAPPORTS UE / ACP : LES OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROGRAMME COTONOU

- Favoriser la participation de la société civile à la définition d'un nouveau régime commercial équitable entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE dans le cadre des négociations d'un Accord de Partenariat Economique (APE).
- Susciter un véritable débat sur l' APE dans les pays de la sous-région Afrique de l'Ouest.
- Susciter l'implication de la société civile dans le débat et dans les négociations sur l'APE.
- Renforcer les capacités et favoriser l'émergence de compétences sur les questions de commerce international et de développement au sein de la société civile en Afrique de l'Ouest.
- Produire des positions et des stratégies de plaidoyer sur l' APE.
- Continuer à promouvoir la constitution de cadres de concertation et de dialogue sur l'Accord de Cotonou dans les pays qui n'ont pas encore de plate-forme nationale.
- Produire des outils analytiques sur la mise en œuvre de l'Accord de Cotonou en général et la négociation des APE en particulier.
- Disséminer l'information aux membres de la plate-forme et au public en général.

PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES EN 2003

- Conception du programme, recherche de fonds et partenariats.
- Informations et outils analytiques.
- Lobbying et plaidoyer.
- Participation aux négociations.
- Participation à l'élaboration d'une stratégie d'information pour le forum ACP de la société civile en collaboration avec Euforic.
- Participation à diverses réunions et dynamiques de structuration (Assemblée Nationale, Cap-Vert).

Source : enda syspro 2 – programme cotonou, rapport d'activités 2003, pp. 3-4.

Enda diapol s'est également beaucoup investi dans la défense des intérêts des producteurs agricoles africains, notamment lors des négociations menées sur le coton à Cancun. L'importance accordée à cette production est due au fait que c'est l'un des rares domaines où, malgré l'inexistence de toute forme de soutien ou subvention à l'agriculture, les pays africains arrivent à être compétitifs sur les marchés internationaux. Cependant, sous l'effet d'une conjoncture difficile en 2001, les prix du coton ont chuté sur les marchés internationaux, ce qui eut pour effet d'affecter considérablement la rentabilité de cette activité agricole au niveau des petits producteurs africains. La compétitivité de plusieurs pays du continent était gravement menacée, car ils risquaient d'être supplantés sur le marché par d'autres pays du Nord aux systèmes agricoles fortement subventionnés.

Une telle injustice n'a pas manqué de faire réagir les autorités du Burkina Faso, du Bénin et du Tchad qui ont introduit un certain nombre de modalités de négociation à l'OMC, le 30 avril 2003. Celles-ci visaient à faire accepter à tous les pays membres l'élimination progressive de toute forme de subvention à la production cotonnière et la création de

mécanismes exceptionnels de compensation en faveur des pays injustement défavorisés. Soutenir les dix à quinze millions de petits producteurs africains de l'Ouest et du Centre dans leur combat inégal contre les Etats Unis, était alors devenu un combat stratégique pour **enda** qui s'est chargé d'apporter son concours à la mise en place d'une stratégie efficace de lobbying et de plaider en direction de l'Europe et des Etats Unis. Un programme d'intervention, coordonné par **enda diapol**, a été le cadre de rencontres politiques au plus haut niveau et de plusieurs conférences de presse largement médiatisées, pour diffuser l'information et sensibiliser l'opinion publique internationale en prévision et au cours de la rencontre de Cancun.

LA BATAILLE DE L'INFORMATION SUR LE « DOSSIER COTON » A CUNCUN

Enda diapol a déplacé à Cancun [...] une équipe de trois professionnels de l'information (journalistes) de la sous-région ouest-africaine (Sénégal, Mali, Burkina Faso).

Les objectifs de cette couverture étaient multiples :

- 1) Il convenait de produire une information propre aux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec des professionnels issus de cette région, sur les enjeux de la conférence de Cancun.
- 2) Cette information devait être diffusée en direction des médias et des opinions publiques africaines en vue de les sensibiliser sur le déroulement de cette conférence ;
- 3) Enfin, ce travail devait participer à la conscientisation et à la mobilisation d'acteurs du Sud sur les questions traitées à l'OMC et sur les avantages et contraintes qui pouvaient en découler.

Un dispositif a été mis en place au Sénégal, en vue de relayer le travail effectué à Cancun. Ce travail a été effectué par l'équipe d'**enda diapol**, en collaboration avec Oxfam GB. Dans un premier temps, une note d'information a été diffusée à des médias ouest africains et d'Afrique Centrale. Dans cette note, l'initiative de diffusion de l'information a été explicitée dans ses objectifs et dans son esprit. La proposition d'ouvrir une plate-forme d'information pour couvrir la conférence de Cancun a été dans l'ensemble très bien accueillie par nos interlocuteurs, d'autant que ces derniers avaient à cœur de s'informer et d'informer sur les négociations de Cancun sans forcément disposer des moyens nécessaires pour déplacer une équipe sur place. En définitive, durant les négociations de Cancun, cette initiative, proposée par **enda diapol**, a offert aux professionnels de l'information et aux acteurs du Sud des informations gratuites, d'une grande qualité. Elle a ainsi apporté sa modeste contribution dans le rééquilibrage de l'information intéressant les régions communément appelées du « Sud » [...]

ELEMENTS D'ANALYSE ET DE MISE EN PERSPECTIVE

Au sortir de Cancun, l'Afrique peut se prévaloir d'une **victoire politique importante** qui dépasse le coton. Toutes proportions gardées, ce dossier aura, au même titre que les médicaments à Doha, été un des symboles de la conférence de Cancun. De fait, il a participé, à son niveau, au refus des pays africains de signer un consensus, qui n'en était pas un. Le travail de plaider et de lobbying mis en place y aura contribué. Le rôle des médias et de la presse a d'ailleurs été (et continuera de l'être) fondamental pour la vulgarisation de ce dossier et la bataille engagée autour de ce dernier avec les articles ou émissions qui continuent sur ce sujet. [...] **Enda diapol** continue de s'engager sur le terrain de la réflexion et sur d'autres, dans ce dossier du coton, pour le renforcement des organisations de producteurs africains. C'est d'ailleurs là que se trouve un des enjeux majeurs de l'« après-Cancun ».

*Source : **enda diapol**, rapport d'activités 2003, pp. 7-9.*

En 2003, **enda graf** et **enda diapol** ont également été à l'origine de la création du Groupe d'Initiative pour la Participation aux politiques publiques (GIP-politiques publiques), qui regroupe différentes organisations, parmi les plus significatives de la société civile sénégalaise (Forum Civil, Raddho, Conseil National de Concertation des Ruraux, Congad,

Safefod, Panos–Afrique de l'Ouest, etc.). Au vu des résultats de différentes études portant sur la participation de la société civile sénégalaise aux divers processus de définition des politiques de développement et de coopération (Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté –DSRP–, Accords de Cotonou, etc.), ces organisations ont décidé de se constituer en groupe d'initiative aux fins de tirer les leçons des difficultés rencontrées. Elles ont aussi voulu encourager une participation plus efficiente des organisations de la société civile à l'élaboration et au suivi-évaluation des politiques publiques, dans l'optique de promouvoir la démocratie participative au Sénégal.

Les organisations membres du GIP ont fondé leur démarche sur plusieurs considérations.

- 1) La participation de la société civile à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques publiques est une dimension essentielle de la bonne gouvernance.
- 2) Le rôle des organisations de la société civile ne saurait se réduire à celui d'agent d'exécution des politiques publiques.
- 3) Une participation efficace et systématique de la société civile doit être organisée selon des règles claires et collectivement prédéfinies.

C'est donc sur cette base que les membres du GIP se sont engagés à unir leurs efforts pour assurer notamment :

- une réflexion de fond sur les enjeux relatifs à la démocratie participative et à la gestion du développement ;
- la capitalisation des expériences significatives en matière de participation ;
- l'élaboration de propositions communes visant à améliorer la participation de la société civile à la conception, à la réalisation et au suivi-évaluation des politiques ;
- la réalisation de supports de communication et de plaidoyer ;
- un certain nombre d'activités de sensibilisation et de plaidoyer.

Programme CALAO : LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL

La préparation de la 6^e Rencontre du Mouvement africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) a engendré une série de contacts avec des autorités et institutions nationales et internationales.

- Le Gouvernement sénégalais a accordé son concours officiel à l'organisation de la rencontre, plusieurs fonctionnaires ont participé aux réunions préparatoires.
- La directrice régionale de l'UNICEF a écrit à l'ensemble de ses collègues afin de solliciter leur concours pour faciliter le voyage des participants. Son service a également accordé un appui financier, de même que le bureau de l'UNICEF au Sénégal. Un suivi de la prise en charge des transports par les bureaux UNICEF a été fait par l'équipe en liaison avec le bureau régional de l'UNICEF.
- Le bureau régional du BIT a accordé un appui financier pour 8 participants ivoiriens.
- La CEDEAO s'est engagé à présider le panel de clôture de la rencontre.
- L'Union Africaine sollicitée pour envoyer un représentant à la rencontre, a invité un délégué du MAEJT à la réunion de sa Commission Sociale (Mauritius) se tenant concomitamment.
- Le Réseau « Dimitra » (des organisations de femmes) et « ROPPA » (des Organisations Paysannes Africaines) ont été approchés afin d'obtenir leur présence au panel.
- Les partenaires anciens (Save the Children Suède) et nouveaux (Plan International) du MAEJT ont plusieurs fois accordé des soutiens utiles à la rencontre.
- Le Mouvement Global en faveur de l'Enfance, a accepté de déléguer son coordinateur international afin de le représenter à la rencontre et à « la grande leçon ».

Enda a présidé le Comité d'Organisation de la « grande leçon » sur l'éducation des filles, prévue le 9 avril 2003 (financement GCE, GMC, Plan International, UNESCO, UNICEF). Ce comité a regroupé le Ministère de l'Éducation, l'UNESCO, l'UNICEF, et les Ong membres du GMC (**enda**, Plan International, Save the Children, World Vision), avec la coalition de « l'éducation pour tous » et d'autres membres de la Société Civile

Source : **enda jeuda**, rapport calao du 1^{er} trimestre 2003, pp. 25-26.

La particularité de certaines entités d'**enda** réside dans le fait qu'elles articulent harmonieusement les problématiques liées au dialogue politique et au caractère incontournable de la régulation du commerce à l'échelle régionale et internationale, à d'autres questions de développement, relatives à l'aménagement des espaces transfrontaliers dans le cadre de programmes alliant recherches **prospectives et intégration régionale**.

2. Prospectives et intégration régionale

Enda diapol a initié autour de partenariats noués avec des agences de coopération et des Ong internationales, deux programmes⁴⁹ aux enjeux majeurs, tournés vers l'aménagement des espaces transfrontaliers et la durabilité des politiques commerciales en rapport avec l'exploitation rationnelle des ressources naturelles.

Le *Programme de gestion concertée de l'espace Ségambie méridionale (région Sénégal–Gambie–Guinée Bissau)* qui découle de la collaboration entre **enda diapol** et Oxfam America, vise à mettre en place des cadres de concertation favorisant la gestion intégrée de l'espace commun aux trois pays. Dans une démarche de recherche-action conciliant étude préparatoire sur les potentialités en matière d'intégration sous-régionale et efforts de mise en réseau des acteurs, un programme d'activités de planification et de gestion concertée de l'espace Ségambie méridionale a pu être élaboré.

Encouragé en cela par les succès naguère obtenus dans des initiatives similaires, notamment lors du processus mené dans la région reliant Sikasso (Mali), Korogho (Côte d'Ivoire) et Bobo Dioulasso (Burkina Faso), **enda diapol** espère tirer un maximum d'enseignements du programme actuel. Cela devrait permettre d'étendre virtuellement cette démarche dans la zone de Maradi, Katsina et Kano, entre le Niger et le Nigéria.

Le programme intitulé *Pêche, commerce et environnement en Afrique de l'Ouest (PCEAO) : durabilité des politiques commerciales dans les secteurs halieutiques en Afrique* lancé en 2003, est né d'une collaboration entre **enda diapol**, la Coopération néerlandaise et le WWF. Il cherche à faire le lien entre l'élaboration des politiques commerciales, la gestion durable des ressources halieutiques et la sécurité alimentaire, dans six pays ouest africains membres de la Commission sous-régionale des pêches (Cap-vert, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal).

Faisant suite aux activités préparatoires du programme, les « études-pays » qui ont été lancées dans chaque espace territorial national durant l'année 2003, et qui doivent être achevées au premier trimestre de 2004, permettront de mesurer les impacts politiques liés au commerce dans la gestion durable des ressources halieutiques.

Un autre aspect de l'intégration régionale concerne le renforcement des capacités des acteurs de développement en Afrique, visant à les armer face aux nouveaux défis scientifiques, économiques et sociaux qui les interpellent aujourd'hui. C'est dans ce cadre que l'entité **enda lead Afrique francophone** a conçu et mis en œuvre en 2003 une série de sessions de formation, sous l'égide du Programme Lead International et de l'ACDI. La mission de ce Programme régional piloté par **enda**, à l'instar des 13 autres programmes Lead répartis dans le monde, est de faire émerger, un leadership d'un type nouveau, averti, préparé et capable de faire face au défi que constitue la réalisation d'un développement durable.

Cela exige notamment des actuels et futurs leaders africains qu'ils soient conscients du fait que le développement du continent doit suivre une évolution économique prenant rigoureusement en compte l'exploitation rationnelle et la répartition équitable des ressources naturelles.

49. Voir **enda diapol**, *rapport d'activités 2003*, pp. 3-4.

Le programme « leadership pour l'environnement et le développement » d'enda (enda lead afrique francophone) basé à Dakar, dans le cadre des sessions internationales de renforcement des capacités qu'elle organise, a donné aux membres des différentes *Associations nationales Lead* (les Associés de la cohorte 10) l'occasion de suivre une formation en Développement durable dont le thème était : *Dynamique d'intégration et stratégies de développement en Afrique ; les réponses africaines aux problèmes de développement*. Les résultats obtenus à l'issue de cette session ont été très significatifs en ce qu'ils ont permis :

- la vulgarisation des concepts de base du développement durable ;
- l'information sur les défis de la globalisation face au développement économique et social ;
- le renforcement des capacités d'analyse de situations complexes ;
- l'accès à un réseau international d'agents de changements positifs.

Des activités similaires ont permis à **enda lead afrique** de donner une contribution majeure et structurée à la réflexion autour des concepts de base du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) dont le volet « Environnement et développement durable » a été confié spécialement à l'Etat du Sénégal.

Les objectifs de cette démarche étaient d'amener les Associés à :

- s'imprégner du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de la nécessaire collaboration pour sa réussite ;
- capitaliser leurs expériences en matière de dynamique de groupe à travers l'analyse en commun de problèmes globaux, l'apprentissage au pair et d'autres visites de terrains ;
- développer une attitude proactive concernant la réalisation de ce projet continental.

Source : enda lead afrique, rapport d'activités 2003, pp. 4-5.

Le « programme énergie » d'enda (enda énergie) est une entité née du souci de faciliter aux populations rurales et urbaines défavorisées, l'accès aux ressources énergétiques. Ceci tient compte de la dimension incontournable de la maîtrise de l'énergie, autant dans la réussite des stratégies actuelles de conservation des ressources naturelles que dans celles de lutte contre la pauvreté. Le triptyque Energie–Environnement–Développement ayant ainsi été dégagé pour baliser la démarche d'**enda énergie** durant l'année 2003, quatre axes stratégiques ont dû être distingués dans la mise en oeuvre de ses activités de recherche–action–formation.

- La maîtrise des données de base sur la situation énergétique des pays africains.
- L'élargissement de l'accès des personnes démunies aux services énergétiques.
- L'élaboration et la mise en oeuvre des accords multilatéraux sur l'Environnement.
- La mise en synergie du triptyque Energie–Environnement–Développement.

Les programmes sur les changements climatiques menés dans plusieurs pays africains, ont permis à **enda énergie** de contribuer efficacement à la mise sur pied de plans d'action nationaux visant à réduire l'impact des gaz à effet de serre sur l'environnement, et de veiller à l'application de différents accords internationaux, comme la Convention de lutte contre la désertification ou le Protocole de Kyoto.

Dans la présente phase de mise en application de la convention de lutte contre la désertification, **enda énergie** reste actif au niveau national dans le Comité de Consultation du PAN-Sénégal, au niveau sous-régional dans le Comité de préparation de la réunion de planification stratégique des Ong/Ocb de l'Afrique de l'Ouest et au niveau régional comme coordinateur du réseau thématique sur l'Energie. Par ailleurs, **enda** a réalisé d'importantes études qui ont été présentées à la conférence de La Havane (Cuba), et à la réunion régionale africaine de Cotonou (Bénin). Cette présence d'**enda** dans la mise en oeuvre de

la convention de lutte contre la désertification est appuyée par des actions à plusieurs niveaux :

- Diffusion au niveau régional, sous-régional et national des informations relatives à la *Convention de lutte contre la Désertification*, dans le cadre du Réseau International des Ong/Ocb de lutte contre la Désertification ;
- Mise en œuvre de la *CCD et les défis environnementaux du NEPAD*, en mars 2003.
- Préparation d'un *Programme de lancement du Réseau Thématique Energie Renouvelable / Lutte contre la désertification dans le cadre du Programme d'Action Régional de lutte contre la Désertification en Afrique*.
- Synthèse des *Plans d'action des pays touchés par la désertification, en rapport avec la Déclaration de Recife présentée à la troisième conférence des Parties*, en mai 2003 ;
- Participation à l'élaboration du *Projet d'atelier sous-régional de Planification Stratégique des activités de lutte contre la désertification des acteurs non-gouvernementaux de l'Afrique de l'Ouest*, en février 2003 ;
- Participation à la *Journée mondiale de lutte contre la désertification*, le 17 juin 2003, à Bambey (Sénégal) ;
- Participation à la *6^e session de la Conférence des Parties sur la lutte contre la Désertification*, du 25 août au 05 septembre 2003, à La Havane ;

L'élargissement à tous les acteurs de la mise en œuvre des accords multilatéraux de l'environnement, en particulier la convention « Climat », est un acquis important de ce processus qui a permis l'organisation d'un dialogue politique Nord-Sud et Sud-Sud sur les changements climatiques. Une dynamique qui vient ainsi en réponse à l'une des principales préoccupations d'enda dans son action globale, qui est l'établissement de **passerelles Sud-Sud et Nord-Sud**.

3. Passerelles Nord-Sud et Sud-Sud

COMMUNAUTE D'INTERET ET PARTENARIAT

L'entité **enda syspro 2** a très tôt perçu l'importance stratégique qui réside dans l'établissement et le développement d'un vaste réseau de partenaires en Afrique et dans le monde, comprenant à la fois des institutions gouvernementales, des organismes intergouvernementaux, des organisations internationales et des Ong. Parmi les membres actifs de ce réseau l'on distingue des partenariats noués à différents niveaux :

- En Afrique : Africa Trade Network (Sénégal & Ghana), CONGAD (Sénégal), SEATINI (Zimbabwe), Third World Network (Ghana), AIDC, EJA (Afrique du Sud), Institut africain de développement économique et de planification – IDEP (Sénégal), Commission économique pour l'Afrique, Oxfam GB, ActionAid, Forum ACP de la Société Civile, etc. ;
- En Europe : ICTSD (Suisse), Solagral (France) ;
- Au Canada : Institut International du Développement Durable (IISD) ;
- Organismes régionaux : UEMOA, CEDEAO, CEMAC ;
- CNUCED, PNUE, PNUD, OMC, IUCN.

Le principe de base de ce partenariat est de mettre en exergue l'existence d'une communauté d'intérêt pour des pays ayant pratiquement les mêmes caractéristiques économiques et commerciales, et confrontés de la même façon à un agenda international complexe et contraignant imposé par les pays du Nord.

C'est pourquoi *enda cherche, avec ses partenaires africains, à mieux cerner les intérêts commerciaux sous régionaux, pour ensuite renforcer leurs alliances stratégiques avec d'autres organisations du Nord comme du Sud partageant leurs idéaux et leur démarche.*

Source : enda syspro 2, rapport d'activités 2003, pp. 4-5.

Le Projet Quartiers du Monde (QDM) est un de ces projets d'envergure par lesquels **enda** cherche à établir entre pays du Sud et du Nord une relation plus horizontale et un réel partenariat basé sur la réciprocité. Le but visé est de créer un enrichissement mutuel par un travail collectif, dans la construction d'une vision partagée sur la prise en charge de préoccupations communes aux centres urbains, telles que l'exclusion sociale, le multiculturalisme, les dynamiques populaires et la participation citoyenne.

Ce processus a débuté par une **phase pilote** qui s'est déroulée du 1^{er} mai 2003 au 31 janvier 2004. Celle-ci a abouti à la réalisation d'un état des lieux sur les stratégies politiques de participation citoyenne, les dynamiques populaires (associatives), les relations entre organisations sociales et autorités locales, et les conditions de vie des hommes et femmes des quartiers des villes participantes. Cette phase pilote devrait en outre proposer des axes d'action et de réflexion pour les prochaines étapes de l'exécution du projet.

QDM : Objet et Thèmes du Projet

La pauvreté, l'exclusion sociale et la violence, ne sont plus le monopole des pays du Sud. Aujourd'hui, au Nord comme au Sud, on rencontre des villes peuplées d'habitants déracinés, dévalorisés dans leur culture d'origine, et sans références culturelles locales ou affectives pouvant leur permettre de s'intégrer et de se protéger socialement.

Mais, le Sud comme le Nord ne sont pas uniformes et la diversité des cultures, des expériences et des situations sociales, politiques et économiques peut créer un enrichissement mutuel et aider les uns et les autres à vérifier des hypothèses communes aux grandes villes du monde. Ces hypothèses portent sur les questions suivantes :

- la manière dont les transformations urbaines mettent en jeu la question de la transmission ;
- la reproduction ou la réinvention des mécanismes de régulation et d'organisation collective ;
- la façon par laquelle la dégradation économique affecte directement les espaces de cohésion sociale et détruit le tissu social existant,
- la manière dont les communautés génèrent leurs propres mécanismes de régulation dans le champ de la justice en établissant, par exemple, des mécanismes qui n'obéissent pas aux lois du système juridique des Etats.

Le projet *Quartiers du Monde* aidera à analyser comparativement les visions, les positions, les stratégies et les évolutions nécessaires face à l'approche du changement social, et principalement à créer de vrais partenariats entre les villes et les acteurs du projet.

Source : **Projet QDM**, rapport du *Projet pilote 2003*, p.6.

Les partenaires impliqués dans la réalisation de ce projet :

- La Mairie d'Evry (France), dans le cadre de sa Politique de la Ville, a participé dès le départ à la réflexion concernant le montage du projet *Quartiers du Monde*. Elle a financé le travail réalisé dans sa ville et a participé aux financements des frais généraux du projet.
- La Mairie de Barcelone (Espagne) a financé l'organisation du forum local qui s'est tenu le 10 décembre, et y a pris part. Elle s'est également engagée à participer à la phase suivante du projet en soutenant l'association locale EICA (Espace d'intégration et de formation du *Casc Àntic*).
- L'Ong suisse Genève Tiers Monde a participé dès le départ à la réflexion concernant le montage du projet *Quartiers du Monde* et a financé le travail dans la ville de Bogota (Colombie) avec laquelle cette Ong travaille depuis six ans.

- L'UNESCO, dans une proposition inter-sectorielle des Coordinations Jeunesse et Sciences Sociales, a participé dès le début à la réflexion concernant le montage du projet. L'UNESCO a financé une bonne partie du Séminaire de mise en commun méthodologique, ce qui lui a permis de se dérouler dans des conditions idéales. L'UNESCO s'est aussi engagée à participer financièrement aux rencontres annuelles internationales qui auront lieu lors de la phase suivante du projet.
- L'association EICA, à Barcelone, a mis à disposition deux professionnels à mi-temps pour la réalisation du projet pilote dans le quartier *Casc Àntic*, où l'association travaille depuis plus de vingt ans au sein d'une fédération d'associations d'éducation populaire.
- L'Association *Aula Cultural*, à Palma de Majorque (Espagne) a réalisé l'étude locale dans le quartier de Son Roca, en partenariat avec l'Association GREC (Groupe d'Educateurs de rues et de Travail avec des Mineurs).
- **Enda colombie** a réalisé l'étude locale, en partenariat avec l'Ong *Suba al aire*, dans la localité de Suba et dans le quartier de *Ciudad Hunza*. L'entité a organisé une rencontre citoyenne dans laquelle les professionnels ont partagé avec la population les résultats de la recherche réalisée.
- **Enda brésil** a réalisé l'étude locale, en partenariat avec l'Ong CEASM, dans les quartiers *Maré* et *Jacarepaguá*. Il a organisé une rencontre citoyenne dans laquelle les professionnels ont partagé avec la population les résultats de la recherche réalisée.
- **Enda bolivie** a réalisé l'étude locale dans la ville de El Alto et a organisé une rencontre citoyenne dans laquelle les professionnels ont partagé avec la population les résultats de cette recherche.
- **Enda mali** a réalisé l'étude locale, en partenariat avec deux associations de jeunes (*CAMS* et *DANAYA*) dans les quartiers de *Sikoro* et *Niamakoro* (Bamako); ainsi qu'une rencontre citoyenne dans laquelle les professionnels ont partagé avec la population les résultats de la recherche accomplie.
- **Enda maghreb** a réalisé l'étude locale, en partenariat avec les associations Achbal Laâyayada, Scouts, Nahdate El Hay, dans le quartier de Sanyat El Hasnaoui. Il a ensuite organisé une rencontre citoyenne dans laquelle les professionnels ont partagé durant deux jours avec la population les résultats de cette recherche.

LOBBYING ET PLAIDOYER POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

La création d'un Réseau représentatif de la société civile africaine sur l'eau et l'assainissement a été jugée incontournable dans le cadre de l'*INITIATIVE EUROPEENNE SUR L'EAU EN AFRIQUE*. Le Réseau ANEW (Africa Network on Water) ainsi créé devrait être un des partenaires privilégiés de l'Union Européenne, à côté de la Conférence africaine des Ministres en charge de l'eau en Afrique (AMCOW).

En octobre 2003, **enda rup** a été élu au sein du groupe restreint de travail (*Task Force*) du Réseau par les membres ouest africains du Collectif de la société civile africaine (Ghana, Nigéria, Bénin, Togo, Sénégal, Mali, Burkina Faso). L'un des objectifs de l'ANEW est la poursuite du dialogue avec les gouvernements européens et africains, pour faire participer la société civile dans la conception et la mise en œuvre de cette importante initiative.

C'est dans le cadre de l'ANEW qu'a été préparée la position de la société civile africaine dans la définition de sa contribution à la commission du développement durable n° 12 dont le thème est *L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES VILLES*. Le Réseau a également eu à définir la participation de la société civile au 5^e Forum Mondial et à l'occasion de la tenue du 8^e Forum des Ministres de l'environnement qui a eu lieu à Jéju (Corée du Sud) ; des rencontres auxquelles enda rup a pris part pour défendre la position du Collectif de la société civile africaine.

Source : **enda rup**, rapport d'activités 2003.

Ces réalisations accomplies dans les domaines du partenariat et du plaidoyer international stimulent la redéfinition d'une stratégie globale de réorganisation visant à capitaliser les nombreux acquis d'**enda** en la matière. Réussir une telle entreprise en faveur des plus démunis exige forcément une démarche méthodique, rigoureuse et systématique en direction du grand public, des décideurs et de la communauté des bailleurs de fonds, qui heureusement n'a jamais fait défaut. Cela a sans doute relégué à un niveau de moindre importance la communication interne entre les différentes entités de l'organisation internationale. Les tentatives de réorganisation qui y sont menées actuellement, à plusieurs niveaux de son fonctionnement institutionnel, devraient aboutir à un rééquilibrage plus profitable à l'organisation. L'enjeu de cette façon de mettre **enda en perspectives** est qu'elle débouche sur un résultat qui soit sans conteste la confirmation de son efficacité tant de fois mise à l'épreuve et toujours reconnue.

Chapitre VII

Enda en perspectives

Plusieurs processus de réflexion interne sont actuellement en cours pour asseoir l'action d'**enda** sur de nouvelles bases fonctionnelles, sans remettre en cause le moins du monde la pertinence du style dépouillé et pragmatique qui a fait son succès durant tant d'années. Le changement est toujours un exercice difficile et périlleux. Difficile, parce qu'il comporte une bonne part de création, voire d'invention de faits nouveaux à adapter à une conjoncture en perpétuelle évolution. Périlleux, parce que le résultat auquel l'on aspire n'est qu'une construction intellectuelle tant qu'il n'est pas réalisé, et que l'on n'est jamais sûr qu'il sera, une fois en acte, à la hauteur de tous les espoirs placés en lui.

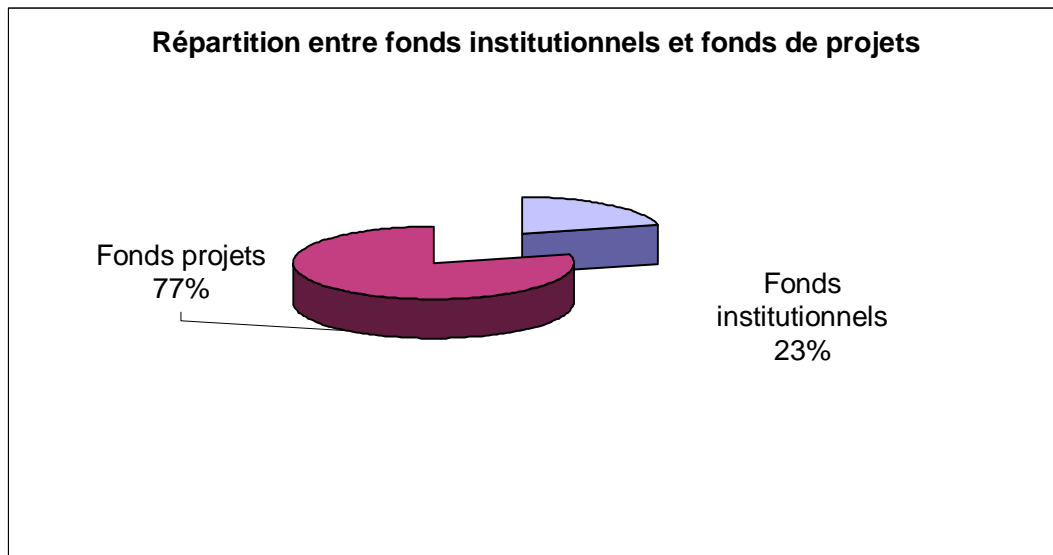
En ce qui concerne **enda**, l'on ne peut présumer que d'une chose : la claire volonté de ses membres et principaux collaborateurs de conserver les précieux acquis de l'organisation internationale, et d'opérer un renforcement qualitatif à différents niveaux. D'une part, en facilitant le *renforcement des capacités du personnel* par une série de formations diplômantes. Et d'autre part, en satisfaisant, par la *recherche d'un modèle institutionnel mieux adapté*, à l'exigence de résultats tangibles et exemplaires, qui marquera de plus en plus ses relations avec les institutions partenaires. Mais aussi, en veillant à asseoir une grande rigueur dans l'**utilisation efficiente des ressources** financières et matérielles.

1. Utilisation efficiente des ressources

Enda mène son action globale et multiforme grâce à ses apports financiers propres et au concours de membres éminents de la communauté des bailleurs de fonds qui lui témoignent toute leur confiance. C'est pourquoi les différentes contributions au financement de son budget annuel ont été constantes et soutenues, avoisinant même douze (12) millions d'Euros en 2003. Il s'agit là d'une augmentation des ressources globales de l'organisation par rapport aux années précédentes (9,5 millions d'Euros en moyenne entre 1999 et 2002).

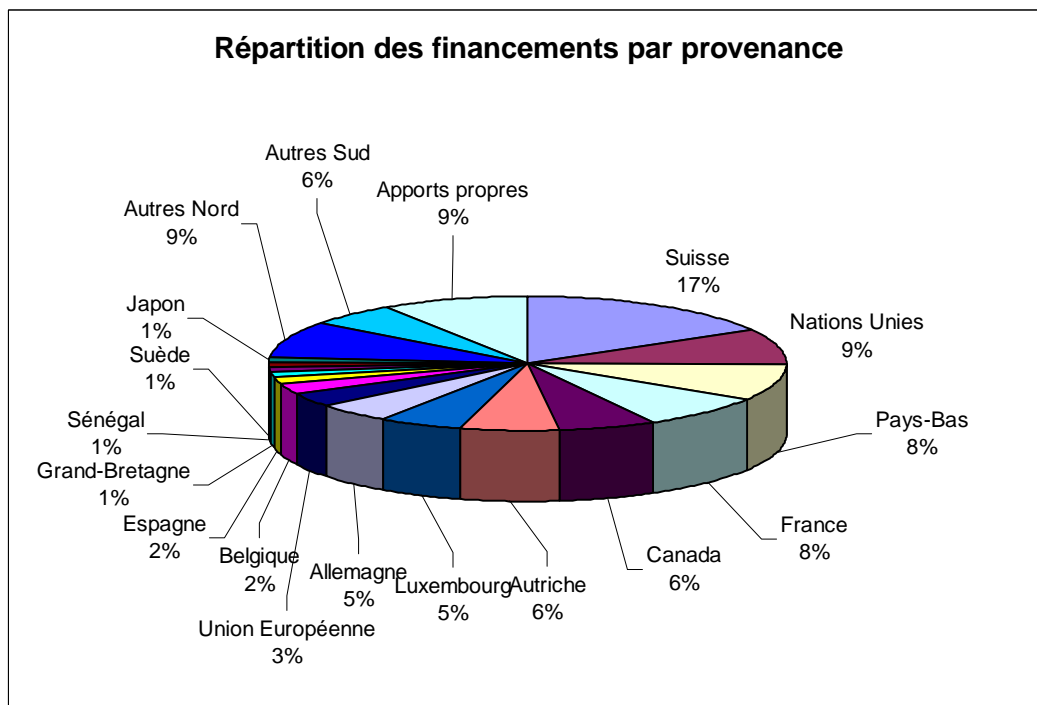
Répartition des ressources d'**enda** entre fonds institutionnels et fonds de projets

enda tiers-monde	€uro	%
<i>Fonds institutionnels</i>	2'762'000	23.0%
<i>Fonds de projets</i>	9'224'000	77.0%
TOTAL	11'986'000	100.0%



Source : *enda caf*⁴¹, rapport 2003.

Les ressources annuelles suivent une répartition nette entre les fonds de projets, c'est-à-dire consacrés aux actions spécifiques des entités ou des programmes, qui représentent 77% du budget total, et le reste, soit 23%, consacré aux fonds institutionnels. Ce sont des ressources qui proviennent essentiellement des cinq pays partenaires que sont la Suisse, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche et la France. La répartition de ces contributions financières par provenance reste conforme à la tendance de ces cinq dernières années, c'est-à-dire relativement stable. Le graphique et le tableau ci-dessous jettent un regard sur les cinq années précédentes, qui confirme la constance de l'appui de la Suisse, de l'Autriche, des Pays Bas, du Luxembourg et de la France à *enda*.



Source : *enda caf*, rapport 2003.

50. Il s'agit de la **coordination administrative et financière d'enda (enda caf)**, basée à Dakar.

Dix sept (17) autres pays, auxquels s'ajoutent plus de 80 institutions partenaires qui apportent leur appui à différents niveaux d'intervention, ont également offert leur soutien à l'action d'**enda**. En effet, les institutions du système des Nations Unies, le Canada, l'Allemagne, l'Union Européenne, la Belgique, l'Espagne et la Grande Bretagne sont (par ordre décroissant d'importance) les plus visibles parmi ce second groupe de partenaires qui est venu renforcer le nombre de sources de financement ayant appuyé **enda** dans son action à travers le monde.

Répartition des financements par provenance (fonds institutionnels et fonds de projets)

Pays	000 €	%
Suisse	2'006	16.7%
Nations Unies	1'031	8.6%
Pays-Bas	1'009	8.4%
France	992	8.3%
Canada	732	6.1%
Autriche	724	6.0%
Luxembourg	642	5.4%
Allemagne	563	4.7%
Union Européenne	399	3.3%
Belgique	290	2.4%
Espagne	210	1.8%
Grande-Bretagne	155	1.3%
Sénégal	139	1.2%
Suède	136	1.1%
Japon	110	1.0%
Autres contributions du Nord	1'078	9.0%
Autres contributions du Sud	660	5.5%
Apports propres	1'102	9.2%
TOTAL	11'978	100.0%

Source : **enda caf**, rapport financier 2003.

Depuis quelques années, l'organisation internationale renforce sa rigueur dans l'utilisation de ses fonds. Déjà, en 2003 de substantielles économies ont été réalisées par le Secrétariat Exécutif, grâce à la rationalisation des dépenses courantes de fonctionnement. Une telle préoccupation a déjà gagné la majeure partie des entités qui, disposant d'une certaine autonomie budgétaire, ont élaboré des stratégies propres de levée et d'utilisation rigoureuse des fonds. Le fait de vouloir couler toutes les activités de l'organisation internationale dans le moule d'une efficacité accrue et éprouvée, procède du souci d'accroître à tous les niveaux la productivité du travail fourni. D'ailleurs, parallèlement à ces efforts de rationalisation budgétaire, d'autres initiatives sont actuellement mises en œuvre dans le but d'augmenter l'efficacité d'**enda** par le **renforcement des capacités du personnel**.

2. Renforcement des capacités du personnel

Le processus en cours de raffermissement de l'Institution a conduit au lancement d'une démarche d'évaluation et de concertation interne pour le renforcement des capacités des ressources humaines d'**enda**⁴². C'est pour prendre en charge cette préoccupation qu'un comité composé de huit membres provenant de différentes entités basées à Dakar, a été mis sur pied en juillet 2003. Le but visé était de procéder à la systématisation des

51. Cf. Le Document de Politique Générale d'**enda** & le Document Mouya Yara, version 2003.

modalités de mise en œuvre d'un programme de formation diplômante du personnel permanent d'**enda**.

Des rencontres périodiques ont été pour le groupe l'occasion d'élaborer une démarche d'identification et d'analyse des besoins de formation au sein de l'institution. C'est ainsi qu'en septembre 2003, après adoption d'un formulaire destiné à recueillir les informations de base auprès du personnel, le comité a envoyé ce document à toutes les entités basées à Dakar. Vers le début du mois de novembre 2003, 170 fiches instruites ont été collectées pour un premier dépouillement au cours duquel l'on a procédé par classification ou regroupement du personnel en « corps de métier », le plus important étant de mieux saisir ce dont la personne a le plus besoin pour améliorer son rendement dans le cadre de son travail à **enda**.

Les résultats obtenus ne recoupent que très partiellement l'ensemble des besoins de formation dans une organisation qui compte, rien qu'à Dakar, plus de quatre cent cinquante (450) employés permanents. La concertation organisée à l'issue du dépouillement a d'ailleurs mis en exergue d'autres axes de formation qui ont été pris en compte dans le document d'étape de décembre 2003. Mais, ce qu'il y a de déterminant, c'est que le processus en cours est en bonne voie et que son aboutissement permettra certainement de l'étendre dans les prochaines années à toutes les entités dans le monde. Cela pourrait également faciliter l'établissement de partenariats fructueux avec des instituts et autres universités du Nord et du Sud, afin que les personnes travaillant pour le compte d'**enda** puissent bénéficier de formations diplômantes de grande qualité. Une ambition dont la concrétisation pourrait être hâtée par la réussite de l'autre axe du raffermissement des acquis d'**enda**, qui concerne la **recherche d'un modèle institutionnel mieux adapté** à sa dimension actuelle et à l'expansion des activités de ses différentes entités.

3. Recherche d'un modèle institutionnel mieux adapté

Après plusieurs années de croissance régulière et de diversification de ses activités, l'organisation a entamé au cours de cette année 2003 une réflexion interne, ouverte à toutes les entités, aux instances statutaires, ainsi qu'à ses principaux partenaires, en vue d'une réorganisation optimale de ses structures, de ses activités et de son fonctionnement. Plusieurs repères jalonnent l'année en ce qui concerne ces changements institutionnels à **enda**.

- Les réunions statutaires : l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration, du mois d'avril, ont été l'occasion d'élargir et de renouveler ces deux principaux organes de l'organisation ;
- La phase d'intérim du Secrétariat Exécutif, qui s'étale de juin à décembre ;
- La poursuite du processus Mouya Yara ;
- Les concertations thématiques, qui vont de juillet à décembre ;
- L'Atelier d'échanges thématiques de décembre ;
- La nomination pour un an d'un nouveau Secrétaire Exécutif⁴³ en décembre.

Le processus Mouya Yara a focalisé tous les efforts de redéfinition institutionnelle de l'organisation internationale. Il a abouti dernièrement⁴⁴ à l'énoncé de plusieurs propositions qui doivent être soumises au Conseil d'Administration prévu les 22 et 23 avril 2004 à Dakar. Ces propositions sont le résultat des multiples concertations qui ont mobilisé les énergies de toutes les entités depuis deux ans, dans ce qui apparaît véritablement comme une approche novatrice de bonne gouvernance participative au sein d'une grande institution.

52. Celui-ci sera confirmé à son poste cinq mois plus tard, pour une durée de trois ans (2004 – 2007), par le Conseil d'Administration d'**enda** lors de sa réunion annuelle.

53. Voir le *Rapport de l'Atelier de synthèse sur Mouya Yara et la réorganisation d'enda* de mars 2004.

APERÇU DES PROPOSITIONS SUR MOUYA YARA**LA CHARTE D'enda**

La Charte contient la vision, la mission et les principes.

Elle est validée par l'Assemblée Générale et obligatoirement signée par les entités (membres actifs)

qui s'engagent ainsi à la respecter.

LA VISION D'enda

« Un monde solidaire et en paix, respectueux des droits et de la dignité humaine, de la justice

sociale et de la diversité culturelle, où les différentes ressources sont réparties équitablement et

gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures ».

LA MISSION D'enda

Enda travaille à la construction de sociétés où chacun-e peut participer, en pleine responsabilité,

à la régulation collective. Dans cette optique, **enda** œuvre en faveur du développement et combat les différentes formes d'exclusion et de pauvreté, ainsi que les mécanismes qui les génèrent.

Enda promeut l'autonomie, le renforcement et le protagonisme des communautés et Des mouvements sociaux ; il favorise leur participation significative et qualifiée aux processus

socio-économiques ainsi qu'à la détermination des politiques publiques.

Enda œuvre au respect des droits humains, du pluralisme, de la diversité culturelle et de l'équité entre les genres et entre les générations.

Enda se mobilise en faveur du décloisonnement et de l'articulation des savoirs et des actions à

l'échelle locale, régionale et globale.

Par la formation, la recherche-action le plaidoyer et la construction d'alliances stratégiques,

enda contribue à la formulation de politiques publiques allant dans le sens d'un développement

durable et à l'avènement d'une culture de paix et de non-violence .

LES PRINCIPES

Les principes suivants sont considérés acquis pour orienter les actions et le fonctionnement d'**enda** :

- Autonomie et convergence :
- Equité et transparence
- Respect et valorisation des personnes
- Démocratie participative
- Responsabilité / co-responsabilité
- Solidarité
- Efficience et efficacité
- Subsidiarité
- Innovation
- Respect des règles du jeu
- Redevabilité

LES ORGANES ET INSTRUMENTS D'enda

- L'ASSEMBLEE GENERALE
- LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
- LES REUNIONS INTER-ENTITES (RIE)
- LE SECRETAIRE EXECUTIF
- LES INSTANCES DE CONCERTATION
- LE PROJET POLITIQUE COMMUN
- LE PROGRAMME STRATEGIQUE